TRENTE-SIXIÈME ANNÉE — N° 10 682 | 18 PAGES DERNIÈRE ÉDITION | MARDI 5 JUIN 1979

La crise de la marine marchande

UNE CINQUANTAINE DE BATEAUX FRANÇAIS VENDUS EN 1979 ?

(LIRE PAGE 15 UN ENTRETIEN AVEC M. TRISTAN VIELJEUX.)



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

2,00 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,80 dir.; Tunisie, 180 m.; Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, $ 0,85; Côte-d'Ivoire, 155 F CFA; Danemark, 4 kr.; Espagne, 38 pes.; Grande-Bretagne, 25 p.; Grèce, 25 dr.; Iran, 50 ris.; Italie, 500 L.; Liban, 250 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 27 esc.; Sénégal, 160 F CFA; Suède, 2,80 kr.; Suisse, 1,10 fr.; U.S.A., 75 cts; Yougoslavie, 20 din.

Tarif des abonnements page 9

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Psychodrame à la CNUCED

Alors que les quatre précédentes Conférences des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) — la première à Genève en 1964, la deuxième à New-Delhi en 1968, la troisième à Santiago-du-Chili en 1972 et la quatrième à Nairobi en 1976 — avaient chacune soulevé de grands espoirs parmi les pays pauvres, la cinquième, qui s'est tenue du 7 mai au 3 juin à Manille, s'est terminée pour eux dans un climat d'amertume.

Le tiers-monde, qui attendait des « riches » des mesures concrètes, a eu à affronter des partenaires en position défensive, recroquevillés sur leur puissance et d'autant plus refermés sur leurs égoïsmes nationaux que les incertitudes de la conjoncture mondiale ne les incitent guère à prendre des engagements. Mais le groupe des « 77 », qui le représente politiquement, n'a pas été capable de répondre à ce défi : sa stratégie a rapidement paru mal adaptée, peu cohérente et dispersée, cédant à la tentation du dogmatisme et du maximalisme pour essayer de dissimuler la diversité croissante des situations dans le tiers-monde — qui a aussi ses « riches ». De là l'impression que le psychodrame l'a emporté sur la négociation.

Profitant de la confusion des débats et du mythe d'un groupe des « 77 » « unitaire », l'OPEP a réussi à étouffer tout débat sur l'énergie en dépit de l- volonté contraire de la plupart des pays latino-américains. Vivement critiqués pour l'insuffisance de leur effort financier en faveur des pays du tiers-monde, l'U.R.S.S. et les autres pays socialistes d'Europe sont parvenus à bloquer les velléités de recommandations précises sur ce thème.

L'enlisement de la cinquième CNUCED marque cependant moins l'échec du dialogue Nord-Sud qu'il ne témoigne de l'inadaptation d'une formule : celle des grands forums sans thème mobilisateur comme avaient su en trouver les précédentes réunions (système des préférences généralisées, fonds commun). La conférence de Manille a été finalement dominée par le jeu des intérêts au sein du camp des « pauvres », que le secrétariat général — à qui revient une part de responsabilité dans le maigre bilan — était d'autant moins en position de contrôler qu'il était lui-même identifié avec le groupe des « 77 ».

Un certain nombre de résolutions visant, entre autres, le doublement de l'aide aux pays les moins avancés (P.M.A.) ont bien été adoptées à la dernière minute. S'y ajoutent des textes — tout autant dépourvus de valeur contraignante — sur le transfert de technologie, les investissements privés et l'exode des cerveaux, l'exploitation des richesses marines, etc. Ces recommandations ne sont pas de nature à altérer l'impression d'ensemble qu'il reste à trouver une formule propre à faire déboucher les analyses, les idées nouvelles quand il y en a (ce ne fut guère le cas cette fois-ci) sur un mécanisme de négociation.

Un des grands thèmes de la conférence était l'« interdépendance », par quoi le groupe des « 77 » voulait affirmer que désormais les pays riches du Nord dépendent autant pour leur croissance économique d-s pays du Sud que ces derniers de l'aide et de l'ouverture des marchés du monde industrialisé. Une nouvelle division internationale du travail doit s'instaurer, plus favorable au 'iers-monde, qui demande aux pays de l'O.C.D.E. de renoncer aux mesures dilatoires. Mais la discussion a souvent tourné au dialogue de sourds. Par contraste avec la morgue américaine et l'attentisme japonais, c'est encore la C.E.E. qui est apparue, dans le camp des pays développés, la plus imaginative. Les hasards du calendrier ont fait que la France en était le porte-parole. Les gestes accomplis par sa délégation n'ont toutefois pas paru suffisants pour préserver l'image qu'elle voulait naguère se donner de meilleure amie des pauvres parmi les riches. èxtimest ente, mb mb mb mbm

(Lire page 16 l'article de Philippe PONS.)

Les prix du pétrole

• La vague de hausses fait peser de graves menaces sur les économies occidentales

• Des mesures de réduction de la consommation d'énergie vont être annoncées en France

Si les pays industrialisés ne parviennent pas à réduire de 5 % leur consommation de produits pétroliers, une grave menace pèsera sur eux : celle d'un ralentissement important de la croissance économique qui ne dépasserait pas 1,5 % en 1979 et provoquerait un gonflement proportionnel du chômage. L'attitude américaine rend problématiques de telles économies.

En France pourtant, le gouvernement annoncera dans une dizaine de jours un ensemble de mesures contraignantes destinées à réduire la consommation. En outre, pour compenser l'effet dépressif des hausses des prix pétroliers, il interviendra pour soutenir l'activité en laissant « filer » le déficit budgétaire jusqu'à quelque 40 milliards de francs, peut-être plus ; il prendra dans quelques semaines des mesures qui profiteront à la construction, habitat ancien et secteur H.L.M. notamment.

La hausse continue du prix du pétrole brut fait maintenant peser une telle menace sur les économies des pays industrialisés que les gouvernements européens vont devoir — contraints et forcés — prendre des mesures de rationnement. Cela pour éviter qu'une nouvelle dépression du style de celle qui se produisit en 1974-1975 ne ralentisse gravement l'activité industrielle, jetant au chômage des centaines de milliers de travailleurs supplémentaires.

On estimait généralement que les économies occidentales — et l'économie française en particulier — pouvaient, grâce à la baisse du prix réel du brut en 1978, supporter sans trop de dommages une hausse relativement importante du prix du pétrole cette année, à condition toutefois que celle-ci ne dépasse pas 30 % entre le début et la fin de 1979 (soit 20 % environ en 1979 par rapport à 1978). Or nous avons pratiquement atteint la « limite critique » et tout laisse penser que le 26 juin à Genève les pays de l'OPEP en rajouteront encore.

Des experts de plus en plus nombreux prévoient maintenant que l'augmentation avoisinera 40 % fin 1979. Une chose est certaine : la reprise, qui s'amorçait un peu partout en Occident (sauf aux Etats-Unis), va prendre fin. Déjà en France la vive croissance de fin 1978-début 1979 semble terminée. Quand on sait que le nombre des personnes à la recherche d'un emploi augmentait déjà au rythme de cent cinquante mille par an, on mesure toutes les conséquences sociales d'un ralentissement de l'activité économique.

ALAIN VERNHOLES.

(Lire la suite page 17.)

Une découverte exceptionnelle au large du Mexique

Des sources sous-marines à 500 degrés

Des sources thermales sous-marines produisent de l'eau à 500 degrés, telle est la découverte exceptionnelle que vient de faire une mission scientifique franco-américano-mexicaine sur la dorsale du Pacifique et au large du Mexique. Ce sont les températures les plus élevées jamais constatées au fond de la mer.

Dans la même zone a été observée une extraordinaire faune marine : *clams géants (plus de 25 centimètres au lieu de 5 à 6)*, sortes de vers (pogonophores) de 1 mètre de long, etc.

(Lire, page 9, l'article d'Yvonne Rebeyrol.)

Le voyage du pape

« Il ne peut y avoir d'Europe juste sans l'indépendance de la Pologne »

affirme Jean-Paul II

Jean-Paul II est arrivé, ce lundi 4 juin en début de matinée, à Czestochowa, cœur de la Pologne catholique et troisième étape de son voyage après Varsovie et Gniezno. Il y a célébré, sur le mont Jasna-Gora, une messe avant de rencontrer, dans l'après-midi, les délégations des paroissiens du diocèse. Le pape, qui doit rester jusqu'à mercredi soir à Czestochowa, se rendra ensuite dans son ancien archidiocèse de Cracovie.

Samedi, avant de célébrer une messe en plein air sur la place de la Victoire à Varsovie, au cours de laquelle il a déclaré : « Il ne peut y avoir d'Europe juste sans l'indépendance de la Pologne », Jean-Paul II s'était rendu au palais du Belvédère, résidence du chef de l'Etat polonais, où l'attendait le premier secrétaire du parti. M. Gierek s'est félicité de la politique de détente poursuivie par le Vatican, et le pape lui a notamment répondu : « L'Eglise ne demande aucun privilège, mais uniquement ce qui est essentiel à l'accomplissement de sa mission. »

Rendant compte de cette entrevue, l'agence de presse polonaise PAP écrivait, dimanche, qu'elle « a renforcé la conviction que la visite du pape contribue et contribuera à l'unité de tous les Polonais, et à la poursuite de la coopération entre l'Eglise et l'Etat socialiste ».

La télévision polonaise a consacré, samedi, quatre heures trente d'émission au voyage du pape. En principe, seuls sa visite le 7 juin à Auschwitz, et son départ, le 12, seront encore retransmis en direct sur le réseau national.

De nos envoyés spéciaux

Varsovie. — La capitale de la Pologne a accueilli Jean-Paul II avec chaleur et dignité. Tout le monde redoutait un peu le retour dans son pays natal de celui qui, parti en octobre dernier pour Rome archevêque de Cracovie, y revenait pour la première fois en tant que chef de l'Eglise catholique.

Ce voyage d'un pape — le premier dans un pays communiste, — tant attendu par un peuple aussi profondément croyant et suivi avec intérêt dans toute l'Europe de l'Est, n'allait-il pas déclencher des réactions difficilement contrôlables ? Cet événement dont l'Eglise polonaise et le pape lui-même n'ont pas manqué de souligner le caractère « *strictement religieux* » n'aurait-il pas été lourd de risques, en cas de débordements, pour tous ceux qui en avaient pris la responsabilité ?

La population de Varsovie a parfaitement compris les appels au calme répétés qui lui avaient été lancés par l'épiscopat. Si la joie était grande sur les visages des citoyens de la capitale, massés samedi par centaines de milliers le long du trajet menant de l'aéroport d'Okecie à la cathédrale Saint-Jean-Baptiste, au cœur de la vieille ville, pour accueillir « *Papiez Wojtyla* », le souci de garder la mesure était perceptible. La foi ici est vécue de façon trop intérieure, trop intime, pour être un sujet d'explosion. Elle est un témoignage, non une démonstration.

Juché à 3 ou 4 mètres de hauteur sur un énorme véhicule blanc spécialement aménagé pour la circonstance, Jean-Paul II ne cessait de saluer cette foule heureuse et fervente qui attendait ce moment non pas seulement depuis le petit matin de cette journée mémorable mais depuis des dizaines d'années et qui était consciente de son importance, et pour tout dire de son caractère inespéré. On distinguait beaucoup de visages burinés de paysans venus des environs dans cette population qui, inlassablement, reprenait des cantiques ou de vieilles chansons patriotiques.

MANUEL LUCBERT et ALAIN WOODROW.

(Lire la suite page 3.)

La crise au Nicaragua

Le président Somoza menace d'intervenir au Costa-Rica

La sanglante crise qui secoue le Nicaragua depuis près d'un an et demi menace de s'internationaliser. Le président Somoza a affirmé, le 2 juin, que le risque d'une guerre entre son pays et le Costa-Rica n'était pas à écarter si le voisin du sud ne mettait pas fin à sa « coopération » avec les guérilleros du Front sandiniste de libération nationale, qui cherchent à le renverser.

Le Venezuela a réaffirmé son appui total au Costa-Rica s'il était victime d'agression. En septembre dernier, ces deux pays avaient signé une déclaration d'assistance et de coopération en cas de menace contre leur souveraineté et leur intégrité territoriale.

Si le général Somoza commet l'acte insensé d'attaquer le Costa-Rica, a déclaré, le dimanche 3 juin, le chef de la diplomatie de San-José, le Costa-Rica fera aussitôt appel au Venezuela, ainsi qu'à Panama. Il demandera, en outre, l'application immédiate du traité interaméricain d'assistance (TIAR), qui fait obligation à tous les pays membres de l'Organisation des pays américains (OEA) de secourir celui d'entre eux qui est agressé.

Le Costa-Rica n'a pas d'armée, mais seulement une garde civile d'environ six mille hommes, bien entraînés, mais renouvelés à peu près entièrement après chaque élection présidentielle, tous les quatre ans.

En fait, le président Somoza accuse le Costa-Rica de donner asile à des guérilleros sandinistes. « *Le gouvernement du président Rodrigo Carrazo a permis à trois cents guérilleros internationaux d'envahir le Nicaragua au début de la semaine* », a-t-il affirmé samedi.

Il a qualifié cette attitude d'« *agression cynique* » de la part du Costa-Rica. Il a, lui aussi, fait appel au TIAR « *pour éviter un nouveau bain de sang et une conflagration en Amérique latine* ».

(Lire la suite page 5.)

L'autre Angleterre

Mme Thatcher fera, mardi 5 juin, à Paris, sa première visite à l'étranger depuis qu'elle est à la tête du gouvernement de Londres. Un seul tête-à-tête est prévu avec M. Giscard d'Estaing, suivi d'un déjeuner auquel assisteront M. Barre et lord Carrington, secrétaire au Foreign Office.

En faisant sur le chemin du retour, à sa *demande, un crochet pour visiter l'usine* nucléaire Eurodif de Tricastin, Mme Thatcher veut manifester son intérêt pour les industries de pointe et peut-être pour une coopération entre Paris et Londres dans un domaine d'avenir, coopération actuellement insignifiante.

René Dabernat donne ici son point de vue sur la Grande-Bretagne après le changement de gouvernement.

par RENÉ DABERNAT

L'entrée en scène de Margaret Thatcher change sur plusieurs points importants l'éclairage des problèmes britanniques. Ce n'est pas seulement parce que le nouveau premier ministre est une femme, soudain dépositaire des plus larges pouvoirs dans une société longtemps et fortement dominée par les hommes. Certes, l'événement marque une date et confirme la remarquable faculté d'adaptation de ce peuple en perpétuel devenir. Mais, avec l'arrivée de Mrs Thatcher au 10 Downing Street, c'est aussi l'Angleterre profonde qui refait surface. Et ce changement-là peut en commander beaucoup d'autres.

Depuis des années, on avait presque oublié qu'entre l'Angleterre des ducs, des banquiers et des marchands, jadis omnipotente, et celle des syndicats, des piquets de grève et de l'Etat-providence, aujourd'hui très présente, pouvait en exister une autre. Parallèlement, la libération des mœurs, après les excès du puritanisme victorien, et l'aspiration populaire au bien-être, après les abus d'un capitalisme sauvage, finissaient de créer une image inhabituelle de la Grande-Bretagne. La nation, rompant en apparence avec des siècles d'effort, d'ambition, de grandeur semblait plus préoccupée de distribuer des richesses que d'en produire, davantage attachée aux loisirs qu'au travail et, pour tout dire, indifférente à la puissance pourvu qu'elle ait la civilisation. La bourgeoisie urbaine et campagnarde, petite ou moyenne, laborieuse, énergique, pleine d'initiative et, surtout en public, vertueuse, dont Dickens a décrit l'ascension, paraissait engloutie.

Or, Margaret Thatcher modifie ces idées reçues, autant par sa hiérarchie des valeurs, son programme, sa manière d'être que par le succès clair et net du parti conservateur, devenu le rassemblement des classes moyennes, sous la direction de la « dame de fer », fille d'épicier. A travers celle-ci renaît, au moins pour un temps, une Angleterre que les années récentes avaient recouverte, non effacée.

***

Le succès tory ne prend pas, c'est vrai, la dimension d'un raz de marée. Cependant, quelques faits précis montrent que Mrs. Thatcher représente une forme d'esprit, des orientations, une morale mieux enracinée que beaucoup d'analystes ne l'avaient cru. Et d'abord, l'ampleur de sa majorité en fait le seul chef de gouvernement du Marché commun (Irlande exceptée) capable de mener pendant cinq ans sa politique sans dépendre d'autres partis. La France, l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, la Hollande, le Danemark, le Luxembourg ont un exécutif tributaire de coalitions. A Washington, d'autre part, le président Carter doit gouverner avec un Congrès récalcitrant ou hostile. Au contraire, aux Communes, les conservateurs détiennent 339 sièges sur 635, alors que 318 députés suffisent pour contrôler le Parlement. Les travaillistes tombent à 268 sièges, leur plus mauvais score depuis vingt ans.

Ensuite, la poussée du parti tory, quoique variable, est quasi générale ; on l'observe jusqu'en Ecosse. Par milliers, ouvriers, employés, jeunes ont préféré les conservateurs aux travaillistes dans le bassin londonien et les Midlands, hautement industrialisés, mais aussi dans certains bastions nordiques ou gallois du Labour Party. D'après une étude de l'université de l'Essex, 51 % seulement des travailleurs syndiqués auraient voté travailliste.

(Lire la suite page 4.)

AU JOUR LE JOUR

La messe européenne

Nos hommes politiques feraient bien de regarder vers la Pologne et de voir comment s'y prend Jean-Paul II pour soulever l'enthousiasme des foules.

Non qu'ils puissent espérer que l'Esprit-Saint descende sur eux, mais ils prendraient sans doute une excellente leçon de mise en scène. Après tout, la religion-spectacle a depuis longtemps précédé l'Etat-spectacle et l'Eglise catholique particulièrement a toujours eu ses vedettes du « one man show ».

Si l'Europe vaut bien une messe, et si pour y tenir sa place il faut jouer au pontife, autant suivre l'exemple des professionnels.

ROBERT ESCARPIT.

« LA WALKYRIE » A LYON

La fidélité désinvolte de Nicolas Joël

Très intelligemment, les opéras du Rhin et de Lyon conjuguent leurs moyens pour monter une nouvelle tétralogie confiée à un jeune metteur en scène, Nicolas Joël — ancien assistant de Ponnelle et de Chéreau — et au décorateur Pet Halmen : après un « Or du Rhin » prometteur à Strasbourg (« le Monde » du 1er février), voici à Lyon une « Walkyrie » qui consolide fortement ces prémices. La saison prochaine verra naître « *Siegfried* » *dans la capitale rhénane*, « le Crépuscule des dieux » dans la capitale rhodanienne, et le cycle entier sera ensuite présenté dans les deux villes.

Mieux que « l'Or du Rhin », avec sa collection de dieux, sa diversité de lieux fantastiques, ses péripéties plus ou moins féeriques, qui se prêtent à une scénographie baroque, « la Walkyrie » est un test pour un metteur en scène, avec son action statique, sa maturation intérieure, ses longs récits mythiques, et le spectateur ne peut se contenter d'attendre patiemment pendant quatre heures les ébats pittoresques des Walkyries. Quels que soient les mérites et le charme du vêtement désinvolte, dont Nicolas Joël habille Wagner, c'est d'abord sa règle d'acteurs qu'il faut louer.

Pas une seconde l'attention ne décroche, tant les mouvements et les attitudes font corps avec la musique, sa tension, son temps, ses silences, toute sa charge d'inconscient, avec une simplicité, une aisance et un imprévu qui excluent toute pompe ou convention. La musique retrouve sa fraîcheur et son intensité premières.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 11.)

Le Monde

idées

RELIGION

Une crise inédite

par JEAN DELUMEAU

Auteur des ouvrages « le Catholicisme entre Luther et Voltaire » (1971) et « le Catholicisme va-t-il mourir ? » (1977), M. Jean Delumeau, qui vient de publier le tome I de « la Peur en Occident : une cité assiégée », va faire paraître le tome II sur la « culpabilisation ». Dans l'article ci-dessous, il expose son itinéraire, quelques-unes de ses « positions et propositions » d'historien chrétien.

A l'époque où naquit le protestantisme, les responsables du christianisme occidental eurent conscience du décalage entre deux religions : la leur et celle du peuple ; et ils se scandalisèrent d'un tel écart. Ils ne comprirent pas comment des populations ayant, croyaient-ils, derrière elles mille ans de religion chrétienne pouvaient être plongées dans des « superstitions » qu'ils jugèrent païennes et diaboliques. De leur point de vue il y avait eu échec partiel de la christianisation médiévale. Dès lors, plusieurs directions de recherches et plusieurs éclairages se mettaient en place. Il m'apparut : *a)* que l'on devait entreprendre la longue et difficile histoire de la christianisation ; *b)* que les deux réformes du seizième siècle — celle venue de Wittenberg et celle qui rayonna à partir de Rome, — en dépit de leurs hostilités réciproques, avaient eu en commun une même volonté d'instruction chrétienne et de « dépaganisation » ; *c)* que jamais auparavant on n'avait assisté à un effort aussi vigoureux, aussi méthodique, aussi massif, pour modeler la religion quotidienne en fonction du modèle culturel de l'élite.

Mais pourquoi le modèle religieux façonné par les clercs aurait-il été le seul valable ? N'y avait-il pas d'autres critères de christianisation que les leurs ? Remarquons que nous ne possédons aucune histoire de la variation de ces critères dans le temps et dans l'espace. Cependant les études historiques et sociologiques conduites depuis une dizaine d'années sur la « religion populaire » ont provoqué une réhabilitation de celle-ci et mis en évidence un magique chrétien dont il n'y a pas à rougir après coup et qui était inévitable dans toutes les civilisations traditionnelles. Comme le remarque l'africaniste R. Luneau, « *tant qu'un groupe humain ne parvient pas à dominer durablement les phénomènes qui l'insécurisent et que, en raison de son niveau culturel, les causes proprement scientifiques lui échappent, tout apport religieux extérieur est nécessairement réinterprété en fonction du modèle magique* ». Il était donc normal que le religieux (l'hommage rendu à la divinité) et le magique (l'exploitation utilitaire du merveilleux) fussent intimement associés dans le christianisme d'autrefois. Celui-ci pouvait comporter, sans être dénaturé, le culte rendu à Jésus sauveur, l'affirmation du *Credo* et en même temps, le recours aux saints guérisseurs.

Ce type d'analyse explique l'opinion de beaucoup d'historiens actuels qui estiment que les christianisateurs (catholiques et protestants) des dix-septième et dix-huitième siècles, partant en guerre contre les « superstitions » et le magisme, créèrent eux-mêmes les premières conditions d'une déchristianisation et contribuèrent à scier l'arbre sur lequel ils se trouvaient. Il y a une contradiction entre la propagande « dépaganisatrice » des autorités religieuses et leur conception de l'Eglise. Désincarner à l'excès la religion quotidienne était une absurdité dans la perspective d'une pratique unanimiste. Il fallait choisir entre unanimité (la religion d'Etat) et liberté (un statut religieux tel que le nôtre actuellement). Et si l'on optait pour l'unanimité, il fallait aussi accepter son corollaire : le syncrétisme et le mélange, parfois détonant, du sacré et du profane.

De nombreux témoignages recueillis auprès de nos contemporains ex-chrétiens ou non-chrétiens montrent que le principal reproche qu'ils adressent à l'Eglise du passé est d'avoir été un pouvoir omniprésent : politique, économique, moral et culturel. Présentée sans contrepartie, cette critique comporte, certes, une grave injustice. Car elle passe sous silence tout ce que l'Eglise, au temps de la chrétienté, a créé de positif dans les domaines de la beauté, de la charité, de l'instruction, de la culture... et de la piété. Nous sommes souvent trop sévères actuellement lorsque nous dressons le bilan du passé chrétien. A l'inverse, les responsables actuels du christianisme semblent sous-estimer le mauvais souvenir laissé dans la mémoire collective par les abus de pouvoir de leurs prédécesseurs.

Or si l'Eglise (catholique et protestante) s'est vécue et considérée elle-même, au début des temps modernes, comme une « cité assiégée », c'est notamment parce qu'elle était devenue un énorme pouvoir. Durant la crise du XIVe au XVIIe siècle, elle a vu des ennemis partout, autour d'elle et à l'intérieur d'elle-même : juifs, Turcs, idolâtres, blasphémateurs, sorcières, hérétiques. Toute mentalité obsidionale est génératrice de cinquièmes colonnes imaginaires, d'inquisiteurs, de censures et refoule les nouveautés. Celui qui n'a rien ne redoute pas les voleurs. Celui qui n'est pas au pouvoir ne craint pas qu'on l'en chasse. Si le christianisme était resté dans un statut d'humilité (ce qui ne veut pas dire une attitude de silence), il ne se serait pas abandonné à la peur et donc à la violence, notamment dans les moments de crise.

Mais la peur se glissa aussi dans l'instruction religieuse, et cela pour plusieurs raisons. Celui qui a peur risque pour se débarrasser de sa peur de vouloir faire peur à autrui. Et s'il est détenteur d'un pouvoir — au confessional ou du haut de la chaire, — il a les moyens de faire peur. Nous le savons tous, l'argument-massue du discours religieux, ce fut la menace de l'enfer. Ainsi se développa une « *pastorale de la peur* ». Laquelle était, en outre, pratiquement inévitable, compte tenu du projet unanimiste auquel je faisais allusion tout à l'heure. Les hommes d'Eglise autrefois acceptaient comme une évidence la nécessité, en terre de chrétienté, d'une conviction et d'une pratique religieuse uniformes. Or, ils voulurent non seulement inculquer la foi chrétienne à l'ensemble de la population, mais encore y ajouter une morale venue tout droit des monastères. Une entreprise aussi ambitieuse ne pouvait avoir quelques chances de succès que si elle mettait en œuvre des menaces pour les récalcitrants et les hésitants : sanction terrestre, bien sûr, mais plus encore promesse de l'enfer pour les réfractaires. *Le principal caractère de la révolution chrétienne de notre temps est le passage d'une religion de la peur à une religion de la joie*

La déchristianisation est — notamment — l'échec d'une volonté de puissance et de la pastorale de la peur. Mais elle ne se réduit pas à cette salutaire faillite, de même qu'elle ne s'explique pas seulement par la désincarnation intensive prônée par les deux réformes du seizième siècle. Du point de vue de la méthode, il n'est pas possible de rendre compte d'un grand phénomène historique par l'action d'une seule cause. L'histoire ne tolère pas le simplisme.

La désaffection à l'égard du christianisme s'est notamment réalisée à travers le passage d'une civilisation rurale à une nouvelle forme de vie collective, urbaine et industrialisée. Tandis que se défaisait le tissu des communautés paysannes s'évanouissait — sauf exceptions — le réseau de sociabilité — et de conformismes — qui supportait et intégrait la vie religieuse.

L'imagination au pouvoir

Quatre autres facteurs ont pesé dans l'évolution religieuse. L'un est une « non-christianisation partielle » en pleine période de « chrétienté ». Il s'agit là d'une piste historiographique à explorer. Mais d'ores et déjà de nombreux indices laissent deviner : *a)* que, même au moment de la plus grande pratique religieuse (de la fin du dix-septième au début du dix-huitième siècle), des secteurs plus ou moins marginaux de la population — mais jusqu'où s'étendaient ces marges ? — n'avaient été que superficiellement atteints par l'onde christianisatrice ; *b)* que les résistances vécues sinon conceptualisées à la religion officielle furent autrefois beaucoup plus nombreuses qu'on ne l'a cru. Elles doivent être recherchées non seulement dans la documentation ecclésiastique mais plus encore dans des sources laïques et neutres. Les enquêtes dans cette direction montreront sans doute que la christianisation d'autrefois était à la fois moins large et moins profonde qu'on ne le supposait. Ce qui voudrait dire par voie de conséquence que la déchristianisation actuelle n'a pas les dimensions qu'on lui accorde d'ordinaire.

Le second facteur est l'essor depuis le dix-huitième siècle d'une culture nouvelle fondée sur la science et la technique. Un tel diagnostic est banal et pourtant capital. En outre il a été confirmé par des enquêtes récentes — je pense à celles de Jean Quéniart (1) — qui ont montré comment l'écart s'était creusé à partir des années 1700 entre une culture ecclésiastique close sur elle-même et une culture laïque qui ne se voulait pas antichrétienne mais donnait au secteur profane une importance que les hommes d'Eglise lui avaient jusque-là refusée.

Parce qu'il est clair désormais que science et technique, dévoyées par les gouvernements, n'apporteront pas à l'humanité le bonheur qu'elle espérait, on peut être tenté dans l'Eglise de négliger les transformations mentales que, de toute façon, la modernité a créées en nous. Il me semble, au contraire, que, science et foi n'étant pas fondamentalement allergiques l'une à l'autre, il importe au plus haut point de présenter l'Evangile à nos contemporains dans un langage accordé à notre culture d'aujourd'hui.

Un troisième élément est la sous-estimation par la théologie traditionnelle des valeurs de l'existence terrestre. D'où, entre autres conséquences, un long désintérêt pour les classes exploitées, qui a pesé lourd dans l'histoire. Aujourd'hui, par un heureux renversement de situation, l'Eglise apparaît comme le grand porte-parole des hommes « sans voix ». Le récent voyage du pape au Mexique l'a montré avec éclat. Mais l'administration romaine est-elle pour autant décidée à entrer complètement dans ce nouveau rôle ?

Le dernier facteur à souligner est la condition d'infériorité faite aux femmes dans l'Eglise, dont elles prennent maintenant conscience, et qu'il faudra bien un jour reconsidérer. N'est-il pas déraisonnable d'interdire la contraception sans avoir consulté les intéressées ? Une telle façon de gouverner ne peut conduire qu'à des déboires (de même que la simplification qui englobe dans une même condamnation contraception et avortement).

L'étude de la christianisation et de la déchristianisation conduit à remonter haut dans le temps. Imputer tous les malheurs des Eglises aux modernisations tentées depuis quinze ans, c'est oublier un lourd passif historique. Aussi serait-ce, à mon avis, une erreur de penser que tout va s'arranger, du côté catholique, parce qu'on va maintenant se tenir à une interprétation « à la rigueur » de Vatican II.

Certes, la sécurisation qu'apporte un guide confiant dans l'avenir constitue un élément hautement positif. Encore faut-il que le pari sur demain s'appuie sur une analyse serrée des situations, des erreurs et des abus d'hier et d'avant-hier. Or la confrontation avec le passé me paraît montrer que la crise actuelle du christianisme est inédite. D'où la nécessité de mettre l'imagination au pouvoir dans l'Eglise, et d'accepter des remèdes héroïques en ce qui concerne, notamment, le pouvoir romain, l'invention de nouveaux ministères et la réhabilitation complète de la femme.

Je n'hésite pas à le déclarer : aujourd'hui nous devons être chrétiens avant d'être catholiques, protestants ou orthodoxes. Pour moi, l'avenir du christianisme passe par une réussite, au moins partielle, de l'œcuménisme sans laquelle il ne retrouvera pas sa crédibilité. Ce qui signifie, pour reprendre une expression du Père Chenu (2), l'instauration dans l'Eglise romaine d'un « nouvel ordre ecclésial », faute duquel la « réunion » demeurera impossible. Or les principaux obstacles au succès de l'œcuménisme semblent désormais moins doctrinaux qu'administratifs, les structures s'étant ossifiées au cours d'un trop long divorce. Il paraît urgent de « décoloniser les Eglises locales ». Ce qui ne peut se faire que par l'acceptation d'un large pluralisme dans la profession d'un même Credo fondamental.

Cet allégement des structures et cette revitalisation de la base faciliteraient le passage à l'« unité conciliaire » qu'a proposée en 1975 l'assemblée du Conseil œcuménique des Eglises tenue à Nairobi — une proposition qui reste largement ignorée du monde catholique. Dans ce schéma de type nouveau, qui se veut unité dans la diversité, chaque Eglise garde sa personnalité, son organisation, ses liturgies, mais reconnaît la catholicité et les ministères des autres confessions chrétiennes et s'unit à elles dans des réunions conciliaires. Un tel projet renonce à l'exigence souvent formulée de ne parler d'unité que lorsqu'il y aurait accord total sur les articles de la foi et l'organisation ecclésiale.

Pourquoi refuser plus longtemps cette proposition ? Pourquoi avoir PEUR de nos frères ? Pourquoi avoir PEUR de nous réunir avec eux dans un même « concile » ? Accomplissons enfin ce geste de bonne volonté. Le Saint-Esprit fera le reste.

(1) Jean Quéniart, *les Hommes, l'Eglise et Dieu dans la France du dix-huitième siècle*, Paris, Hachette, 1978.

(2) Dans *Lumière et Vie* (n° 133), juin-août 1977.

UN LIVRE

Plaidoyer pour le polythéisme

UN livre qui ne risque pas de passer inaperçu. Œuvre de David L. Miller, professeur d'histoire des religions à l'université de Syracuse (Etats-Unis). Il soutient que la théologie monothéiste qui est la nôtre depuis vingt siècles a *refoulé* malencontreusement le panthéon des dieux païens. S'appuyant sur un courant de psychologie contemporaine (*Brown Laing, Hillman*), il plaide pour une société plurielle faisant droit à la multiplicité fondamentale de l'homme. Les jeunes, selon l'auteur, ne demandent pas de croire aux dieux mais de les mettre à contribution pour structurer leur expérience de plus en plus complexe et diversifiée.

Bref, le polythéisme serait accordé aux conditions culturelles de notre temps. La Grèce est le lieu naturel de notre polythéisme occidental. Il convient de restituer une nouvelle fonction aux vieilles divinités, « *ces belles au bois dormant* » qui se réfèrent à des donnés biologiques valables.

Il serait temps pour la théologie chrétienne de cesser de prendre pour guides Platon et Aristote. Les dieux grecs ne sont ni d'aimables allégories ni des analogies, ni des figures de rhétorique mais des « *puissances informant notre existence et les structures les plus profondes de la réalité* ».

Le cardinal Daniélou disait volontiers qu'il était naturellement païen mais difficilement chrétien. David L. Miller serait d'accord mais, vraisemblablement, pour en tirer des conclusions opposées. Faut-il céder à la pente du paganisme polythéiste pour en tirer une satisfaction existentielle ou bien lui résister pour accéder à une vérité plus haute qui récapitule en le sublimant notre instinct religieux ?

On retrouve ici par un biais inattendu le heurt désormais classique entre foi et religion, mais il y faudrait beaucoup plus que cet ouvrage elliptique pour convaincre que le paganisme grec présente de réelles supériorités sur le courant judéo-chrétien qui l'a historiquement supplanté par la force de l'évolution.

Demeure un vrai problème : la montée au vingtième siècle d'un néo-paganisme culturel constaté avec pertinence par le docteur Visser 't Hooft, fondateur du Conseil œcuménique des Eglises de Genève. Il s'agit de savoir s'il est le signe d'une salutaire réaction ou d'une décadence ?

HENRI FESQUET.

★ *Le Nouveau Polythéisme, renaissance des dieux et des déesses*, par David L. Miller, traduit de l'américain par Thierry Auzas et Marie-Jeanne Benmussa. Edit. Imago, 120 p., 36 F.

RÉPLIQUE... A ANDRÉ PIETTRE

LA DROITE VEUT CONFISQUER LE CHRISTIANISME

Le Père Jean Cardonnel, dominicain, nous écrit à propos de l'article de André Piettre « Chrétien de droite » (le Monde du 24 mai) :

La mode est aujourd'hui au retour en force des valeurs conservatrices. Goût d'élitisme, sélection, dons innés d'individus et de classes taillés pour dominer ou protéger les autres, ne se dissimulent plus mais s'affichent, soulignent leur légitimité. Je ne croyais certes pas que l'Eglise s'était solidarisée d'un coup avec les pauvres, mais il me semblait du moins qu'elle reconnaissait où l'entraînait logiquement son origine plébéienne. Or, sans paraître récuser le très « *large pluralisme d'options* » qui règne parmi les chrétiens, M. André Piettre situe l'Evangile à droite.

Ce qu'il écrit traduit l'offensive d'une espèce d'ordre moral dont la puissance attractive s'explique par le besoin de sécurité. Pour tout un monde fervent du christianisme que j'appellerais volontiers verticaliste, pyramidal, hiérarchique, l'exigence d'amour des hommes a droit au conditionnel comme si elle n'était pas menacée d'être omise. Par contre, c'est la référence à l'autorité divine qui garde le monopole de l'indicatif présent... « *s'il est bien vrai*, déclare M. Piettre, *que la religion chrétienne est essentiellement une prédication d'amour universel, elle se fonde, non moins essentiellement, dans la ligne du judaïsme, sur la transcendance de Dieu.* »

Autrement dit, si l'adhésion au Christ implique, bien sûr, l'amitié fraternelle manifestée en actes concrets, elle présupposerait un pôle différent : la reconnaissance du Dieu transcendant. Mais M. Piettre ne nous dit point comment ce Dieu transcende. La formule reste dans l'imprécision et laisse entendre qu'il s'agit d'une transcendance d'extériorité, de domination. Que les hommes soient frères, d'accord, mais sous la surveillance sans appel du « regard d'en haut » d'un maître suprême auquel rien n'échappe.

A mon sens, la solidarité, la compassion humaines, sujettes, créatures de la transcendance autocratique, et par là privée d'initiative créatrice, tel est le fondement du christianisme de droite. Je crois, au contraire, qu'il n'existe pas d'autre transcendance que celle d'un amour vainqueur de l'oppression et de la mort. L'apôtre Jean, qui s'attirait inévitablement la suspicion comme disciple, partisan de l'agitateur galiléen, même s'il « *était connu du grand prêtre* », risque une parole étonnante : « *Personne n'a jamais vu Dieu. Mais si nous nous aimons les uns les autres, Dieu demeure en nous et son amour en nous est parfait* » (I. Jo ; IV, 12). Il n'y a donc pas l'acte d'aimer, d'une part, la transcendance, d'autre part ; mais l'amour de tous à rendre proches qui s'accompagne d'une lutte contre les distances est seul transcendant.

M. Piettre affirme également que la miséricorde du christianisme « pour les pécheurs » n'enlève rien « aux exigences de son éthique ». C'est par là qu'elle s'accorde aux valeurs « de droite ». Mais l'annexion de l'éthique, du souci d'une morale par la droite, concédant peut-être à la gauche l'amour miséricordieux, quelle plaisanterie !

Chrétien ou homme de droite ?

Est-ce l'effet du hasard si M. Piettre abandonne brusquement l'expression « *chrétien de droite* » pour celle d'« *homme de droite* » tout court ? Ce dernier serait-il pour lui l'équivalent du chrétien ? Je lis cette phrase curieuse : « *L'homme de droite croit à la vérité : on ne la crée pas, on s'y soumet. Il constate que l'Eglise, peuple de Dieu, peuple de prêtres, n'est pas, n'a jamais été, et ne sera jamais une démocratie.* » Etrange ! Jésus-Christ ne parle jamais de soumission à la vérité. Il dit que la vérité se pratique : « *qui fait la vérité vient à la lumière* ».

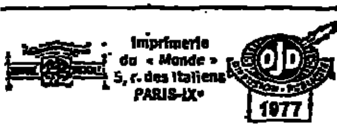
Le moment vient donc où M. Piettre substitue l'homme de droite au chrétien du même camp. Cet homme, il énumère ses mérites, ses vertus, ses croyances, sa foi. En particulier, celui auquel vont toutes ses faveurs « *croit à la famille et à la tradition* ». Ici, nous ne sommes plus sur le terrain de l'Evangile, car Jésus relativise les liens familiaux. Quand on lui dit : « *Ta mère et tes frères sont là dehors et désirent te parler* », il répond : « *Qui sont ma mère et mes frères ? Ceux qui écoutent la parole et la font.* » Comment ne pas mentionner l'avertissement terrible ? « *Si quelqu'un vient à moi sans haïr son père et sa mère, sa femme et ses enfants, ses frères et ses sœurs et jusqu'à sa propre vie, il ne peut être mon partisan.* » Haïr, signifie détester l'emprisonnement familial et individuel, la crispation sur soi et les siens, le refus de s'élargir aux dimensions d'une humanité autre.

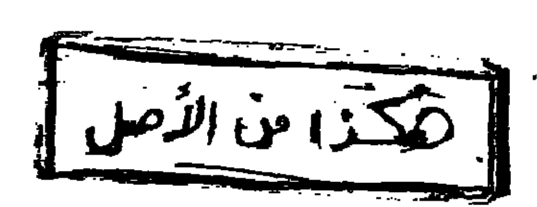
En rappelant : « *Le Christ n'a pas transigé sur le lien conjugal* », M. Piettre insinuerait-il que l'adultère est de gauche ? A son avis aussi la condamnation de Jésus a pour cause le suffrage populaire. Mais les factions aux ordres du grand prêtre et des notables n'avaient rien à voir avec la foule qui acclamait le Christ. Quant à la vraie tradition, Péguy la définit parfaitement : « *Une révolution, c'est l'appel d'une tradition moins profonde à une tradition plus profonde.* »

Surtout, pour M. Piettre, l'homme de droite « *admet sans peine l'infinie supériorité de Lazare misérable sur l'odieuse opulence* ». Il lui en coûte si peu de l'admettre puisqu'elle ne s'incarne pas massivement et n'apparaîtra que dans un au-delà lointain et problématique. Néanmoins, si l'infinie prééminence du pauvre, l'homme de droite l'admet sans effort, « *la nécessité d'élites authentiques, il y croit* ». « *Il croit, lui aussi, à l'évolution et à la promotion sociale (l'attrait permanent du bourgeois pour la noblesse est là pour le prouver).* » Quelle preuve que cette montée par l'envie ! « *Mais il pense qu'il y a une finesse native, une élégance du geste et comme une patine des siècles qui, sauf exception, ne s'acquièrent pas en un jour.* »

On ne saurait mieux montrer à quel point homme de droite et chrétien sont incompatibles (mais la droite sait se déguiser en gauche et aussi alourdir l'Eglise) : il n'existe pas de finesse native — il faut re-naître — et la patine des siècles fait apparaître l'unique noblesse. Celle du pauvre innombrable dont le Christ proclame qu'il est LUI.

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.





Le Monde

étranger

LE VOYAGE DU PAPE

« Il ne peut y avoir d'Europe juste sans l'indépendance de la Pologne »

affirme Jean-Paul II

(Suite de la première page.)

Partout, aux fenêtres, aux balcons, des drapeaux de la Pologne et du Vatican, des pièces de tissu en soie brodée, des portraits de la Vierge ou de saints. Un spectacle presque habituel à Czestochowa ou dans tout autre lieu de pèlerinage, mais absolument inimaginable ici : pour un jour, les rues de cette capitale communiste appartenaient à ceux qu'on avait condamnés à disparaître.

Sur la place des Trois-Croix, le pape fut acclamé par d'anciens résistants de l'A.K., l'armée intérieure nationaliste, et par des rescapés des camps de concentration portant des banderoles. Arrivé à la hauteur du siège du comité central du parti ouvrier unifié, où seuls deux curieux étaient postés derrière une fenêtre timidement entrouverte, Jean-Paul II bénit le bâtiment d'un geste ample, et, pour être sûr de l'effet, il répéta son signe quelques instants plus tard.

Grâce à la discipline de tous et à l'efficacité du service d'ordre mis en place par l'épiscopat — la milice se tenait discrètement à distance, — aucun incident ne se produisit. Sur la fin du trajet, lorsque le cortège, roulant sur un tapis de fleurs, s'engouffra dans Nowy-Swiat (la rue du Nouveau-Monde), quelques groupes de jeunes se lancèrent en courant derrière le véhicule papal en essayant de rompre les barrages : le premier céda, le second aussi, mais le troisième tint bon.

« On ne peut exclure le Christ »

Le point fort, l'événement des premières heures du pape sur sa terre natale, ce fut le sermon qu'il prononça pendant la messe célébrée dans l'après-midi de samedi sur l'immense place de la Victoire. En grande forme, malgré la chaleur torride, Jean-Paul II adressa aux quelque trois cent mille à quatre cent mille personnes présentes — le nombre des invitations avait été arbitrairement limité à cent soixante-dix mille par les autorités — des paroles qui firent à plusieurs reprises vibrer les cœurs de l'assistance.

Deux thèmes étroitement imbriqués revinrent comme une litanie dans les propos de Jean-Paul II : la présence du Christ sur la terre de Pologne et l'influence du christianisme dans l'histoire de cette nation. L'homme n'est pas en mesure de se comprendre vraiment sans le Christ, dit le pape ; en même temps il n'est pas possible de *« comprendre et d'évaluer, sans le Christ, l'apport de la nation polonaise au développement de l'homme et de son humanité dans le passé et son apport également aujourd'hui (...). Il n'est donc pas possible sans le Christ de comprendre l'histoire de la nation polonaise »*. C'est alors que se produisit le déclic.

Scandant le rythme de ses paroles, Jean-Paul II, qui avait été déjà interrompu plusieurs fois par les applaudissements, lança calmement à la foule des fidèles : *« C'est pourquoi on ne peut exclure le Christ de l'histoire de l'homme en quelque partie que ce soit du globe, sous quelque longitude ou latitude géographiques que ce soit »*. Pendant près d'un quart d'heure, ce fut une gerbe d'acclamations, de chants, de bravos. A peine faiblissaient-ils dans un coin qu'ils reprenaient dans un autre. La télévision polonaise, toutes ses caméras fixées sur la personne du pape, ignora superbement cette foule qui vibrait. Quand le calme revint, le Saint Père décida *prudemment*, vu l'exaltation des fidèles, de sauter la phrase suivante figurant dans le texte distribué à l'avance et où il avait prévu de dire : *« Exclure le Christ de l'histoire de l'homme est un acte contre l'homme. »*

Ainsi se manifestait pour la première fois depuis son retour sur le sol de sa *« patrie bien-aimée »* la passion évangélisatrice de ce pape qui est avant tout un pasteur, mais qui, dans le même temps, s'affirme comme *« un citoyen de cette terre et de cet Etat »*. Oui, Karol Wojtyla est vraiment, comme l'a dit le chef de l'Etat, M. Jablonski, en l'accueillant, *« un fils de la nation polonaise »*, et l'est de façon indéracinable. On l'a bien senti dans son émotion de retrouver ses compatriotes, mais aussi dans son souci d'affirmer l'identification du christianisme au patriotisme national, dont, a-t-il dit, le critère *« unique et fondamental »*, de saint Stanislas au Père Maximilien Kolbe, mort à Auschwitz, *« porte le nom de Jésus-Christ »*. Et on a perçu en lui le patriote indissolublement lié au chrétien lorsqu'il s'est écrié : *« Il n'est pas possible de comprendre cette ville, Varsovie, capitale de la Pologne, qui en 1944 s'est décidée à une bataille inégale avec l'agresseur, à une bataille dans laquelle elle a été abandonnée par les puissances alliées, à une bataille dans laquelle elle a été ensevelie sous ses propres ruines, si on ne se rappelle pas que sous ces mêmes ruines il y avait aussi le Christ sauveur avec sa croix. »*

Tout se passe en réalité comme si l'Eglise et le parti faisaient assaut de déclarations patriotiques. Recevant Jean-Paul II au palais du Belvédère, M. Edouard Gierek, premier secrétaire du parti, a lui aussi mis l'accent sur cet aspect de la tradition nationale. Comment aurait-il pu rester en retrait ? Il a reconnu *« le tribut du sang et le martyre du clergé »* pendant la dernière guerre, mais il a aussi mis en valeur le rôle de l'Union soviétique dans la lutte pour la libération, et il a souligné les acquis des trente-cinq dernières années : des frontières justes assurant l'indépendance, la souveraineté et la sécurité, des alliances indestructibles, en premier lieu avec l'U.R.S.S. Comme le pape, le premier secrétaire a appelé de ses vœux la nécessaire unité de la nation et il a affirmé que la coopération avec l'Eglise devrait embrasser *« tout ce qui sert le développement de la Pologne »*.

Malgré l'événement extraordinaire que représente ce voyage et l'amélioration qu'il manifeste dans les relations entre l'Etat polonais et l'Eglise catholique, les *allocutions de Jean-Paul II et de* M. Gierek ont montré que bien des différences subsistent entre les deux parties. Ce n'est pas un hasard si le pape a rappelé le partage de la Pologne au dix-huitième siècle ; ce n'est pas non plus un hasard s'il a affirmé, en répondant à M. Gierek, qu' *« on ne peut édifier la paix et le rapprochement entre les peuples que sur le principe du respect des droits objectifs de la nation, tels que le droit à l'existence, à la liberté, à être sujet social et politique, le droit de créer sa propre culture et civilisation »*. Et cet appel : *« Il ne peut y avoir d'Europe juste sans l'indépendance de la Pologne »*, lancé pendant son sermon, a dû sonner désagréablement à certaines oreilles.

Avant de célébrer la messe sur la place de la Victoire, Jean-Paul II s'était recueilli devant la tombe du Soldat inconnu au côté du cardinal Wyszynski. La gerbe n'a pas été déposée *par des soldats, mais par un* jeune homme et une jeune fille. Dans le même esprit, le pape ira prier dans quelques jours au Mémorial d'Auschwitz. La cérémonie sera retransmise en direct par la télévision polonaise sur tout le territoire national. Ce geste manifestera, au-delà de toutes les oppositions de choix, de doctrine, de conception des rapports internationaux, l'unité de la nation polonaise dans le souvenir, et la volonté de chacun d'œuvrer, selon ses convictions, au bien commun.

Ferveur à Gniezno

Mais en attendant, dimanche, à *Gniezno, deuxième étape* de Jean-Paul II, la ferveur était peut-être encore plus impressionnante qu'à Varsovie. Berceau de la nation polonaise et chrétienne avec le baptême, en 990, du prince Mieszko Ier, toute la région est profondément marquée par le catholicisme populaire, et plus d'un million de fidèles attendaient l'hélicoptère du pape au matin du 3 juin, sur l'immense plaine de Blonie-Gnieznienskie.

C'est devant la cathédrale de Saint-Adalbert, à Gniezno, où toutes les maisons, *sauf* les bâtiments officiels, arboraient des insignes pontificaux — drapeaux, portraits, ex-voto — que le pape s'est laissé emporter par la chaleur de la foule. Prêchant lors de la grand-messe, il racontait l'histoire de l'évangélisation de la Pologne par saint Adalbert, *« fils et pasteur de la nation tchèque amie »* puisqu'il était évêque de Prague avant de convertir la Pologne au christianisme.

A ce moment de l'homélie, des jeunes ont déroulé une banderole devant le pape qui s'est interrompu pour la lire. *« Cela tombe bien,* dit-il. *J'ai devant les yeux une phrase écrite dans la langue sœur, la langue de saint Adalbert. La voici* — et le pape lut à haute voix : *— N'oublie pas, Père, tes enfants tchèques ! » « Ce pape*, a poursuivi Jean-Paul II, *qui a reçu l'héritage de saint Adalbert, ne peut pas oublier ses enfants. Et je demande à tous les Polonais — j'espère qu'ils m'entendent tous — de ne pas oublier leurs frères et sœurs tchèques. »*

« Protégez la foi des Polonais »

Ensuite, revenant au texte de son homélie, le pape a parlé de sa tâche en tant que *« premier pape slave »*. *« C'est peut-être pour cela que Dieu l'a choisi*, a-t-il dit, *afin qu'il introduise dans la communion de l'Eglise la compréhension des paroles et des langues qui semblent encore étrangères aux oreilles, habituées aux sons romain, germanique, anglo-saxon. (...)*

» Le Christ ne veut-il pas, l'Esprit Saint ne dispose-t-il pas que ce pape — qui porte profondément imprimée en son cœur l'histoire de sa nation depuis son origine et aussi l'histoire du peuple frère et limitrophe — manifeste et confirme de manière spéciale à notre époque leur présence dans l'Eglise et leur contribution particulière à l'histoire de la chrétienté ?

» Le Christ ne veut-il pas, l'Esprit Saint ne dispose-t-il pas que le pape polonais, le pape slave, manifeste justement maintenant l'unité spirituelle de l'Europe chrétienne débitrice de deux grandes traditions de l'Ouest et de l'Est. Une seule foi, un seul baptême, un seul Dieu Père de tous, le père de Notre Seigneur Jésus-Christ ? »

Et le pape d'énumérer ces chrétientés orientales : les Eglises croate, slovène, bulgare, morave, slovaque, tchèque, serbe, et lituanienne. *« Ce pape*, a conclu Jean-Paul II, *vient pour parler devant toute l'Eglise, l'Europe et le monde de ces nations et de ces populations souvent oubliées. Il vient pour crier à voix forte. »*

La voix de ce pape étonnant a effectivement crié fort toute la journée dans une ville en liesse, complètement subjuguée par son hôte. Après la messe pour les jeunes, les garçons et les filles ont chanté, joué de la guitare et lancé des slogans à l'adresse du pape : *« Nous, sur qui repose le vingt et unième siècle, nous sommes prêts à suivre le Christ pour servir notre Eglise et notre patrie. »* Ou encore : *« Protégez la foi des Polonais contre l'athéisme. »* Puis, tard dans la nuit, la voix de Karol Wojtyla, infatigable, se faisait toujours entendre, portée par les haut-parleurs à travers la ville, scandant avec les jeunes des chansons folkloriques.

MANUEL LUCBERT
et ALAIN WOODROW.

LE COMPTE RENDU DU VOYAGE DANS LES PAYS DE L'EST

La télévision soviétique a diffusé, dimanche, trente secondes d'images sur cet événement, suivies d'un commentaire sur la politique du Vatican à l'égard des pays de l'Est qui tendrait à la fois à « abandonner l'anticommunisme primaire » et à « tenter de trouver de nouvelles voies pour étendre l'influence » de l'Eglise.

En Lituanie soviétique, où 90 % des habitants sont catholiques, les journaux ont pratiquement passé sous silence la visite, qui suscite un énorme enthousiasme dans la population. En Tchécoslovaquie et en R.D.A., la télévision n'a consacré que quelques minutes au voyage pontifical. La presse yougoslave, en revanche, lui accorde une large place et le quotidien *Politika* écrit qu'*« il ne peut avoir un caractère uniquement religieux »*.

Malgré l'absence de relations entre Pékin et le Vatican, les journaux chinois soulignent longuement l' *« intérêt mondial »* de cette visite et rappellent *« la grande vague de sentiments nationaux et religieux »* suscitée en Pologne par l'élection de Jean-Paul II.

Cent cinquante mille jeunes au rendez-vous de Varsovie

De notre envoyé spécial

Varsovie. — *La jeunesse fait l'objet d'une* « lutte acharnée » *entre l'Etat communiste et l'Eglise, disait dernièrement M. Kakol, ministre des cultes polonais. Dimanche 3 juin, jour de la Pentecôte, cette dernière a gagné la partie.*

Lorsque le pape descendit de sa voiture découverte, peu avant 7 heures du matin, pour faire à pied les 100 mètres qui le séparaient de l'église Sainte-Anne — la paroisse universitaire toute proche du château royal, dans laquelle une rencontre avec la jeunesse était prévue, — une marée humaine l'attendait. Sur quelque 800 mètres, de la place du Château jusqu'au-delà de la statue du poète Adam Mickiewicz, la Krakowskie Przedmiescie, cette large avenue qui mène à la vieille ville, était noire de monde : des jeunes assis, debout, des étudiants, des lycéens, tous tassés les uns contre les autres en une masse compacte. Beaucoup avaient campé là depuis la veille au soir ; toute la nuit, la ville avait été sillonnée de groupes convergeant vers ce point de rencontre avec le pape.

Samedi, Jean-Paul II n'avait guère eu d'occasion d'entrer en contact avec la foule. Le programme ne s'y prêtait pas et le service d'ordre veillait au grain. Seule une bousculade s'était produite pendant la grand-messe, au moment de la communion, obligeant le pape à interrompre la distribution de l'Eucharistie. Mais ce dimanche, personne n'aurait pu l'empêcher de se diriger vers ces mains tendues, vers ces enfants, ces jeunes gens qui se jetaient à ses pieds et s'emparaient de lui pour le toucher, l'embrasser.

A ces cent cinquante mille jeunes qui attendaient sa parole, Jean-Paul II s'adressa comme un père parle à ses enfants, sur un ton amical et confiant. Il les invita à s'interroger sur l'homme, sur la façon d'en prendre la mesure. Quelle est la mesure ? La force physique, l'intelligence, les sens ? « La réponse de la liturgie de la Pentecôte nous indique deux mesures, *dit-il :* l'homme doit être mesuré à la mesure du cœur, le cœur qui, dans la langue biblique signifie l'intérieur de l'âme humaine et signifie en particulier la conscience. »

Et comme la foule à ces mots applaudissait pendant de longues minutes, le pape remarqua, déclenchant les rires : « Nous allons être en retard à Gniezno. » *Puis, plus sérieux :* « L'important n'est pas d'applaudir, mais de savoir quand on applaudit. Hier on a applaudi le Christ pendant un quart d'heure, l'Esprit Saint pendant dix minutes. Mais je me dis : ils ne doivent pas encore être bien réveillés *(nouveaux rires)*. Et depuis hier je me dis : qu'est-il arrivé à cette société ? *Est-elle devenue* si catholique, si théologique ? »

M. L.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Huit activistes de la Charte 77 sont inculpés de « tentative de subversion »

Prague *(A.F.P., U.P.I.)*. — Sur les seize personnes interpellées la semaine dernière à Prague, huit, dont deux porte-parole de la Charte 77, ont été inculpées vendredi 1er juin de *« tentative de subversion »* et risquent des peines de un à dix ans de prison. Il s'agit du journaliste Jiri Dienstbier et du physicien Vaclav Benda, les porte-parole de la Charte ; de M. Petr Uhl, gendre de M. Jaroslav Sabata, qui risque une peine de trois à dix ans de prison, car il est accusé de *« subversion en liaison avec l'étranger »* ; de l'écrivain Vaclav Havel qui est sous le coup d'une condamnation de quatorze mois de prison avec sursis ; de la journaliste Jarmila Bednarova, de la traductrice Jarmila Belikova, du philosophe Jiri Nemec et de sa femme Dana. Toutes ces personnes sont membres du VONS, « Comité de défense des personnes injustement poursuivies ». On ignore pour l'instant le sort *de deux autres signataires* arrêtés l'un en Bohême du Nord (M. Jaroslav Lis, ancien président des Jeunesses communistes), et l'autre à Pilsen (M. Vaclav Maly).

En revanche, six personnes ont été relachées après interrogatoire : Mme Gertruda Seaknínova - Cakrtova, ancien vice-ministre des affaires étrangères et veuve du défenseur de Dimitrov, à Leipzig, en 1933; Mme Elzbieta Ledererova, épouse du journaliste Jiri Lederer, qui purge une peine de trois ans et demi de prison; MM. Ludek Pacovsky, Jiri Rumi, Jan Tesar et Rudolf Battek.

[Ce coup de semonce, le plus important depuis la création de la Charte 77, il y a plus de deux ans, est peut-être dû au dernier document publié par la Charte 77, qui portait sur les graves carences de l'économie tchécoslovaque (« le Monde » du 30 mai). Mais les autorités ont choisi de frapper en même *temps les activistes du VONS, dont* les communiqués informent régulièrement l'opinion publique internationale de toutes les atteintes aux droits civiques et humains. Il est curieux *de constater que les* autorités tchécoslovaques aient choisi de le faire à un moment où Moscou, pour sa part, à la veille du sommet soviéto-américain et de la signature de l'accord SALT 2, fait, au contraire, son possible pour ne pas indisposer les parlementaires américains qui devront ratifier ce traité. Prague avait agi de la même façon avant la conférence de Belgrade et celle de Helsinki. — Am. B.]

● *Six organisations d'extrême gauche* (P.S.U., L.C.R., L.O., O.C.I., O.C.T., C.C.A.) ont appelé samedi 2 juin, dans un communiqué, à manifester pour *« exiger la libération de tous les prisonniers politiques en Tchécoslovaquie »*. Le départ de la manifestation, prévu pour le 6 juin aura lieu à 18 h. 30 à La Motte-Picquet-Grenelle. Le cortège se rendra près de l'ambassade de Tchécoslovaquie à l'angle de l'avenue de Suffren et de la rue Desaix. C'est la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R., téléphone 808-21-00) qui a pris cette initiative, estimant que le silence du P.C.F. après la lettre adressée au vingt-troisième congrès du P.C. par la Charte 77 *« aura grandement servi la bureaucratie tchèque »*.

UNION SOVIÉTIQUE

Mme Guinzbourg ne quittera pas Moscou sans son fils adoptif

De notre correspondant

Moscou. — Mme Irina Jolkovskaya, la femme d'Alexandre Guinzbourg (qui a été échangé au mois d'avril, avec Edouard Kouznetsov et trois compagnons, contre deux espions soviétiques), a déclaré, samedi 2 juin, qu'elle ne quitterait pas l'U.R.S.S. sans Sergueï Chibaïev, un jeune homme *de dix-huit ans que* les Guinzbourg considèrent comme leur fils adoptif. Elle répondait ainsi à une dépêche publiée, la veille, par l'agence Tass, qui affirmait que ce *« pseudo-fils »* n'avait aucun lien de parenté, ni par sa naissance, ni par la loi, avec les époux Guinzbourg, et qu'on ne pouvait donc prétendre lui faire quitter l'U.R.S.S. sous prétexte de regroupement des familles. *« Le jeune homme dont il s'agit a des parents qui s'opposent catégoriquement au départ de leur fils à l'étranger »*, écrivait l'agence Tass.

Mme Guinzbourg estime que ce refus n'est pas définitif et que la dépêche de l'agence Tass constitue surtout une manœuvre d'intimidation. Elle se refuse à déposer les papiers nécessaires à l'obtention d'un visa aussi longtemps qu'elle n'aura pas reçu l'assurance que Sergueï Chibaïev pourra partir.

D'autant qu'avant d'être expulsé d'U.R.S.S., Alexandre Guinzbourg avait rempli un formulaire officiel sur lequel il avait inscrit le nom du jeune homme parmi les membres *de sa famille qui devaient* pouvoir être autorisés à le rejoindre. Cette liste avait été acceptée telle quelle par les autorités. Le nom de Chibaïev aurait été rayé par la suite. *L'intéressé*, qui fait son service militaire en Yakoutie, a annoncé qu'il voulait quitter l'U.R.S.S. Depuis, il a signalé, dans trois lettres, qu'il est soumis à des pressions afin de dénoncer publiquement les Guinzbourg ; à la suite de son refus, il aurait été mis aux arrêts et serait menacé d'une inculpation pour révélation de secrets militaires.

Mme Jolkovskaya a précisé que Chibaïev, qui a passé quatre ans chez elle, avait été abandonné par son père alors qu'il n'avait que quelques mois, et que sa mère s'adonne à la boisson. — D. V.

Moscou et Pékin seraient d'accord pour reprendre des négociations

De notre correspondant

Moscou. — Comme certaines indiscrétions l'avaient laissé entendre depuis quelques jours, l'U.R.S.S. est prête à répondre positivement à l'offre chinoise de négociations. Après un premier échange de notes, on attend la réponse soviétique au mémorandum chinois du 5 mai. Dans son allocution télévisée de Budapest, M. Brejnev a pratiquement annoncé le 1er juin que cette réponse serait affirmative (*le Monde* daté 3-4 juin). Cette position n'est pas pour étonner, dans la mesure où Moscou s'est toujours déclaré disposé à améliorer ses relations avec Pékin sans conditions préalables.

On confirme à Moscou que les contacts soviéto-chinois ont dépassé le stade des conversations exploratoires et en sont maintenant aux pourparlers préliminaires non officiels. Le principe même de la négociation serait acquis. Il resterait à en définir le niveau, le lieu et la date. L'ordre du jour serait très large et suivrait à peu près le schéma proposé par Pékin dans son dernier mémorandum. Les Chinois ne font plus du retrait des troupes soviétiques de Mongolie et des régions frontalières contestées une condition à l'ouverture des entretiens, mais leur note indiquerait clairement que le problème des frontières devra bien être abordé un jour et que des résultats rapides sur cette question favoriseraient une amélioration globale des relations. Autrement dit, si la condition a disparu, un lien n'en existe pas moins entre les deux séries de problèmes.

Aucun des deux partenaires ne se fait sans doute d'illusions sur les arrière-pensées de l'autre, mais les conversations exploratoires auraient permis à chacun de se convaincre de la volonté de l'autre de négocier sérieusement. Pour manifester leurs bonnes dispositions, les Soviétiques auraient donné l'ordre à leur presse de baisser le ton de la propagande dirigée contre Pékin. La fréquence des articles antichinois, en effet, a quelque peu diminué.

Les Soviétiques devraient répondre formellement à la note chinoise avant le sommet Carter-Brejnev, qui commence le 15 juin à Vienne. Ils ne seraient pas mécontents de montrer ainsi aux Américains qu'eux aussi peuvent négocier, et avec eux et avec les Chinois, et que les Occidentaux ne sont pas les seuls à pouvoir *« jouer la carte chinoise »*. Mais, comme on nous le faisait remarquer récemment, dans le monde tripolaire qui s'annonce, *« il n'y a pas de cartes, il n'y a que des joueurs »*.

DANIEL VERNET.

EUROPE

Allemagne fédérale

Un ingénieur, ancien SS, porte plainte contre une ancienne déportée

De notre correspondant

Bonn. — *« En tant qu'ancien membre des SS ordinaires et des Waffen SS, mon client s'estime diffamé par votre déclaration publique à la télévision, selon laquelle des personnes de votre famille auraient été tuées dans des chambres à gaz. »* Tel est le paragraphe le plus frappant d'une lettre qu'un avocat de Nuremberg, Mᵉ Engelhardt, vient d'adresser à une journaliste de Hambourg, Mme Renate Harpprecht, qui fut, pendant la guerre, déportée avec sa sœur à Auschwitz et à Bergen-Belsen, tandis que ses parents trouvaient la mort dans un camp d'extermination.

La lettre, dont le texte intégral est publié par la *Frankfurter Rundschau*, est écrite pour le compte de *« Monsieur l'ingénieur diplômé Hans Kroker »*, qui entend s'adresser à la justice ouest-allemande pour défendre l'honneur des SS. Ayant entendu les commentaires de Mme Harpprecht, après la diffusion du film *Holocauste*, l'ancien SS avait sommé celle-ci d'étayer et de préciser ses accusations. N'ayant pas reçu les explications qu'il attendait, il envisage d'entreprendre une action judiciaire. L'avocat précise donc que son client va déposer plainte pour *« injures et incitations à la haine »*.

La lettre souligne que l'ingénieur diplômé Hans Kroker considère *« l'histoire des chambres à gaz »* comme une *« fable horrible »*. La chose aurait été démontrée depuis longtemps déjà par les chercheurs les plus sérieux, à l'étranger comme en Allemagne, dit-il. L'ancien SS cite, en particulier, les propos du professeur français Paul Rassinier, de l'historien anglais Richard Harwood, de l'Américain Artur R. Butz et du professeur français Robert Faurisson, professeur à l'université de Lyon-2.

Après avoir annoncé son intention de porter plainte pour le compte de son client, l'avocat fait encore savoir à la journaliste qu'il la considère responsable des frais déjà engagés dans cette affaire. Aussi lui a-t-il adressé une première note qui, avec la T.V.A., s'élève à 174,90 marks. — J. W.

L'autre Angleterre

(Suite de la première page.)

Margaret Thatcher augmente sa majorité de 4 000 voix à Finchley ; James Callaghan perd plus de 2 000 suffrages à Cardiff, son fief ; Shirley Williams, l'un des espoirs du socialisme anglais, est battue. Avec 37,8 % du total des suffrages exprimés, le parti travailliste enregistre son score le plus bas depuis 1931. Quant aux petites formations — libéraux, nationalistes, communistes, etc. — elles piétinent ou reculent, en général au profit des conservateurs.

Si Mrs Thatcher dispose d'une telle assise nationale, c'est, en dehors du phénomène d'alternance, parce qu'elle défend des valeurs et un programme qui correspondent à certains des besoins actuels de l'Angleterre. Deux traits principaux méritent à cet égard une attention particulière.

Le premier reflète la certitude britannique que le royaume retrouvera la grandeur et l'influence grâce aux forces cachées qu'il conserve — comme les vagues à marée basse — même lors de ses reflux historiques. Margaret Thatcher répète inlassablement : *« Notre pays a été grand et le sera encore. »* Dans le discours du trône du 15 mai, préparé par elle et lu, selon la tradition, par la reine Elisabeth, ne lit-on pas que la Grande-Bretagne entend jouer un important rôle international et qu'elle s'en donnera les moyens, notamemnt militaires ? Contrairement au diagnostic de nombreux continentaux, l'Angleterre, si dure qu'ait été sa chute, ne se sent, en aucune manière, un peuple fini.

On fera, certes, la part, en l'occurrence, de la tendance anglaise au « wishful thinking » (prendre ses désirs pour des réalités). Comment oublier, toutefois, que le peuple britannique ne réagit vraiment que sous l'empire de la nécessité ou le choc de l'humiliation ? De prime abord, il déteste le mouvement qui déplace les lignes et n'accepte, souvent avec retard, que les changements inévitables. Ce qui le conduit quelquefois à apercevoir le danger seulement *in extremis*. Pour certains Anglais, par exemple, la dernière guerre a réellement commencé non en 1939 ou après le rembarquement de Dunkerque, mais en 1940, avec les bombes nazies pleuvant sur Londres et Coventry. C'est une « réaction » de cette sorte que préconise Mrs Thatcher, face au déclin économique et à la perte de l'élan national.

∴

Difficile, aléatoire ? A coup sûr. Mais qui aurait pu penser que cette fille d'épicier deviendrait premier ministre ? Et si elle y est parvenue, n'est-ce pas parce que sa famille lui a inculqué la religion de l'effort, la volonté de persévérer, la méfiance envers ceux qui attendent tout de l'Etat-providence ou, à l'opposé, d'une fortune trouvée en naissant ? Entre l'amateurisme distingué d'une partie de la haute société et l'indolence si fréquente à la base, ces vertus font resurgir une Angleterre profonde à laquelle on n'était plus habitué.

Cette Angleterre-là ambitionne de corriger les excès et les erreurs d'après-guerre, non de tout supprimer, afin d'en revenir à un libéralisme cruel. Le programme Thatcher du 15 mai exalte l'initiative, annonce des allégements fiscaux, encourage les petites et moyennes entreprises, dénonce certains abus syndicaux, mais ne démantèle pas le dispositif économique social. Le capitalisme classique, en effet, appartient au passé. Fondé sur la suprématie des classes possédantes, consolidé par la longue domination des peuples blancs dans le monde, lié à leur monopole industriel et à leurs empires, il est entré en crise lorsque ces conditions ont disparu, autant que sous le poids de ses contradictions. La Grande-Bretagne ayant porté ce système à son zénith ne pouvait que subir, davantage que d'autres pays, le choc du changement.

Cependant, l'autre système, mis en place dès 1945, rencontre aussi ses limites. Construit autour des idées de l'économiste Keynes, du leader travailliste Attlee et de Beveridge, architecte de la sécurité sociale moderne, ses mérites ont été reconnus. Refusant de sacrifier — comme jadis — les ouvriers aux banquiers, c'est-à-dire l'emploi à la monnaie, il a montré comment la demande pouvait entraîner la production, et plus encore la demande prévisible (investissements) que celle du moment, appelée consommation. On a distribué salaires, assurances sociales, pensions, soins médicaux, crédits pour les équipements collectifs. Simultanément, les syndicats se haussaient au rang de *cogérants* du pays, aux côtés du 10 Downing Street et des Communes.

∴

Mais l'apparition de nouveaux concurrents internationaux en Asie, en Amérique latine et même en Afrique, la hausse des matières premières, le développement industriel du Marché commun ont posé un problème de productivité, donc de charges fiscales et sociales. Or, les liquidités injectées dans l'économie britannique, en vertu de la doctrine keynésienne d'un côté, la super-fiscalité rendue nécessaire, de l'autre, pour financer l'Etat-providence, finissaient par entretenir l'inflation des coûts de production. De surcroît, les syndicats se trouvent périodiquement dépassés ou contredits à la base. L'hiver dernier, l'action de certains délégués d'ateliers et de petits groupes a incontestablement porté atteinte à la liberté du travail et dressé une partie du public contre de telles pratiques. La collaboration du Trade Union Council avec le gouvernement ne pouvait qu'y perdre de son efficacité.

D'où la nécessité de corriger la trajectoire. Certes, M. Callaghan s'y est employé, avec des résultats non négligeables. Mais il arrivait trop tard et manquait d'une large majorité. Margaret Thatcher, au contraire, dispose de cinq ans de stabilité, d'un pactole pétrolier qui s'accroît. Son ascension personnelle montre, en outre, au pays ce que l'énergie et l'opiniâtreté permettent de réussir. Personne ne saurait affirmer que son succès est assuré. Mais, avec son équipe, l'Angleterre va tenter de donner un coup de pied au fond de la mer pour stopper le naufrage et retrouver sa place.

RENÉ DABERNAT.

PROCHE-ORIENT

Iran

Le Front démocratique national et l'ayatollah Taleghani réclament un pouvoir laïque

Le Front démocratique national et l'ayatollah Taleghani ont lancé en fin de semaine un appel pour que les membres du clergé iranien abandonnent le pouvoir au profit de structures laïques.

« Avant votre retour en Iran et votre prise du pouvoir, vous avez répété que vous étiez un membre du clergé et que ni vous ni le clergé ne souhaitiez gouverner. Ce qui se passe dans la pratique est différent de ce que vous aviez dit », déclare le F.D.N. dans une lettre ouverte à l'ayatollah Khomeiny rendue publique samedi 2 juin.

Evoquant l'appel de l'ayatollah Khomeiny à ses partisans pour combattre les groupes civils opposés à une République islamique, le F.D.N. poursuit : *« Désormais, vous décrétez que nous sommes des ennemis de la révolution parce que nous croyons en la démocratie. » « Tout est régi par vos proclamations et par l'intervention du clergé. Le gouvernement n'est qu'un fantôme »*, ajoute le F.D.N., qui reproche à l'ayatollah Khomeiny d'avoir ordonné la rupture des relations avec l'Egypte alors que cette décision, selon le F.D.N., aurait dû être prise par le premier ministre ou par le conseil révolutionnaire. *« Le clergé peut gouverner, mais, dans ce cas, tout reposera sur des proclamations et les paroles des gouvernants seront comme celles de Dieu. Si vous voulez instaurer un système théocratique fondé sur le Coran, pourquoi parler alors d'une Constitution ? »*, s'interroge le F.D.N., qui ajoute : *« Dans cette République islamique, que vous dirigez et dont vous êtes le personnage le plus puissant, des groupes se sont mobilisés au nom de la religion et s'en prennent aux journaux, dont ils entravent la distribution, et aux hommes de lettres. Ils incendient les librairies. »*

Le F.D.N. ajoute que des purges ont lieu dans les écoles et universités et que la radio-télévision, contrôlée par l'Etat, sème la discorde en diffusant des fausses nouvelles et des éditoriaux provocants. *« L'unité ne signifie pas que tous doivent boire vos paroles sans broncher »*, ajoute le F.D.N.

Vendredi soir, l'ayatollah Taleghani, chef religieux libéral de Téhéran, avait déclaré, pour sa part, au cours d'une interview à la télévision : *« Le véritable clergé n'accepte pas de postes ni de responsabilités au gouvernement. Le meilleur bastion du clergé, c'est la mosquée. »* Il avait suggéré que les religieux abandonnent leurs postes dans les comités révolutionnaires dès que le pouvoir de la police, de l'armée et des gardes révolutionnaires sera rétabli.

Dimanche, l'un des principaux adjoints de l'ayatollah Khomeiny, l'ayatollah Rouhani, a répondu aux critiques des libéraux en affirmant que le *« clergé chiite devait rester au pouvoir afin d'assurer l'application des lois islamiques »*. Il a ajouté : *« A mon avis, l'imam Khomeiny est le meilleur candidat au poste de président de la République. »*

Un « super-procureur » au Khouzistan

L'ayatollah Rouhani a, par ailleurs, affirmé que l'islam excluait l'idée d' *« autonomie »* et a indirectement critiqué l'ayatollah Taleghani pour avoir promis en mars dernier l'autonomie aux Kurdes.

Un calme précaire règne au Khouzistan, où M. Mehdi Hadavi, procureur général des tribunaux révolutionnaires islamiques, a installé à Ahwaz, chef-lieu de la province, un « super-procureur » islamique auquel il a délégué une partie de ses pouvoirs discrétionnaires.

Pour faire face le plus rapidement possible à une nouvelle dégradation de la situation, ce procureur coiffera l'activité des cinq tribunaux régionaux. Le gouvernement général du Khouzistan a, de son côté, décidé de demander *« la protection de l'armée pour garantir la sécurité de la plus grande raffinerie du monde »*.

● *Le tribunal révolutionnaire islamique de Téhéran*, au terme d'un procès qui a duré trois jours, a condamné dimanche à la peine capitale quatre personnes accusées de *« collaboration étroite avec l'ancien régime »* et de *« tortures »*. L'une d'entre elles s'est donné la mort. Les trois autres ont été passées par les armes. — *(A.F.P., Reuter, U.P.I.)*

Remous au Mexique après l'octroi d'un visa au chah

La prochaine arrivée au Mexique de l'ancien souverain iranien provoque des remous dans ce pays. Le parti socialiste des travailleurs (P.S.T.) a estimé, dans un communiqué, que cette décision n'était pas *« satisfaisante »*. Le Parti populaire socialiste (P.P.S., gauche modérée) a dénoncé, pour sa part, la venue au Mexique d'un homme *« aux mains couvertes de sang »*. Quant au parti communiste mexicain, il a appelé ses militants à manifester publiquement leur réprobation. La télévision a fait état d'un sondage montrant qu'une majorité de Mexicains étaient hostiles à l'octroi d'un visa au chah.

La confirmation officielle de la prochaine arrivée de l'ancien souverain a été faite par le maire d'Acapulco, une élégante station balnéaire sur les bords du Pacifique, où la sœur du chah possède une villa. L'ancien souverain pourrait séjourner trois mois au Mexique avec un visa touristique.

Le chah et sa famille étaient arrivés aux Bahamas le 30 mars dernier, venant du Maroc. Ils s'étaient installés à Paradise-Island, une petite île reliée à Nassau par un pont à péage.

Vendredi 1ᵉʳ juin, le gouvernement des Bahamas avait refusé de lui renouveler son visa de deux mois. Il redoutait une action terroriste à la suite de la condamnation par contumace du chah prononcée le mois dernier par certaines autorités de Téhéran.

L'ancien souverain rejoindrait Acapulco à bord de son yacht, le *Nefertiti*. — *(A.F.P.)*

Israël

Au moment où s'engagent les négociations sur l'autonomie

Le gouvernement donne son accord pour la création d'une nouvelle colonie en Cisjordanie

De notre correspondant

Jérusalem. — A l'ouverture du congrès de son parti, le Hérout (principale formation du Likoud), M. Begin a réaffirmé, dimanche soir 3 juin, qu'il n'y avait *« rien de plus légal que la création de points de peuplement juifs en Eretz Israël »*. Le premier ministre s'adressait ainsi au président Sadate en l'invitant à ne plus dénoncer la politique israélienne d'implantation en Cisjordanie — territoire plus que jamais considéré par le gouvernement de M. Begin comme partie intégrante de la *« terre d'Israël »* (Eretz Israël). Retournant au chef d'Etat égyptien les reproches que ce dernier lui faisait récemment, M. Begin a ajouté que M. Sadate se mettait lui-même dans l' *« embarras »* en continuant de réclamer l'arrêt des implantations, le retour de Jérusalem-Est à la souveraineté arabe et en déclarant que l'autonomie ne serait qu'un premier pas vers la création d'un Etat palestinien indépendant.

Le matin même, le conseil des ministres avait donné satisfaction aux contestataires de l'extrême droite qui ont longtemps bénéficié des faveurs et du soutien de l'actuel premier ministre. Le cabinet a définitivement donné son accord pour la création d'une nouvelle colonie par les militants du Goush Emounim (bloc de la Foi). Un comité ministériel avait déjà approuvé ce projet au mois d'avril afin de tenir la promesse faite par M. Begin en janvier pour mettre un terme aux manifestations du Goush Emounim en Cisjordanie.

L'opposition de M. Weizman

Cette nouvelle implantation sera située à 7 kilomètres au sud de Naplouse et s'étendra dans un premier temps sur une superficie de 80 hectares. La décision du gouvernement a été prise en dépit de l'opposition du ministre de la défense, M. Ezer Weizman, à l'avis duquel se sont rangés le ministre des affaires étrangères, M. Moshe Dayan, et le vice-premier ministre, M. Ygaël Yadin. M. Weizman, quelques jours plus tôt, avait refusé de signer l'ordre de réquisition de terres en soulignant qu'il s'agissait de propriétés privées (le gouvernement s'est prononcé à plusieurs reprises pour la création de nouvelles colonies, de préférence sur des terres domaniales). D'autre part, M. Weizman, comme ses deux autres collègues, estime que la décision est inopportune au moment où s'engagent les négociations sur l'autonomie.

Après les agressions commises récemment contre les Arabes à Hébron (*le Monde* du 31 mai), la police a annoncé l'arrestation de six suspects. Ce sont des habitants du nouveau quartier juif de Kyriat-Arba (situé dans les faubourg d'Hébron), membres d'un groupe extrémiste animé par le rabbin Meïr Kahane, qui affirme vouloir chasser tous les Arabes vivant en Israël et en Cisjordanie.

M. Dayan au Caire

M. Moshe Dayan devait partir ce lundi matin pour Le Caire, où il s'entretiendra notamment avec M. Boutros-Ghali, ministre égyptien chargé des affaires étrangères. Ces entretiens ont pour but de définir les conditions de la « normalisation » des relations entre les deux pays. Celles-ci ont donné lieu dernièrement à une vive polémique, notamment entre MM. Begin et Boutros-Ghali, qui exprimait de nettes réticences (*le Monde* du 25 mai). Si, sur l'insistance de M. Begin, les frontières ont été déclarées officiellement ouvertes entre les deux pays, les Israéliens semblent maintenant convenir eux-mêmes qu'il ne s'agit que d'une déclaration de principe.

M. Dayan emporte avec lui un rapport qui résume sur ce point la position de Jérusalem. Le gouvernement de M. Begin paraît admettre que la normalisation ne pourra être que progressive et que les échanges resteront très limités pendant plusieurs mois, jusqu'à ce que s'achève la première phase du retrait israélien (neuf mois après la signature du traité de paix). Ce rapport précise notamment que la frontière ne sera ouverte que dans le secteur d'El-Arich et que le passage sera réservé aux contacts officiels, aux rencontres internationales, culturelles ou scientifiques, aux échanges entre agents de tourisme et, finalement, à quelques groupes de touristes.

FRANCIS CORNU.

A TRAVERS LE MONDE

Chine

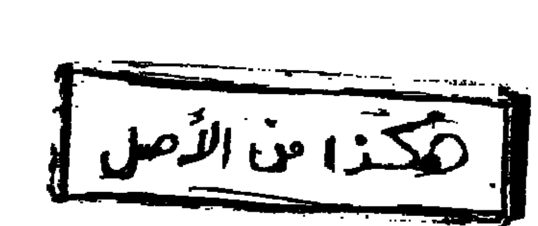
● CINQ RESSORTISSANTS CHINOIS ET VIETNAMIENS ont été tués ou blessés au cours d'incidents à la frontière sino-vietnamienne entre le 22 et le 31 mai, a annoncé, lundi 4 juin, l'agence Chine nouvelle. L'agence a d'autre part diffusé le 2 juin le témoignage d'un prisonnier de guerre chinois, accusant l'armée vietnamienne d'avoir tué des prisonniers chinois lors du récent conflit entre les deux pays. — *(A.F.P.)*

Turquie

● UN DEPUTE INDEPENDANT, M. HASAN KORKUT, a été nommé ministre d'Etat, en remplacement de M. Enver Akova, qui avait démissionné le 30 mai. L'entrée de M. Korkut dans l'équipe ministérielle porte à 226 (majorité absolue) le nombre de membres de l'Assemblée nationale turque soutenant le gouvernement de M. Bulent Ecevit. La majorité gouvernementale se compose de 211 députés du Parti républicain du peuple de M. Ecevit, d'un député du parti démocratique, et de 14 indépendants, contre 217 députés de l'opposition. — *(A.F.P.)*

Vietnam

● LE GOUVERNEMENT D'HANOI ET LE HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES ont conclu, le samedi 2 juin, un accord en vue de faciliter le départ en bon ordre des Vietnamiens souhaitant quitter leur pays pour rejoindre leur famille à l'étranger ou pour d'autres raisons humanitaires, a annoncé l'agence vietnamienne de presse captée à Hongkong. Le Vietnam s'est engagé, comme l'avait révélé son représentant à la conférence sur les réfugiés indochinois qui s'est tenue à Djakarta (*le Monde* du 17 mai) à faciliter ces départs, dont le nombre sera fonction des possibilités offertes par les pays d'accueil. Les cas litigieux feront l'objet de consultations entre ces pays Hanoi et le H.C.R. — *(A.F.P.)*



Israël

Les négociations sur l'autonomie

... son accord pour la création ... colonie en Cisjordanie

M. Dayan au Caire

FRANCIS CORNU.



AMÉRIQUES

Canada

Le congrès du parti québecois précise les données du prochain référendum sur la «souveraineté-association»

De notre correspondant

Montréal. — Au cours de son septième congrès, qui s'est achevé le dimanche 3 juin à Québec, le parti québécois (P.Q.) a adopté une série de résolutions importantes concernant le processus par lequel il entend conduire la province à une souveraineté assortie d'une association avec le reste du Canada. Il est désormais prévu que le parti actuellement au pouvoir *«demandera aux citoyens du Québec, dans l'éventualité où il serait impossible d'en arriver à une entente satisfaisante avec le Canada, le mandat d'exercer sans partage les pouvoirs d'un Etat souverain»*. Cette consultation pourrait prendre la forme d'un référendum ou d'une élection provinciale centrée sur ce thème.

Cela revient à créer un nouveau palier dans une voie qu'on appelle ici l'« étatisme », formule introduite dans le programme du P.Q. au congrès de 1974, alors que les militants, dans les premières années d'existence du parti québécois — qui a aujourd'hui douze ans, — pensaient que l'indépendance suivrait immédiatement et non par étapes l'accession au pouvoir.

C'est en 1974, sous l'impulsion de M. Claude Marin, aujourd'hui ministre des affaires intergouvernementales, que le parti québécois décidait qu'il faudrait consulter la population par référendum sur la souveraineté avant de passer à l'action. Le P.Q. est arrivé au pouvoir en novembre 1976 et ce référendum n'a pas encore eu lieu. Cette lenteur a de multiples raisons. D'une part, les sondages montrent qu'il n'y a pas encore une majorité qui partage les objectifs du P.Q.

D'autre part, M. Trudeau, champion francophone de l'unité canadienne, arrivait au terme d'un troisième mandat. Un cabinet conservateur, essentiellement anglophone, risquait de le remplacer. Il fallait donc attendre.

Un marché commun

L'hypothèque Trudeau levée par les élections générales du 22 mai, la promesse doit être tenue. Le référendum aura lieu soit cet automne, soit, et c'est le plus vraisemblable, au printemps prochain.

Le libellé de la question qui sera posée reste un mystère. Mais maintenant que l'on sait que cette consultation ne sera pas nécessairement la seule, les observateurs pensent que le gouvernement se contentera de demander aux Québécois un mandat pour négocier la « souveraineté-association », en insistant plus ou moins sur l'un ou l'autre élément de ce couple.

La substance de cette souveraineté et de cette association a fait l'objet d'une série de résolutions adoptées pour la plupart à une très large majorité par les quelque mille huit cents délégués présents à Québec. Les principales portent sur les rapports économiques. Le dollar canadien demeurerait la monnaie commune ; la libre circulation des marchandises et des capitaux entre le Québec et le Canada serait garantie ; les deux pays établiraient en commun des protections tarifaires jugées nécessaires à l'égard d'autres pays ; mais le Québec aurait le droit de négocier des ententes économiques particulières avec les pays de son choix. La libre circulation des personnes serait, elle aussi, assurée, les Québécois ayant leurs propres passeports. Le Québec acquerrait la souveraineté dans le domaine des pêcheries, de l'agriculture, des ressources naturelles, des communications, etc.

Le parti québécois prévoit également — c'est une autre innovation de ce congrès — la création d'un organisme, probablement de caractère administratif, chargé d'appliquer le traité d'association et la création d'une cour de justice de l'association, pour les conflits qui n'auront pu être résolus autrement. Le P.Q. a confirmé, et parfois précisé, ses choix politiques dans d'autres domaines. Ainsi, concernant la défense : un Québec souverain continuerait à faire partie de l'OTAN et du NORAD (système de défense de l'Amérique du Nord), et se doterait d'une armée de taille modérée. Le nouvel Etat chercherait aussi à se doter d'une marine marchande.

En ce qui concerne le sort de la minorité linguistique au Québec (les anglophones), et celui des francophones hors Québec, le problème a été résumé d'une phrase : ce sera le régime de *«la plus complète réciprocité des droits et des services compatible avec les circonstances existantes»*.

Lorsqu'il est monté à la tribune, dimanche, M. Lévesque a dénoncé la *«morosité»* à laquelle étaient en proie, de son propre aveu, certains militants à l'ouverture du congrès. Il a prononcé un discours lyrique et très nationaliste, fustigeant *«les chevaliers à la triste figure»*, qui maintiennent le Québec dans la dépendance matérielle et morale. L'objectif de son parti, la souveraineté, c'est, a-t-il dit, *«la fin du chantage»*, l'occasion *«de calmer les vieilles plaies et de corriger les vieux complexes hérités de l'histoire»*. Toutefois, le P.Q. ne propose pas, a-t-il poursuivi, *« l'émiettement et la brisure »*, mais l'association, *« qui est notre intérêt le plus évident et le plus durable »*, citant au passage un journal qui avait titré : *«Le parti québécois choisit le Canada»*, en affirmant que cela était exact. Il a conclu son discours en affirmant qu'un Québec souverain serait *«le plus grand, le plus entreprenant et le plus prospère de tous les petits pays du monde»*.

Ce congrès n'aura finalement apporté à M. Lévesque qu'une mauvaise surprise : l'élection, au poste de vice-présidente du parti, de Mme Louise Harel. Mme Harel est considérée comme une des têtes de l'aile gauche, ou « radicale », du parti. Elle était opposée, dans cette élection, à M. Pierre Renaud, un militant de la première heure, depuis dix ans président du conseil exécutif du parti, qui avait le soutien de M. Lévesque.

Ainsi, le P.Q. n'échappe pas aux problèmes que connaissent tous les partis de gouvernement ; les délégués, qui viennent d'entériner l'« étapisme » choisi par leurs chefs, ont également rappelé ceux-ci à la vigilance.

ALAIN-MARIE CARRON.

El Salvador : la violence permanente

II. — L'armée face à la guérilla

De notre envoyé spécial THIERRY MALINIAK

La petite République centre-américaine d'El Salvador, surpeuplée et dominée par une oligarchie foncière, connaît une vive tension sociale dans les campagnes (« le Monde daté des 3-4 juin). La situation politique reflète ces déséquilibres. Entre l'armée, qui dirige le pays tout en défendant les intérêts de l'oligarchie, et les mouvements de guérilla qui ont multiplié récemment les actions les plus aventureuses, il n'y a plus de place pour une troisième force, que les Etats-Unis appellent cependant de leur vœux, et qui aurait pour axe la démocratie chrétienne.

San-Salvador. — *« Deux policiers assassinés à Santa Tecla. » « Trois marins assassinés sur le pont de Colima. » « L'exhumation du cadavre d'un terroriste est demandée à Soyapango. » « Un autobus brûle à Santa Ana. » « Un poste de police est mitraillé à Santa Ana. »* Ce sont les titres d'une page comme une autre du principal quotidien de San-Salvador. C'est dire que la proclamation de l'état de siège par le gouvernement salvadorien, le 23 mai, n'a guère surpris après l'assassinat, dans la matinée, du ministre de l'éducation, Carlos Herrera, par un commando du mouvement de guérilla des Forces populaires de libération (F.P.L.). L'état de siège, d'ailleurs, n'est pas une nouveauté dans l'histoire politique récente du pays. Le général Molina, prédécesseur de l'actuel chef de l'Etat, l'avait imposé peu après son arrivée au pouvoir, en 1972, et maintenu jusqu'à la fin de son mandat. La mesure n'avait été levée par le président Romero qu'en 1977.

Explosions de violence, dialogues manqués avec l'opposition et brusques retours en arrière, tel est le cycle qui caractérise la politique salvadorienne. A la violence chronique exercée dans les campagnes par la garde nationale, où disparitions et mitraillages sont monnaie courante, est venue s'ajouter dans les villes, surtout depuis 1977, celle des mouvements de guérilla et des forces de répression.

La nuance n'a pas cours au Salvador. Ni dans les méthodes, ni dans la lutte idéologique. Tout y est manichéen. Existe-t-il un autre pays au monde où l'on peut lire dans l'annuaire téléphonique que le service est suspendu *« lorsqu'il est prouvé que l'abonné utilise son téléphone pour des communications subversives ou contraires à la sécurité publique »* (une manière candide de reconnaître le recours à l'écoute téléphonique ?).

Les pages des quotidiens de la capitale, qui pratiquent l'autocensure pour éviter celle de l'Etat, sont remplies d'éditoriaux anticommunistes incendiaires, alertant inlassablement la population contre les dangers de la subversion mondiale qui menaceraient le Salvador. Toute allusion aux problèmes sociaux du pays constitue un motif d'anathème, comme peut en témoigner l'archevêque de la capitale, Mgr Romero, victime d'une intense campagne de presse de la part des groupes d'extrême droite.

Faut-il s'étonner, dans ces conditions, si la notion de compromis politique n'a guère de sens dans un pays gouverné depuis décembre 1931 par des régimes militaires ? Cette polarisation politique n'a cessé de laminer les formations modérées qui ont tenté de s'implanter durant ces dernières décennies. *« L'oligarchie foncière n'a jamais formé de parti qui la représente,* affirme un dirigeant démocrate-chrétien. *Elle a confié l'exercice du pouvoir à l'armée, et considère comme superflu le débat politique. »*

Sans doute faut-il remonter au colonel Rivera, qui gouverna le pays de 1962 à 1967, pour trouver dans l'histoire récente du Salvador l'ébauche d'une ouverture en direction de l'opposition. Assumant la présidence à un moment de transformation économique (c'était alors l'essor de l'industrialisation), le colonel Rivera tenta de traduire cette mutation en termes politiques. Il prit langue avec l'opposition modérée et introduisit la représentation proportionnelle. Mais cette ouverture fragile allait prendre fin avec son successeur, le général Sanchez.

Des élections truquées

Les élections législatives et présidentielles qui se sont succédé depuis sont jugées par tous franchement frauduleuses. Un dirigeant démocrate chrétien décrit le processus : *« La loi électorale stipule que chaque formation a le droit d'avoir un observateur pendant le déroulement des opérations de vote, mais dans les campagnes ces observateurs sont parfois emprisonnés pour vingt-quatre heures sous un prétexte quelconque. Dans certains cas, les urnes sont installées avant leur arrivée. Elles sont souvent transportées d'un canton à l'autre en leur absence. »*

Etre représentant de l'opposition n'est pas une sinécure. Après leurs défaites, les deux derniers candidats à la présidence présentés par l'opposition, M. Napoléon Duarte et le colonel Ernesto Claramount, ont dû prendre le chemin de l'exil. Tirant les leçons de l'expérience, l'opposition légale s'est abstenue de présenter des candidats aux élections législatives de 1978. Elle ne croit pas que, d'ici les prochaines législatives, les règles du jeu puissent réellement changer.

Trois partis s'opposent au pouvoir en place : le parti démocrate-chrétien (P.D.C.), la principale force électorale, qui apparaît comme l'axe obligé de toute formule de transition ; le mouvement nationaliste révolutionnaire (M.N.R.), de tendance social-démocrate, sans grande influence, et l'Union démocratique nationale (U.D.N.), proche du parti communiste, et qui possède une base syndicale dans la capitale.

Ces trois formations ont formé en 1972 l'Union nationale d'opposition, une alliance électorale que les conditions de déroulement des derniers scrutins ont quelque peu vidé de son sens. Au début de cette année, le président Romero, face à la vague de violence croissante que connaissait le pays, avait bien tenté une contre-offensive en direction de l'opposition « assimilable » et avait notamment levé en février l'impopulaire loi d'ordre public pour permettre l'ouverture d'un discret dialogue.

Mais les conversations n'ont pas abouti et la recrudescence de la violence depuis le début du mois de mai a consacré l'échec de l'entreprise. Ni les partis politiques d'opposition ni les syndicats n'ont assisté à la rencontre nationale inaugurée à grand renfort de publicité le 24 mai par le président. Elle a eu lieu, il est vrai, au lendemain du massacre d'une quinzaine de jeunes manifestants en face de l'ambassade du Venezuela.

groupements clandestins et réduit à l'impuissance les partis légaux d'opposition », souligne M. Rey Prendes, secrétaire général du P.D.C. Forces armées et mouvements d'opposition radicaux se retrouvent face à face. L'U.D.N., qui commence à en être convaincue, prend contact avec l'extrême gauche. Pour ne pas en avoir fait autant, le P.D.C. a perdu au profit de celle-ci l'essentiel de ses bases paysannes.

Les organisations de guérilla ont multiplié les actions dont certaines, comme les incendies d'autobus, sont impopulaires. Chacun des trois mouvements qui opèrent dans le pays tente d'animer une organisation vivant au grand jour, dite *« Front de masse »*, qui est chargée des manifestations de rue, avec un « bras armé » qui effectue des opérations de guérilla. Ce mélange se révèle meurtrier et les manifestations de soutien aux guérilleros se terminent souvent en drames.

Entre des militaires intransigeants et une guérilla qui se développe, le Salvador est pris dans la dialectique de la violence. Les pressions américaines ne sont pas suffisantes pour dégager une formule de compromis autour de la démocratie chrétienne. L'attitude de Washington paraît d'ailleurs bien plus discrète qu'au Nicaragua voisin, même si le ton du commentateur de *la Voix de l'Amérique* est de plus en plus critique à l'égard du gouvernement salvadorien.

L'hypothèse d'un coup d'Etat par des officiers de gauche n'est guère plausible, pour le moment du moins. Le général Medrano, ancien chef de la garde nationale et héros de la guerre de 1969 contre le Honduras, publie certes des manifestes en faveur de la démocratie et de jeunes officiers rédigent des lettres ouvertes critiquant les liens du gouvernement avec l'oligarchie, mais ce mouvement de fronde reste bien limité.

Avec un centre tenu à l'écart, une droite traditionnelle dont la survie devient difficile, et une gauche qui ne paraît pas en mesure de s'imposer, le Salvador semble pour longtemps encore condamné à l'instabilité.

FIN

Nicaragua

LE PRÉSIDENT SOMOZA MENACE D'INTERVENIR AU COSTA-RICA

(Suite de la première page.)

Selon le chef de l'Etat nicaraguayen, ses adversaires sandinistes sont appuyés par des *« mercenaires communistes internationaux »*, comprenant des Panaméens, des Vénézuéliens, des Colombiens et des Espagnols. Le général Somoza s'en est également pris avec vigueur au président Jimmy Carter, qui, sous couvert de protéger les droits de l'homme, a *« aggravé la situation dans ce domaine au Nicaragua »*.

La situation était très tendue ce lundi à Managua, où le Front sandiniste de libération nationale a lancé, pour ce 4 juin, un appel à *« la grève et à l'insurrection générale »*, dans le cadre de *« l'offensive finale »* contre le régime Somoza.

Des combats se sont poursuivis le dimanche 3 près de la frontière du Costa-Rica, où un fort contingent de guérilleros sandinistes, encerclés par la garde nationale nicaraguayenne, dans une zone de forêt vierge, résistait opiniâtrement.

● Le Front sandiniste a accusé les forces du président Somoza d'avoir utilisé le napalm dans le secteur de Rivas. Des combats avaient également lieu à Chinandega, à 120 kilomètres au nord de Managua. Cependant, l'offensive lancée le 28 mai contre cinq villes par le F.S.L.N. a été enrayée par les troupes somozistes, qui contrôlent également la capitale. Tous les officiers et soldats à la retraite ont été mobilisés dimanche afin, déclare un communiqué militaire, de *« défendre l'intégrité du territoire national »*. La garde nationale devrait, dans ces conditions, pouvoir aligner seize mille hommes face à l'insurrection sandiniste.

AFRIQUE

LE PROBLÈME RHODÉSIEN

Le Nigeria est associé aux délibérations des pays de la ‹ ligne de front ›

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Les adversaires africains du Zimbabwe-Rhodésie, dont la naissance a été proclamée le 1er juin à Salisbury, semblent avoir mis au point une stratégie pour tenter d'éviter que le régime de l'évêque Muzorewa, appuyé par la République Sud-Africaine, puisse prendre racine à l'intérieur et élargir son audience à l'étranger, notamment auprès des pays occidentaux. Sur le premier point, on assiste depuis quelques semaines à une intensification des attaques du Front patriotique, dont l'objet manifeste est de démontrer que le successeur de M. Ian Smith ne peut pas tenir sa promesse électorale de rétablir la paix. Sur le deuxième plan, une offensive diplomatique semble en cours pour tenter de prévenir la reconnaissance de Salisbury par Washington et surtout par Londres.

A cet effet, le Nigeria a été associé à la conférence ministérielle des pays de la « ligne de front » (Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie et Zambie) réunie à Dar-Es-Salaam pendant le week-end. En Afrique noire, Lagos est le premier partenaire commercial de Londres. Les Etats-Unis achètent au Nigeria 15 % de leurs importations de pétrole. En présence de MM. Mugabe et Nkomo, codirigeants du Front patriotique, et d'un représentant de l'O.U.A., le ministres ont dénoncé le caractère *« colonial, illégal et raciste »* du régime de Salisbury.

Cette conférence avait trois objectifs. En premier lieu, faire comprendre aux Occidentaux, alors qu'un représentant britannique vient d'emménager à Salisbury, que toute reconnaissance du *« régime fantoche rhodésien »* leur coûtera l'amitié de l'Afrique et leur créera des problèmes aux Nations unies ; ensuite, prévenir toute éventuelle *« faiblesse »* des Etats membres de l'O.U.A. à l'égard du *« régime interne »* du Zimbabwe-Rhodésie ; enfin, tenter de renforcer la guérilla, en obtenant notamment des deux branches du Front patriotique — la ZANU, de M. Mugabe, et la ZAPU, de M. Nkomo — davantage de coopération sur le terrain.

MM. Mugabe et Nkomo se sont engagés à unifier leurs commandements militaires respectifs, mais il reste à savoir quelles suites aura sur le terrain cette initiative prise, comme par le passé, sous la pression de leurs protecteurs. L'unité politique annoncée le mois dernier à Addis-Abeba (*le Monde* du 16 mai) ne semble guère s'être traduite dans les faits. En Zimbabwe-Rhodésie, la situation s'annonce encore plus délicate, puisque la ZANU et la ZAPU se sont déjà taillé des zones d'influence qui correspondent, *grosso modo*, à la démarcation géographique entre les ethnies Shona et Ndebele.

L'intensification des attaques de ces deux guérillas paraît déjà engagée, comme le soulignent les communiqués officiels de Salisbury, qui font état, ces dernières semaines, d'un doublement des pertes humaines. L'évêque Muzorewa doit également tenir compte de l'opposition du pasteur Sithole, qui a refusé d'occuper les deux sièges qui lui sont réservés au sein du gouvernement de coalition et dont quatorze partisans au moins ont été arrêtés après la découverte d'une *« tentative d'assassinat »* du premier ministre noir. Le révérend Sithole a eu beau qualifier, dimanche, de *« non-sens »* ces accusations portées par le ministre de l'intérieur, le régime de Salisbury ne peut être qu'affaibli par la lutte entre les deux chefs africains.

L'actuelle partie diplomatique et militaire est de loin la plus sérieuse engagée depuis le début du conflit, car elle met désormais en cause les relations entre des puissances occidentales et l'Afrique indépendante.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Mauritanie

Le lieutenant-colonel Louly devient chef de l'État

Le lieutenant-colonel Mahmoud Ould Louly est devenu, dimanche 3 juin, chef de l'Etat mauritanien en remplacement du lieutenant-colonel Ould Saleck. Il a réaffirmé, dans son premier message à la nation, la volonté de la Mauritanie de trouver une solution au conflit du Sahara occidental. « Nous sommes obligés, a-t-il dit, de commencer par régler les problèmes les plus urgents, ceux dont la solution est vitale pour la paix. »

De notre envoyé spécial

Nouakchott. — Le lieutenant-colonel Moustapha Ould Mohamed Saleck a annoncé, dimanche 3 juin, sa démission, *« pour des raisons personnelles »*, de ses fonctions de président du Comité militaire de salut national (C.M.S.N.) et de chef de l'Etat. Il est remplacé à ces deux postes par le lieutenant-colonel Mohamed Mahmoud Ould Louly, qui était, jusqu'à présent, ministre de la fonction publique et de la formation des cadres.

De son côté, le lieutenant-colonel Khouna Ould Heydalla, nouveau premier ministre, a annoncé la formation de son gouvernement. Ces deux décisions marquent une volonté de clarification et de renouveau.

Le lieutenant-colonel Heydalla apparaît sans conteste comme l'« homme fort » de la nouvelle équipe mauritanienne. Il est secondé à la tête de l'armée par le lieutenant-colonel Ahmedou Ould Abdallah, maintenu à son poste de chef d'état-major.

Le remplacement à la tête de l'Etat du colonel Saleck par le lieutenant-colonel Louly, est la conséquence du discrédit qui frappait le premier depuis de nombreux mois, et lui avait déjà valu de perdre la réalité du pouvoir en avril. Le colonel Louly s'était révélé depuis un an un bon gestionnaire à la tête de son ministère.

La composition du nouveau gouvernement traduit le désir de rechercher des solutions nouvelles aux deux plus graves problèmes du moment : la situation désastreuse des finances publiques et la tension ayant opposé ces derniers mois les ethnies qui composent la nation.

Sur le premier point, on note le remplacement à la tête du ministère des finances de M. Moulaye Ould Mohamed par M. Ahmed Ould Zeine, qui occupait jusque-là les fonctions de ministre de l'industrie et des mines. Sur le second point, on relève l'accroissement du nombre de ministres noirs, qui passe de quatre à cinq (intérieur, équipements et transports, développement rural, santé et affaires sociales, jeunesse et sports). En outre, les deux ministres qui n'avaient pas pu assurer ces dernières semaines l'ordre dans les écoles sont sanctionnés.

Au total, c'est une équipe beaucoup plus homogène que la précédente qui préside désormais aux destinées de la Mauritanie.

PIERRE BIARNÈS.

UN HOMME DE DIALOGUE

Le lieutenant-colonel Mahmoud Louly, nouveau président du Comité militaire de salut national (C.M.S.N.) et chef de l'Etat mauritanien, est né le 1er janvier 1943 à Tijikja (centre du pays).

Entré dans l'armée en novembre 1960, il a été formé dans les écoles militaires françaises et a occupé durant sa carrière plusieurs hautes fonctions, notamment dans l'administration de l'état-major général de l'armée.

Membre du Comité militaire de redressement national, formé par le Mouvement du 10 juillet, qui avait renversé le président Moktar Ould Daddah, puis du Comité militaire de salut national, qui l'a supplanté le 6 avril dernier, le nouveau chef de l'Etat mauritanien avait occupé successivement les postes de ministre chargé des enquêtes et du contrôle, puis de ministre chargé de la permanence nationale du C.M.R.N et, enfin, de ministre de la formation des cadres et de la fonction publique.

Le lieutenant-colonel Louly est connu comme « un homme de dialogue » et un « gestionnaire ». Il a eu une formation d'économiste. — (A.F.P.)

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Voici la liste du nouveau gouvernement mauritanien :

Affaires étrangères et coopération : M. Ahmedou Ould Abdalla.

Justice, garde des sceaux : M. Yedali Ould Cheikh.

Intérieur : lieutenant-colonel Dia Amadou.

Finances et commerce : M. Ahmed Ould Zein.

Plan et pêche : commandant Moulaye Ould Boukhreiss.

Equipement et transports : commandant Ane Amadou.

Industrie et mines : Mohamed El Moktar Ould Zamel.

Développement rural : docteur Ba Oumar.

Information, culture, postes, télécommunications : lieutenant-colonel Ahmed Mahmoud Ould El Houssein.

Fonction publique et formation des cadres : M. Yahya Ould Menkouss.

Enseignement : lieutenant-colonel Mouhamed Ould Ba Ould Abdel Kader.

Santé, travail et affaires sociales : docteur Diagana Youssouf.

Jeunesse, sports, artisanat et tourisme : commandant Thiam El Haj.

Le Monde le débat européen

LES « NEUF » EN CAMPAGNE

RÉPUBLIQUE D'IRLANDE : le bonheur de jouer un rôle

De notre envoyé spécial BERNARD BRIGOULEIX

Dublin. — Dans la galerie marchande de ce centre commercial, au cœur de la banlieue ouvrière de la capitale irlandaise, M. Joe Fox fait campagne, un petit magnétophone à la main en guise de carnet de notes. Ses amis distribuent tracts et autocollants aux ménagères, qui les glissent dans leur panier, et surtout à des ribambelles d'enfants, dont certains arborent déjà, sur leur blouson ou sur leur casquette, l'emblème de leur principal rival. Dehors, l' « eurobus », pavoisé aux couleurs du Fianna Fail — le parti gouvernemental — stationne à quelques dizaines de mètres des voitures couvertes d'affiches du Fine Gail, la formation centriste battue aux élections générales de 1977. Devant l'autre entrée du centre commercial, une banderole des travaillistes claque au vent... Visiblement, en matière de campagne européenne, les trois principales formations politiques irlandaises font résolument, ce soir-là, super-Marché commun.

Depuis le dernier scrutin national, voici deux ans, les partis ont eu le temps de méditer la leçon enseignée par le Fianna Fail, sorti grand vainqueur de la consultation : la propagande politique, désormais, s'américanise. Et si l'on n'en est pas encore aux majorettes ou aux lâcher de ballons, on ne craint plus de mener campagne dans la rue : cela a si bien réussi aux amis de M. Jack Lynch, traditionnellement portés à un certain populisme de droite, et qui ont remporté en 1977 la majorité la plus forte depuis l'établissement de la République...

Mais si la campagne européenne irlandaise ressemble fort à une campagne électorale traditionnelle — cas probablement unique chez les Neuf, — c'est aussi parce que le 7 juin le pays désignera aussi, outre ses représentants à l'Assemblée des Communautés, ses conseils municipaux. *« Nous préparons ainsi deux élections en une »*, explique M. Fox, en montrant fièrement les tracts de sa formation : au recto, la liste des candidats européens; au verso, l'équipe municipale proposée aux suffrages des Dublinois.

Par rapport à leurs adversaires, les candidats du Fianna Fail ont une raison supplémentaire de mener leur campagne tambour battant. Ce double scrutin, le premier qui soit organisé depuis leur victoire, prend en effet l'allure d'un « mid-term test », d'une sorte de vote de confiance — ou de défiance — à l'égard de M. Lynch, à peu près à mi-parcours de la législature. Or le gouvernement irlandais se trouve actuellement confronté à de sérieuses difficultés intérieures.

Sa politique fiscale se heurte maintenant au mécontentement grandissant des milieux ruraux (où le Fianna Fail trouve d'habitude de sérieux appuis électoraux), après avoir, voici quelques mois, provoqué une véritable fronde parmi les contribuables citadins.

Grèves et rationnement d'essence

Autre sujet de mécontentement populaire — et, donc, autre souci pour les candidats gouvernementaux : la grève des postes, qui dure maintenant depuis près de quatre mois, et qu'aucune initiative ne semble devoir prochainement débloquer du côté des pouvoirs publics. Une telle grève est toujours assez durement ressentie par la population. Mais dans une île où la plupart des familles, du fait de l'émigration, comptent des parents vivant à l'étranger (notamment aux Etats-Unis), le manque de courrier et l'impossibilité de passer tout appel téléphonique non automatique provoquent le sentiment d'être véritablement retranché du monde. Ce qui, pour le moins, tombe mal en pleine campagne européenne.

Enfin, les difficultés éprouvées par l'Irlande en matière d'approvisionnement pétrolier ont conduit le gouvernement de Dublin à rationner l'essence depuis un mois. Ce qui pourrait compromettre la saison touristique, et contribue, en tout cas, à alourdir un climat politique sur lequel plusieurs conflits sociaux, outre celui des postes, font déjà peser de sérieux nuages, et que les rigueurs d'un hiver exceptionnellement long et rude ont contribué à détériorer.

Toutes ces raisons se conjuguent pour faire penser aux adversaires de M. Lynch que le scrutin, à la fois municipal et européen, du 7 juin pourrait bien constituer une véritable motion de censure populaire à l'encontre du gouvernement, même si l'objet théorique de l'une et de l'autre consultation est évidemment ailleurs. L'opposition s'est trouvé un slogan, en forme de jeu de mots : prononcé à l'anglaise, et non plus à l'irlandaise, Fianna Fail signifie en effet : *« Les Fianna échouent »*...

Un de ses principaux dirigeants, M. Garret Fitzerald, ministre des affaires étrangères dans le précédent gouvernement, et qui talonne M. Lynch dans les sondages de popularité, fonde, dit-on à Dublin, de grandes espérances sur un éventuel recul électoral du parti gouvernemental. L'Irlande, décidément, n'échappe pas au processus, général chez les Neuf, tendant à faire apparaître le scrutin de juin au moins autant comme une élection de politique intérieure que comme un vote proprement européen.

Il est vrai que, sur ce terrain, les positions des partis sont fort voisines. Leurs alliances respectives au sein de l'Assemblée des Communautés sortante pourraient pourtant laisser croire qu'il existe entre le Fianna Fail et les deux autres principales formations irlandaises un clivage à cet égard : les amis de M. Lynch appartiennent au groupe des démocrates de progrès, c'est-à-dire à celui des élus R.P.R., tandis que le Fine Gail fait partie de la famille démocrate-chrétienne, et le Labour, naturellement, de celle des socialistes et sociaux-démocrates.

Mais les choix européens du parti gouvernemental irlandais ne ressemblent guère à ceux de MM. Chirac et Debré, et l'évocation de la récente réunion tenue en commun par les deux partis, en présence du président de la formation gaulliste, semble surtout embarrasser les candidats du Fianna Fail. Leurs adversaires, en effet, en tirent argument pour mettre en doute leur foi européenne.

Quasi-unanimité pour la politique agricole commune

Pour le reste, les slogans se ressemblent tous, et les électeurs irlandais qui souhaiteraient déterminer leur vote sur les seuls critères européens risqueraient, là comme ailleurs, d'avoir bien du mal à le faire. *« Donnons à notre pays une voix solide en Europe »*, propose le Fianna Fail. *« Donnez à l'Europe ce que vous avez de meilleur, votez Fine Gail »*, demande, de son côté, avec plus d'assurance que de modestie, la formation centriste.

Quant aux travaillistes, ils ont recours à la même prudence verbale que leurs alliés britanniques : ils préfèrent faire campagne pour *« Le Labour en Europe »*, plutôt que *pour* l'Europe, formulation qu'on avait jugée ambiguë à Londres, chez les amis de M. Callaghan. S'agissant de ces derniers, il se trouve à Dublin quelques mauvaises langues pour assurer que les travaillistes irlandais n'ont pas été désolés outre mesure de leur défaite, le 3 mai dernier, devant Mme Thatcher, car ils avaient manifesté leur hostilité à la politique agricole commune, jugée très positive de ce côté-ci de la mer d'Irlande. Mais on dément naturellement avec une vertueuse indignation, chez les intéressés, l'existence d'un tel manquement à la solidarité sociale-démocrate européenne...

Seul le Sinn Fail, Workers Party (S.F.W.P.), parti qui s'inscrit dans la mouvance communiste, apporte une note originale dans la campagne en se montrant très réservé sur les bienfaits du Marché commun. Même la politique agricole commune, à laquelle les autres formations sont particulièrement favorables en raison des bénéfices qu'en a retiré, selon elles, l'agriculture irlandaise, ne trouve pas grâce aux yeux des dirigeants du « parti des travailleurs », qui lui reprochent de desservir la classe ouvrière au profit d'une paysannerie conservatrice.

Mais les pronostiqueurs n'accordent au S.F.W.P. aucune chance de remporter l'un des quinze sièges à pourvoir, alors qu'ils en attribuent généralement six ou sept au Fianna Fail, quatre ou cinq au Fine Gail, trois aux travaillistes, et un, éventuellement, à l'ancien président de l'Irish Farming Association, M. Maher, personnalité indépendante très connue dans les milieux ruraux. Supputations qui alimentent de nombreuses conversations dans un pays où l'on a le goût de la chose publique, et où le pari est un sport national, mais que pourrait battre en brèche l'intention affichée par de nombreux électeurs de tenir compte des hommes plus que des étiquettes politiques.

Rompre le tête-à-tête avec Londres

Si les dirigeants des différents partis redoutent que le mécontentement populaire se traduise par une abstention assez forte, l'opinion paraît tout de même, globalement, favorable à la construction européenne, et au scrutin du 7 juin qui en fait partie. On peut y trouver deux raisons au moins.

La première est que la Communauté permet à la République irlandaise d'entretenir avec la Grande-Bretagne des rapports à la fois étroits, mais non plus strictement bilatéraux. Ni l'indépendance chèrement acquise par le sud de l'île ni l'évolution de la situation en Ulster, n'ont empêché en effet que le Royaume-Uni demeure un partenaire privilégié pour Dublin. Mais on n'est pas mécontent, en Irlande, que le tête-à-tête se soit mué en un débat à plusieurs voix. Situation qui permet, par exemple, d'espérer que l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Système monétaire européen mette rapidement un terme au désavantage que subissent les exportateurs irlandais depuis le léger « décrochage » de la livre locale par rapport au sterling.

D'autre part, les Irlandais, que leur nationalisme sentimental n'empêche pas de demeurer très conscients quant à la surface — géographique, mais aussi économique et politique — de leur pays, sont heureux (et même passablement fiers...) du rôle que Dublin parfoit à jouer dans le concert des Neuf. On n'ose pas trop s'en vanter, mais le fait que la République d'Irlande dispose de cinq fois plus de sièges que l'Ulster à Strasbourg, avec une population qui n'est que deux fois supérieure, ne laisse pas indifférent. *« Et puis*, ajoute un membre de l'Assemblée sortante, *croyez-vous que si je n'avais pas été un élu européen, j'aurais pu être reçu par Helmut Schmidt, Jacques Chirac ou le président Carter ? »* Quant à la prochaine présidence irlandaise du conseil des ministres des Neuf, qui doit prendre effet le 1er juillet prochain, elle remplit d'aise les Irlandais, et contribue à ranimer leur flamme européenne.

Celle-ci ne va jamais jusqu'à leur faire prôner la supra-nationalité. Mais elle les pousse souvent, à défaut de pouvoir être les premiers en Europe, à se vouloir, par quelque côté, les plus originaux des Européens. Témoin ce candidat du Fine Gail, le sénateur Myles Staunton, qui brigue les suffrages des électeurs de la région de Connaught, à l'extrême ouest du pays : *« Si je suis élu*, dit-il fièrement, *je serai le député de la circonscription la plus pauvre et la plus occidentale de l'Europe »*.

ULSTER : la représentation proportionnelle devrait assurer un siège aux catholiques

De notre correspondant

Belfast. — Le vote des Irlandais du Nord aux élections européenne reflétera très vraisemblablement les lignes de clivage traditionnelles entre communsautés protestante et cathodlique. Le gouvernement britannique ayant craint que le mode de scrutin qui s'applique dans le reste du Royaume-Uni (uninominal et majoritaire) n'aboutisse en Irlande du Nord à la seule représentation de la communauté protestante. Il a, en effet, décidé que les représentants de l'Ulster seraient élus à la représentation proportionnelle.

Ce système devrait permettre à M. John Hume, chef de file de la principale formation catholique modérée, le parti travailliste social-démocrate (S.D.L.P.), d'être parmi les trois représentants de l'Irlande du Nord à l'assemblée européenne. M. Hume, qui travaille actuellement avec la Commission de Bruxelles, est un personnage influent dans les milieux politiques européens et américains. Il est l'ami personnel du sénateur Kennedy et du président de la chambre des représentants des Etats-Unis, M. O'Neill.

Les deux sièges iront très certainement au pasteur Ian Pailey, le plus extrémiste des extrémistes protestants, qui, dans ses récents discours, s'est élevé contre la domination de la Communauté européenne par les catholiques, et l'autre au leader du parti unioniste officiel, à peine plus modéré, qui représente la majorité des électeurs protestants.

Mais, pour les membres de l'IRA provisoire, la Communauté européenne n'est rien d'autre qu'un *« club de riches »*, et l'organisation nationaliste catholique appelle au boycottage des élections.

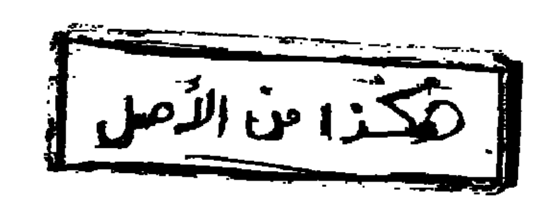
DAVID McKITTRICK.

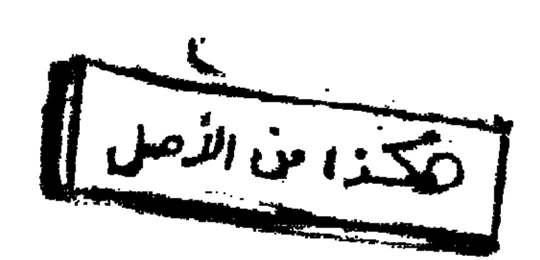
« LE PÉTROLE ANGLAIS PEUT SERVIR L'EUROPE » estime M. Mitterrand

M. François Mitterrand a déclaré, dimanche 3 juin, au cours d'une conférence de presse à Mâcon, que le parti socialiste est le seul à présenter une liste européenne. *« D'abord*, a-t-il dit, *parce que nous sommes pour l'Europe, ce qui n'est le cas ni de M. Chirac ni du parti communiste, et pour une Europe qui soit indépendante, alors que de l'autre côté, la liste gouvernementale n'est européenne que dans la mesure où elle entend s'insérer dans le système économique, donc politique, dont les décisions seront prises sur d'autres continents. (...) »*

A propos du problème pétrolier, M. Mitterrand a estimé que sa solution pouvait être la première démonstration de l'utilité et de l'efficacite de l'Europe, l'un de ses membres — la Grande-Bretagne — étant possesseur de pétrole alors que les autres ne le sont pas.

Il a annoncé qu'il allait avoir des contacts dans la semaine avec les autres partis socialistes ou social-démocrates d'Europe pour traiter des problèmes non seulement énergétiques, mais aussi de la recherche, de la santé et des transports.





DEVANT CINQUANTE MILLE PERSONNES A BAGATELLE

M. CHIRAC : ce qui nous sépare de l'U.D.F. sur l'Europe est incomparablement plus profond que ce qui nous unit

Malgré un temps maussade, quelque cinquante mille sympathisants venus de toute la France ont répondu, samedi 2 juin, à l'appel de M. Chirac et participé sur les pelouses de Bagatelle à une de ces vastes manifestations où les gaullistes raffermissent leur confiance. Ce rassemblement a couronné les vingt-cinq réunions qu'au nom de la liste de Défense des intérêts de la France en Europe M. Chirac a tenues en province (il se rendra encore à Clermont-Ferrand le 6 juin et à Pau le 7 avant de se consacrer à Paris). Il a voulu aussi démontrer que la foi militante des gaullistes était toujours grande malgré les attaques de leurs partenaires, malgré la tiédeur, la réticence ou le scepticisme de certains élus R.P.R. (les ministres ainsi que MM. Chaban-Delmas, Guichard et Guéna étaient absents, alors que M. Couve de Murville était présent) et malgré l'influence de la télévision et les sombres pronostics des instituts de sondage.

La foule populaire s'est répartie tout au long de la journée entre les forums politiques, les marchands de merguez, les spectacles de variétés et les signatures de livres avant de se rassembler pour les discours devant un grandiose décor : un podium de 40 mètres de long tout fleuri de tricolore sur lequel avaient pris place les quatre-vingt-un candidats, surmonté d'une imposante croix de Lorraine, réplique exacte de celle du mémorial de Colombey.

Tous les orateurs ont exalté le gaullisme et dénoncé avec une indignation appuyée et une vigueur accrue l'« usurpation » à laquelle se livreraient les candidats de la liste de Mme Veil et de M. Barre. Le nom du chef de l'Etat n'a toutefois été prononcé par personne et son action n'a pas été mise en cause, alors que celle du premier ministre a été largement contestée.

M. Chirac a dit très clairement que ce qui le sépare de l'U.D.F. « est incomparablement *plus profond que ce qui nous unit* », notamment en matière européenne. Mais si les gaullistes redoutent que le pays ne soit entraîné sur une voie « centriste », « atlantiste » et « supranationale », ils ne veulent pas non plus être soupçonnés de connivence avec les communistes. C'est pourquoi les orateurs ont affirmé avec force qu'« il n'y avait rien de commun » entre eux et les amis de M. Marchais. Enfin, envisageant dès maintenant les lendemains du 10 juin, ils ont lancé la consigne de poursuivre l'action soit pour « exiger un gouvernement de salut public », selon le vœu de M. Maurice Schumann, soit pour préparer une « nouvelle traversée du désert », selon l'éventualité envisagée par M. Michel Debré, soit, selon M. Chirac, pour continuer à dénoncer « la tiédeur, la mollesse ou l'abandon ». — A. P.

M. Maurice Schumann, président du comité national de soutien à la liste DIFE, a déclaré : « *Si nous ne savons pas ce que le général de Gaulle dirait, ferait, penserait aujourd'hui, — en revanche, nous savons fort bien qui le combattait hier, quoi qu'il pût dire, quoi qu'il fît, quoi qu'il pensât. (...)*

» *Exigez le 10 juin, par votre vote, le gouvernement de salut public, déjà requis par votre angoisse, qui seul peut faire en sorte que, dans l'Europe nécessaire, la France soit elle-même, donc — que dans le monde — l'Europe enfin devienne elle-même à l'appel de la France.* »

M. Pierre Messmer, ancien premier ministre, candidat sur la liste DIFE, parlant de M. Marchais, lance : « *L'industrie allemande lui inspire, paraît-il, de graves soucis. Mais pourquoi y a-t-il travaillé et encore en temps de guerre ?* » Il poursuit : « *Les listes de l'U.D.F. et du P.S. ont comme un petit air de famille. Mais la première est soutenue, avec une insistance qui ne pourra pas être sans conséquence, par le premier ministre en exercice.* »

M. Michel Debré, ancien premier ministre, prédit : « *Attendez quelques semaines, au mieux quelques mois, et vous verrez bien des élus issus des autres listes s'incliner devant des propositions tendant à mettre en place des institutions politiques supranationales, à nous imposer des contraintes en matière d'affaires extérieures ou d'affaires militaires... Je les attends, ces beaux orateurs qui, se taillant chaque jour un pourpoint dans le manteau royal du général de Gaulle, aujourd'hui en appellent à l'indépendance française, et demain s'inclineront devant une majorité d'étrangers, hostile à toute indépendance française.*

» *Je vous dis que le combat n'en est qu'à son commencement ! Certains disent : après le 10 juin, la page sera tournée et tout recommencera comme avant !*

» *Rien ne peut recommencer comme avant à partir du moment où la priorité n'est pas donnée au rétablissement de la capacité française. Tout au contraire. Il faudra amplifier notre campagne, étendre notre influence. Peut-être une traversée du désert nous attend-elle puisqu'il est espéré que vienne le jour où, pour assurer la marche des affaires, une nouvelle majorité que l'on dira européenne et non française, entendra suivre son chemin sans nous. Que nous importe ? Nous nous battrons pour le 10 juin. Nous nous battrons après le 10 juin, et nous vaincrons.* »

M. Jacques Chirac déclare alors :

« *Depuis plusieurs semaines, nous assistons à une extraordinaire entreprise de mystification de la part des responsables de la liste officielle conduite par Mme Simone Veil et parrainée par M. Barre.*

» *Il s'agit pour eux de capter une partie de l'électorat gaulliste et, pour ce faire, d'accréditer l'idée que la politique européenne du gouvernement actuel se situe dans la ligne de celle que, pendant plus de quinze ans, ont conduite le général de Gaulle et Georges Pompidou.*

» *Cela est faux, et je voudrais le prouver en rétablissant du même coup une vérité historique qui tient en une phrase : sur l'Europe, ce qui nous sépare de l'U.D.F. est incomparablement plus profond que ce qui nous unit.*

» *La vérité historique, c'est que depuis trente ans au moins, s'opposent deux idées nettement tranchées de l'organisation européenne.* »

Il décrit alors l'« *idée supranationale* » et déclare :

« *Qu'on ne vienne pas me raconter que M. Lecanuet a été, est ou sera gaulliste, lui qui préside le C.D.S. et adhère au parti populaire européen dont la plate-forme électorale, publiée le 14 février 1979, explique qu'il faut » construire une Europe à finalité » fédérale, ... renforcer le pouvoir » exécutif de la Communauté et » étendre les compétences du » Parlement européen.*

» *Et qu'on ne me dise pas non plus que ces hommes ont changé. J'ai pris mes citations en 1979, et non pas en 1965, époque héroïque où M. Lecanuet se faisait un honneur d'avoir mis le général de Gaulle en ballotage avec le soutien d'un comité où siégeait d'ailleurs M. Barre, et où M. Pflimlin réclamait un changement radical dans l'orientation de la politique étrangère de la Ve République.*

» *La vérité historique, c'est que, après s'être mis en sommeil le temps d'une campagne électorale, pour ne pas effaroucher notre électorat et se prêter à une odieuse entreprise de récupération, les colistiers de Mme Veil, qui se répartiront à Strasbourg entre divers groupes politiques, tous dirigés par des étrangers, espèrent bien prendre leur revanche.* »

M. Chirac, évoquant la situation intérieure, affirme : « *La politique que le gouvernement conduit depuis 1976 et qui devait aboutir au redressement du pays a échoué.*

» *Si le discours de nos gouvernants est musclé, voire hautain et morigénateur, la réalité est molle et velléitaire ; qu'il s'agisse de l'énergie, des économies à faire, de la remise en ordre des dépenses administratives, de la politique sociale... Les vraies réformes sont dans les tiroirs.* »

Il proclame enfin : « *Contrairement à ce qu'affirme M. Barre, il existe une alternative. Une autre* politique *est possible et nous la proposons depuis trois ans.* »

A l'extrême droite

M. ALMIRANTE DÉMENT QUE LE M.S.I. APPORTE SON SOUTIEN FINANCIER AU P.F.N.

A l'occasion d'un déjeuner organisé à l'intention de la presse, dimanche 3 juin, à Paris, en présence des représentants des formations italienne et espagnole membres de l'Eurodroite, notamment M. Giorgio Almirante, secrétaire général du Mouvement social italien (M.S.I.), et M. Servando Balaguer, membre du bureau politique de Fuerza nueva, M. Jean-Louis Tixier-Vignancour, porte-parole du Parti des forces nouvelles et leader de la liste de l'Union française pour l'Eurodroite, a indiqué que sa formation avait pu faire imprimer et acheminer vers les préfectures, dans les délais normaux, les bulletins qui seront mis à la disposition des électeurs dans chaque bureau de vote.

En revanche, les électeurs ne recevront à domicile ni bulletin de vote ni profession de foi. Le P.F.N. fera campagne sur le thème : « *Dans un scrutin à la proportionnelle, voter utile c'est voter pour ses idées.* »

Les dirigeants du P.F.N. ont présenté à la presse un dépliant de propagande dans lequel ils réaffirment notamment qu'ils ont obtenu les quelque deux millions de francs nécessaires au financement de leur campagne, « *grâce au sacrifice de cent vingt militants et responsables qui se sont portés collectivement caution pour cette somme* », afin que leur formation ne soit pas absente du scrutin et que leurs électeurs « *ne soient pas contraints de choisir entre Simone Veil et Michel Debré* ».

En réponse à une question, M. Almirante a démenti que le M.S.I. ait apporté en la circonstance son soutien financier au P.F.N. Il a souligné que si, de toute façon, celui-ci le lui avait demandé, il n'aurait pas pu lui donner satisfaction faute de disposer lui-même des moyens financiers satisfaisants. « *Je suis flatté qu'on ait pu dire cela, mais je ne suis pas Agnelli* [N.D.L.R. le patron de Fiat]. *Je suis le secrétaire d'un parti qui a actuellement deux milliards trois cents millions de dettes.* »

Le leader du M.S.I., qui est candidat à l'élection européenne et paraît sûr d'être élu, a proposé que les dirigeants de l'Eurodroite se réunissent à Paris après le scrutin pour tirer ensemble les leçons de la consultation.

Tribune du 10 juin

Européens, si vous saviez...

par LOUIS FEUVRIER (*)

TOUT le monde parle aujourd'hui de la « bande des quatre », cette formule célèbre apparue dans *le Monde* du 8 février 1978 sous la signature de Michel Jobert. Ainsi était soulignée, dès avant les élections législatives, la complicité des quatre partis dominants pour bloquer à leur profit la vie politique, comme aujourd'hui dans l'élection européenne.

De même, ne revenons pas sur les modalités curieuses du scrutin du 10 juin. Dès septembre 1978, nous avons alerté l'opinion publique. Depuis, les prises de position se sont multipliées, et c'est tant mieux, pour dénoncer la loi électorale, sa censure politique et financière, les discriminations imposées à tout ce qui n'est pas parlementaire, et une précampagne tapageuse outrageusement réservée à quelques-uns au point de ridiculiser la prétendue objectivité de la campagne officielle, quand son heure est venue. De toutes les pratiques électorales, la nôtre apparaît comme la plus tendancieuse. Où s'arrêtera-t-elle ?

Dans un tel système, des citoyens, pour se faire entendre, n'ont d'autre choix que de créer l'incident ; d'autres s'indignent et se détournent de la caricature d'une démocratie, devenue le privilège de quelques-uns, dans une débauche d'argent de toutes provenances. Plus l'Europe est absente, plus la politique intérieure est présente : les « quatre », fermés par leur pré carré politique, n'utilisent l'Europe que pour évaluer leurs chances avant les élections présidentielles.

∴

Que propose-t-on ? « L'Europe-prétexte » pour satisfaire les opérations de tactique intérieure ou l'ambition vers l'impérium du présiden. de la République ? « L'Europe de l'impuissance », puisqu'elle est si loin de vouloir affirmer la moindre indépendance vis-à-vis des blocs ?

De « l'Europe, c'est l'espoir » au refrain « tout le traité de Rome, rien que le traité de Rome », une certitude : cette Europe est celle des faux-semblants. En quoi mériterait-elle qu'on s'engageât pour elle ? L'abstention est malheureusement le seul refus possible d'un salmigondis où ne surnage rien de ce qui compte : la liberté de l'Europe.

Européens, si vous saviez... Si vous saviez comme le monde a besoin de l'Europe, à l'heure où les superpuissances sont depuis peu sur la défensive ; comme le monde a besoin de la liberté de l'Europe, de pouvoir l'entendre et de s'y référer ! Si vous saviez comme nous allons passer au large de cette Europe-là, faute d'avoir pris, dans le tohu-bohu présent, les orientations fondamentales.

∴

Le traité de Rome, vingt-deux ans après sa signature, est dépassé sans avoir été appliqué, chacun le sait bien. L'inspiration fédérale qui le guidait, en 1957, n'existe plus. Les conditions nécessaires non plus. Heureusement ! Comment ignorer le bouleversement : la fin de la colonisation ; les deux superpuissances passant de l'hégémonie offensive à la domination défensive ; l'émergence de la Chine, des pays pétroliers et du tiers-monde ; le déficit américain consciemment organisé et entraînant l'inflation et le cours forcé d'un dollar non gagé depuis 1971 ; l'assaut commercial donné à l'Europe ; le non-respect des règles élémentaires du Marché commun ; les multiples dérogations consenties dans une crise profonde des économies et des changes ; la montée des égoïsmes nationaux et l'absence de toute perspective culturelle ?

— N'est-il pas fondamental de se débarrasser de la relique du traité de Rome, d'ouvrir une négociation sur la confédération de l'Europe ? N'est-il pas essentiel de rechercher les indispensables solidarités avec les pays méditerranéens, africains, asiatiques, sud-américains ? Ne serait-il pas révélateur de cesser de jouer des comédies autour de « politiques communes » de l'énergie, des transports, de l'aéronautique, de l'environnement, de l'armement et de la défense, et de passer enfin aux actes ?

— Les Etats-membres sont-ils donc prêts pour une confédération européenne avec ses conséquences : un système institutionnel doté d'un exécutif et de deux chambres (Sénat et Assemblée) dans lequel des secteurs bénéficieraient d'une orientation ou d'une gestion commune ?

— Les Etats-membres veulent-ils résolument le non-alignement à l'égard des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. ? Sinon, il n'y a pas d'Europe. Il n'y a que des mots pour cacher une double tutelle, inchangée. Qui croit encore au « parapluie nucléaire » américain sur l'Europe après l'abandon de l'Indochine, de Taïwan, du chah d'Iran et quand pointent les redoutables négociations SALT 3, dont le but avoué est le désarmement de l'Europe et la mise sous contrôle de la force nucléaire française ? Qui ne voit — sauf notre gouvernement — que Russes et Américains conjuguent leurs efforts pour y parvenir ? Qui ne comprend que, après tant de désinvolture et de manipulations exercées sur les pays européens, l'alliance atlantique a fait son temps et qu'il faut lui substituer un texte où l'Europe soit désormais considérée comme un partenaire puissant et non comme vassal ?

— Veut-on enfin affirmer la foi des pays de la Communauté en la démocratie ? Il est temps de comprendre que la vraie finalité d'une démocratie est de pousser sans cesse le citoyen vers l'exercice d'une responsabilité pour y prendre sa mesure et se dépasser. Avec la farce des élections du 10 juin, on n'en prend guère le chemin. Dans ce clair-obscur des molles indécisions, on oublie de respecter les citoyens en leur disant la réalité, et on craint par-dessus tout qu'ils ne prennent la liberté et la responsabilité d'aller voir de près ce qu'il en est, au juste. Citoyens européens, si vous saviez...

(*) Conseiller national du Mouvement des démocrates.

LA FÊTE DES JEUNES GISCARDIENS

Le débat européen est plein d'arrière-pensées pour 1981

déclare M. Barre

La fête organisée par le mouvement Autrement a rassemblé, samedi 2 juin, à Courbevoie, environ deux milliers de personnes. M. Raymond Barre et Mme Simone Veil sont intervenus.

Le premier ministre a dénoncé la manière dont se déroule la campagne pour les élections européennes. « *Ce débat*, a-t-il dit, *est plein d'arrière-pensées pour 1981 ; pour certains, il ne s'est agi que de trouver des prétextes à faire des procès d'intention et à discuter de problèmes qui n'ont que de lointains rapports avec l'objet de la consultation.* »

M. Barre a aussi évoqué les réactions suscitées par l'annonce de son soutien à la liste conduite par Mme Veil. Il a déclaré : « *L'émotion s'est emparée des milieux politiciens, une émotion feinte ou profonde, je n'ai pas réussi à le savoir. J'ai entendu dire que le premier ministre n'avait aucun sens de la politique ; que soutenir une liste, c'était ne pas être un bon ministre ; que le premier ministre allait agir dans des conditions qui faussaient la consultation. C'est tout juste s'ils ne m'ont pas empêché de parler à la télévision.*

» *C'est la plus belle calembredaine que j'ai entendue depuis que j'observe un peu ce qui se passe dans ce milieu-là. Ils auraient voulu que le premier ministre se taise alors que la politique du président de la République et du gouvernement est chaque jour mise en cause dans des termes inadmissibles. Ils auraient même voulu que le premier ministre, s'il n'avait pas décidé de parler, puisse se prononcer pour les listes qui critiquaient le gouvernement et contre la liste qui soutenait le gouvernement.*

» *C'est ce genre de calembredaine qui finit par ruiner un crédit auprès de l'opinion. L'opinion comprend les problèmes et ne réagit pas selon les mœurs spéciales d'un microcosme ou les choses qui comptent n'ont rien à voir avec l'essentiel.* »

Mme Simone Veil s'est adressé aux jeunes en ces termes : « *Au cours de cette campagne, on vous a un peu oubliés, on n'a pas beaucoup parlé de vous. Moi, je ne vous ai pas oubliés, car, l'Europe, c'est pour vous que nous la faisons. Vous êtes le sens de notre vie. Nous savons bien que c'est vous qui poursuivrez notre tâche. Seulement là où nous avons tort, nous les adultes, c'est souvent de penser à votre place.* »

Auparavant, M. Hugues Dewavrin, porte-parole du mouvement Autrement, avait présenté la synthèse des propositions des « cahiers des jeunes pour l'Europe ». Il avait affirmé : « *Les débatteurs professionnels sont peut-être en train de tuer dans l'œuf la grande aventure du vingtième siècle. Il y a deux raisons essentielles à notre déception : Depuis deux mois, les procès d'intentions sont permanents ; et on ne nous parle que bien peu de projet ou de programme concrets.* »

Sont également intervenus à la tribune, le chanteur Hervé Villard et le coureur motocycliste Jean-Paul Chemarin.

● *L'Union des jeunes pour le progrès* (jeunes gaullistes), que préside Bernard Fournier, ayant appelé à « *voter blanc ou nul* », plusieurs anciens dirigeants nationaux de ce mouvement ont décidé de fonder un Club d'action pour l'indépendance et la participation et d'appeler à voter en faveur de la liste de M. Chirac. Cet appel est signé de MM. Christian Azaïs, Claude Courant et Joël Girault, et de militants appartenant aux fédérations U.J.P. de Paris, des Alpes-Maritimes, de Loire-Atlantique et des Ardennes.

● *MM. Georges Marchais et Jean-Jacques Servan-Schreiber* débattront face à face jeudi 7 juin, à 13 heures, au micro de R.T.L. Le président du parti radical avait proposé des rencontres de ce type à plusieurs chefs de file de listes européennes, et notamment à MM. Jacques Chirac et Marchais. Le secrétaire général du P.C.F. a déclaré dimanche 3 juin : « *Du moins cet ultra de l'intégration européenne* (qu'est M. Servan-Schreiber) *a-t-il le mérite de dire tout haut ce que les autres listes préparent, mais dissimulent.* »

A Nice

M. Médecin mène une campagne personnalisée

MM. Philippe Malaud et Jacques Médecin, anciens ministres, et M. Pierre Poujade, ancien responsable de l'Union de défense des commerçants et artisans (U.D.C.A.), ont présenté le programme de la liste de l'Union de défense interprofessionnelle pour une France indépendante dans une Europe solidaire (UDIP-FIDES) qu'ils conduisent ensemble pour les élections européennes, au cours de deux réunions publiques, le samedi 2 juin à Marseille et le dimanche 3 juin à Toulon. Un troisième meeting doit avoir lieu le jeudi 7 juin à Nice, dans la ville dont M. Médecin est maire, et où il mène une campagne active et personnalisée.

De notre correspondant régional

Nice. — Aussi nombreuses que les portraits de Mme Veil ou de M. Marchais, les affiches de la liste UDIP-FIDES font savoir à tous que M. Médecin est candidat au Parlement européen. Les premières proclamaient que pour « *Une Europe sans complexe* », il fallait être « *Avec Jacques Médecin* ». D'autres vilipendent à présent « *la bande des quatre* » qui « *confisquent la radio et la télévision à leur profit* » et invitent à dire « *Non à l'Europe des partis* » mais « *Oui à l'Europe des réalités* » toujours « *Avec Jacques Médecin* ».

Quand le nom du maire de Nice figure avec ceux de MM. Malaud et Poujade, il est alors cité dans l'ordre alphabétique au deuxième rang, et non en troisième place comme sur la liste officielle. M. Médecin explique à ce sujet qu'il a commencé sa campagne avant de connaître le nom de son troisième partenaire, M. Poujade, et personne ne s'étonne que le maire de Nice use du crédit dont il pense disposer localement pour promouvoir la liste à laquelle il appartient (1). Certains lui prêtent cependant l'intention de se servir de ces élections pour tester à nouveau sa popularité personnelle auprès des électeurs niçois dont le soutien lui a, à l'évidence, manqué lors des élections municipales partielles d'octobre 1978 et des cantonales de mars dernier.

Pour d'autres, M. Médecin chercherait à faire la démonstration de son influence électorale dans le département des Alpes-Maritimes en pensant aux présidentielles de 1981. S'il y parvient, expliquent-ils, M. Giscard d'Estaing pourrait être obligé de le « ménager » et de ne pas favoriser ultérieurement une initiative tendant à le supplanter dans sa ville. Ainsi la campagne de M. Médecin déborde-t-elle le cadre niçois et touche également — grâce à l'activité de trois cents afficheurs bénévoles — les principales villes du département ainsi que les vallées de l'arrière-pays.

M. Médecin écarte toutes ces hypothèses et met simplement en avant son idéal européen. « *Dès 1945*, rappelle-t-il, *j'ai adhéré au Mouvement fédéraliste européen et je me suis toujours battu pour l'unité européenne. Ma candidature se situe dans le droit fil de mes engagements antérieurs. Elle n'est nullement dictée, comme l'a écrit* la Lettre de l'U.D.F., *par le dépit et l'amertume, car je n'ai pas demandé à figurer sur la liste de la majorité présidentielle, ni n'ai été invité d'ailleurs à le faire. Je ne suis pas candidat contre quelqu'un ou contre un parti, mais pour défendre mes idées, et ma fidélité au chef de l'Etat ne peut être mise en doute. L'inégalité des conditions dans lesquelles se déroule la campagne nous met, dès le départ, en état d'infériorité. Je sais d'ailleurs qu'une partie de mes électeurs ne me suivront pas car on leur a dit qu'il faut voter « utile ». J'ai donc, en définitive, plus à perdre qu'à gagner, mais si l'on ne perd pas pour son idéal, pourquoi perd-on ?* »

GUY PORTE.

(1) Figure également sur la liste UDIP-FIDES un ancien élu de la municipalité de M. Jacques Médecin, M. Charles Mirabello, dont le nom est très connu dans les milieux des rapatriés niçois. Selon M. Médecin, les seuls frais d'imprimerie de la liste UDIP-FIDES représentent plus de 3 millions de francs, réunis grâce « *à des amis qui ont mis la main à la poche* ».

Le Monde

société

JUSTICE

Les aumôniers des prisons rappellent leur opposition à la peine de mort

Les aumôniers — catholiques et protestants — des prisons qui avaient manifesté leur opposition à la peine de mort, dès 1963, demandent à nouveau sa suppression.

« Vivant en contact quotidien avec les détenus, écrivent-ils dans une déclaration commune, *ayant, pour certains d'entre nous, accompagné des condamnés jusqu'à la guillotine, nous voulons dire, à notre tour, notre espoir unanime de voir disparaître de notre législation cette peine inhumaine et anachronique. Nul n'a le droit de porter atteinte à la vie des hommes, pas plus la société que les individus. Elle ne leur appartient pas. Pour le croyant, la vie est, de plus, don de Dieu. Elle est sacrée et échappe au pouvoir de l'homme. Singulier paradoxe pour la société que de donner la mort pour assurer le respect de la vie ! »*

Dénonçant l'« exorcisme » que représente la peine capitale, les aumôniers expliquent pourquoi ils sont hostiles à une peine de remplacement, et ajoutent : *« Certes, nous n'oublions pas les victimes et nous souffrons de tant de violence, mais ce n'est pas la mort du criminel qui peut rendre vie à la victime, et ce n'est pas par la violence que l'on peut espérer arrêter la violence. C'est ce respect de l'homme, cette reconnaissance de la valeur de la vie, de son caractère inviolable qui nous fait également rejeter une « peine de remplacement », qui serait une très longue peine d'emprisonnement, sans réduction possible, ne tenant ainsi compte ni des dispositions du condamné ni de ses capacités et de ses efforts de réadaptation. Supprimer l'espoir au cœur de l'homme, c'est une autre façon de le tuer. »*

● *Un légionnaire tué en Corse.* — Un sous-officier du deuxième régiment étranger de parachutistes, le sergent Pascal Payen, âgé de vingt-cinq ans, a été tué à coups de revolver, dans la nuit du samedi 2 au dimanche 3 juin à Calenzana (Haute-Corse). Son

RELIGION

Au cours d'un pèlerinage à Lourdes

Un commando de traditionalistes assomment le recteur des sanctuaires de la basilique

De notre correspondant

Tarbes. — Des membres du pèlerinage traditionaliste de l'abbé Ducaud-Bourget et de l'abbé Coache, présents à Lourdes pour les fêtes de Pentecôte, ont provoqué, dimanche soir 3 juin, un incident dans la basilique du Rosaire.

Le recteur des sanctuaires de Lourdes, le Père Joseph Bordes, était descendu en ascenseur après le dîner dans la basilique pour y prier seul ; c'est alors qu'une trentaine de personnes firent irruption dans la basilique et assommèrent le Père Bordes. Auparavant, ce dernier avait donné l'alarme et les gardes du domaine de la grotte purent mettre en fuite les agresseurs.

Les intentions de ces derniers, aux dires des autorités religieuses de Lourdes, ne font pas de doute. Ils voulaient occuper la basilique du Rosaire et les lieux de cérémonie (basilique souterraine), l'accès à la grotte étant impossible à cause d'une crue soudaine du gave de Pau depuis vendredi.

Le « commando » traditionaliste s'est, pense-t-on, saisi de fausses clés pour pénétrer dans la basilique du Rosaire à moins qu'il ait réussi à se procurer un des trousseaux à la disposition du clergé.

La police de Lourdes, auprès de laquelle le recteur des sanctuaires a déposé une plainte, enquête. Certains incidents s'étaient déjà produits dans l'après-midi entre les traditionalistes et les responsables des sanctuaires qui, comme l'an dernier, leur demandaient de ne pas créer de tensions avec les nombreux autres pèlerinages français et étrangers présents à Lourdes.

La veille, le Père Bordes avait donné lecture d'un communiqué de Mgr Donze, évêque de Tarbes et de Lourdes, protestant contre le pèlerinage des traditionalistes, et il avait invité les fidèles à ne pas participer à cette manifestation. L'évêque précisait d'autre part que les traditionalistes agissaient en désobéissance à l'Eglise et avait refusé le droit de confesser à leurs prêtres.

● *Le Père John Vaughn,* âgé de cinquante et un ans, californien, a été élu à Assise ministre général de l'ordre des frères mineurs (franciscains). Il succède au Père Costantino Koser, brésilien, qui a dirigé l'ordre pendant quatorze ans.

L'ordre des frères mineurs compte 21 326 religieux (dont 14 792 prêtres) répartis dans 3 122 monastères.

MÉDECINE

En Vendée

LE P.S.U. ACCUSE LE CONSEIL RÉGIONAL DE L'ORDRE D'AVOIR SUSPENDU TROIS MÉDECINS POUR DES MOTIFS POLITIQUES.

Le bureau politique du P.S.U. vient d'annoncer que trois médecins de La Roche-sur-Yon (Vendée), les docteurs Morineau, chef de service hospitalier, Lebouédec, assistant en pédiatrie, et Boujot, rhumatologue, ont été suspendus pour un mois par le conseil régional de l'ordre des médecins d'Angers.

Les trois médecins continuent toutefois à exercer, leur appel auprès du conseil national de l'ordre des médecins étant suspensif.

Deux de ces médecins sont membres du P.S.U., précise un communiqué de ce parti, qui poursuit : *« Bien que ces médecins aient payé leur cotisation, l'ordre les a cités pour « mauvais vouloir et opposition de nature politique ». Ils ont été condamnés pour « attitude anti-déontologique et dénigrement de l'ordre »,* indique le P.S.U., qui ajoute : *« Comme si les médecins n'avaient pas le droit d'avoir et d'exprimer une opinion sur l'ordre auquel ils sont obligés de verser une masse de cotisations de l'ordre de 5 milliards d'anciens francs par an. »*

Selon le P.S.U., l'opposition de ces trois médecins à l'ordre *« repose effectivement, entre autres, sur des éléments politiques : les objectifs du système de santé, l'avenir de l'assurance-maladie, le sabotage du système conventionnel, la formation des médecins, le droit à la contraception et à l'interruption volontaire de grossesse, etc. »*

LES ACCIDENTS DANS LES HOPITAUX : DEUX ASSOCIATIONS RÉAGISSENT

L'Ordre national des patients (1) demande, après les incidents survenus dans les hôpitaux, ces dernières semaines, que les responsables soient sanctionnés *« avec la plus grande énergie ».* Cette association estime, d'autre part, que dans l'immédiat il est indispensable de rétablir la confiance et, dans ce sens, juge utile la création, dans tout hôpital, d'un médiateur qui réglerait les incidents qui pourraient éventuellement survenir.

L'Association nationale du malade hospitalisé (2) souhaite, pour sa part, une amélioration des conditions d'hospitalisation, et notamment de meilleures relations humaines entre les usagers des établissements hospitaliers et les praticiens de la santé.

(1) L'Ordre national des patients, 9, rue du Commandant-Pilat, 92200 Neuilly.

(2) L'Association nationale du malade hospitalisé. Siège national « Daviken », Les Genêts, 49140 Baune.

● *Condamnation d'un médecin-anesthésiste.* — Pour homicide involontaire, le docteur Nicole Thierry, médecin-anesthésiste, a été condamnée à 1 000 francs d'amende, vendredi 1er juin, par la vingtième chambre de la cour d'appel de Paris. Le 5 juillet 1978, elle avait été relaxée par le tribunal correctionnel d'Evry (*le Monde* du 7 juillet 1978). Il lui a été tenu rigueur de s'être déchargée de sa responsabilité en abandonnant, le 14 mai 1970 à l'hôpital d'Etampes, un patient en cours d'intervention à une jeune infirmière qui n'était même pas aide-anesthésiste.

L'opéré, M. Claude Malet, vingt-deux ans, monteur-électricien à l'E.D.F., qui avait eu la mâchoire fracturée en tombant d'un pylône, était mort pendant l'opération, d'un arrêt cardiaque.

AU TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS

Après treize audiences du procès de l'« opération Babel » accusateurs et accusés restent sur leurs positions

Cinquième semaine, déjà treize journées de débat de cinq heures chacune. Le public ordinaire, celui qui, au début, venait en curieux à la 31e chambre correctionnelle du tribunal de Paris, avec on ne sait quelle espérance secrète, a depuis longtemps renoncé (1). Le tribunal, lui, son président M. Schoux en tête, ne renonce pas. Du côté des prévenus de l'« opération Babel », c'est une autre affaire. La fatigue peu à peu joue son rôle. Si encore on entrevoyait l'issue ! En aura-t-on fini le 15 juillet ? Pour l'heure, on enregistre déjà quelque retard. Le moment en tout cas n'est pas en vue où M. Jean-Pierre Guyot pourra prononcer son réquisitoire. D'ici là, les positions respectives pourront-elles sérieusement être entamées ? Chacun campe sur ses positions.

Ceux qui accusent, administration fiscale et ministère public, tiennent ceux qui sont là et ceux qui n'y sont pas pour les membres d'une organisation de fraude qui ne pouvaient pas ignorer les anomalies de cette succession d'opérations dont les plus-values furent escamotées. Ceux qui se défendent rétorquent à la fois que ces opérations — telles, en tout cas, qu'ils étaient en mesure de les juger chacun à leur place — n'avaient rien de monstrueux, que tous ces impôts divers qui ne furent pas acquittés l'auraient été plus tard, c'est-à-dire qu'il était légitime d'en différer le paiement. Au reste, les commissaires aux comptes, les experts de tout poil auxquels ils avaient recours ne les ont-ils pas longtemps confortés dans cette idée ?

Le temps des réviseurs

« Je suis oiseau, voyez mes ailes. » On peut paraphraser. Par exemple : *« Je suis honnête, voyez mes comptes ».* C'est ce que font les P.-D. G. des principales sociétés en cause. Depuis le premier jour, M. Jean-Claude Jacquesson et M. Jean Rebotier disent en substance : *« Comment aurions-nous pu deviner toutes ces anomalies dans nos bilans et nos comptabilités alors que nous avions, pour y parer, demandé spécialement à nos commissaires aux comptes, ensuite à un organisme spécialisé, la Compagnie fiduciaire européenne, de tout éplucher pour être assurés de n'encourir aucun reproche ? »*

C'est vrai qu'ils ne lésinèrent pas. Il leur en coûta 240 000 francs selon M. Jacquesson, qui trouve aujourd'hui la note salée pour le résultat. Alors ? Tous ces réviseurs mobilisés durant des mois furent-ils, dans un premier temps du moins, trop complaisants alors que M. Jacquesson croyait embaucher des gendarmes ? Ils ne furent sans doute ni l'un ni l'autre. Tous ces jours-ci, ils l'ont assez bien exprimé, que ce soit M. Roger Bugat, commissaire aux comptes des sociétés SESI, Testa-Ventilègne, SOCOPRIM, que ce soit MM. Jean-Pierre Bassod et Michel Christophe, de la Compagnie fiduciaire européenne, qui prirent la relève à la demande de M. Bugat.

Ils avaient reçu pour mission d'organiser les comptabilités de toutes ces sociétés, nettement dépassées par l'importance de ce qu'elles entreprenaient depuis que M. Flatto poussait à la roue. M. Jacquesson leur avait bien demandé de tout mettre en ordre et de veiller à ce que les écritures respectent les textes fiscaux. On se lança même dans une révision qui s'imposait et à laquelle, au sein du groupe, personne ne semblait faire obstacle. Les documents demandés étaient présentés. On s'inclinait devant les remarques faites. Il y avait bien eu, dès 1971, la découverte de deux opérations plus ou moins bien expliquées, mais enfin...

Aussi ces réviseurs ne furent-ils point alarmés par ce qui se passa lorsque fut menée l'« opération Lafayette » avec constitution d'une société en participation dans laquelle la SESI, qui apportait pourtant un immeuble acheté 19 millions de francs et revendu le même jour pour 31 millions aux trois sociétés civiles immobilières qui constituaient avec elle cette société en participation, se retrouva créancière de 12 millions, soit le montant de la plus-value. N'aurait-on pas dû remarquer l'étrangeté de cette société à laquelle l'un des participants apportait un bien qu'il avait déjà revendu ? Pour le moins, ne fallait-il pas dire que cette plus-value impliquait immédiatement le paiement de l'impôt ?

Cela n'est pas apparu à nos réviseurs. M. Bassod dira qu'à l'époque la doctrine de l'administration fiscale n'était pas suffisamment claire pour qu'on puisse imposer quoi que ce soit. M. Christophe dira que cette affaire de la société en participation, au vu des éléments dont il disposait, ne présentait pas d'anomalies. Et pourtant, durant les quatre heures qu'il fut à la barre, M. Christophe a beaucoup souffert, rougi, pâli à force de sécher face à ce M. Antony Schoux, qui n'en démordait pas de sa question simple : *« En quoi peut-on être débiteur d'un bien que l'on a apporté ? »* Sous-entendu : à moins que l'on porte en dettes ce que justement on ne peut pas ou on ne veut pas faire apparaître en plus-value...

A quoi auront donc servi les réviseurs ? Certes, sur la fin, en 1973, ils ont fini par démissionner. Serait-ce parce que le fisc commençait à s'en mêler ? Ils assurent que non. C'est uniquement parce qu'ils ont constaté alors ce que M. Christophe a appelé un *« raz de marée »* de chèques au porteur, de sorties en espèces dont il n'était plus possible de connaître la destination. Quand ils ont compris aussi qu'ils se trouvaient en face de sociétés qui n'entendaient plus payer un liard d'impôt.

Un témoin « chanceux »

Qui leur a signifié cela ? M. Jean-Claude Doukhan, le comptable, qui était leur interlocuteur ordinaire. Depuis le début du procès, il s'appliquait à dire avec compétence qu'il était un comptable incompétent. Le voilà mis en vedette plus qu'il ne le voudrait. C'est lui qui avait délégation de signature pour les chèques. Serait-il dans cette mêlée de l'opération Babel ce qu'en rugby on appelle la « charnière » ? Ce que l'on sait maintenant, c'est que tous ces rapports de révision des comptes furent soumis à des réunions où il se trouvait pratiquement toujours, et en compagnie de M. Flatto. M. Rebotier, lui pourtant P.-D.G. de la SESI, ne savait rien. Et comme une fois encore ni les commissaires ni les réviseurs n'entendent se conduire en gendarmes, il suffisait que les présentations de bilan qu'ils proposaient soient refusées pour qu'ils y renoncent.

« Vous avez donc consenti à faire des choses contraires à ce que vous pensiez ? a demandé M. Schoux à M. Christophe.

— *Non, mais dans la mesure où le client nous oppose des arguments... »*

Voilà pourquoi M. Jean-Pierre Guyot a pu qualifier l'autre jour M. Bugat, l'expert aux comptes, de « témoin chanceux » et répondre au président qui lui demandait s'il n'avait pas de questions à poser à M. Christophe : *« Je n'aurais pas cette cruauté ».*

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

(1) *Le Monde* des 4, 5, 6-7, 13-14, 19 et 26 mai.

Faits et jugements

Collision entre une voiture et un car de police : un mort, huit blessés.

Les circonstances de l'accident survenu entre un car de police et une automobile, le samedi 2 juin au soir, au carrefour des rues Saint-Charles et de la Convention (Paris-15e) n'avaient toujours pas officiellement été précisées lundi par la préfecture de police. La police judiciaire et l'inspection générale des services (I.G.S.) seront, selon toute vraisemblance, chargées d'élucider les causes de cette collision.

Selon plusieurs témoins, le car de police, qui roulait à vive allure et qui n'aurait fait fonctionner sa sirène que tardivement, a d'abord percuté contre une voiture, puis escaladé un trottoir, heurtant un banc public. Trois piétons ont été blessés dont l'un mortellement : il s'agit de M. Mohamed Lekbih, ressortissant algérien âgé de cinquante-neuf ans, de passage à Paris, qui est décédé à l'hôpital de la Pitié. Le conducteur de l'automobile et son épouse ont été blessés et hospitalisés à l'hôpital Boucicaut. Quatre policiers qui se trouvaient dans le car ont aussi été blessés.

Selon certains témoignages, le feu était rouge pour le car lorsque celui-ci est passé. Les policiers ont, de leur côté, affirmé que la voiture accidentée avait en quelque sorte forcé le passage alors que deux autres véhicules s'étaient arrêtés à temps en entendant la sirène du car. Le car de police se rendait sur les lieux d'un cambriolage.

● *Un professeur de Tarare (Rhône) frappé par un élève.* — Les enseignants du lycée d'enseignement professionnel de Tarare (Rhône) ont fait grève, jeudi 31 mai, pour protester contre l'agression dont a été victime un professeur de mécanique, frappé dans le dos à coups de nunchaku par un élève de quinze ans et demi. Ce dernier avait été réprimandé à plusieurs reprises et avait décidé, avec un groupe de ses camarades, d'« attendre » le professeur à la sortie. L'enseignant a déposé une plainte et l'élève a été interdit d'établissement jusqu'à nouvel ordre.

Violences à Vitry-sur-Seine

POUR 80 FRANCS

Un jeune Marocain de vingt ans, M. Abdelghani Tassali, a été attaqué, samedi 2 juin dans l'après-midi, par une bande de jeunes gens, alors qu'il se rendait chez un ami habitant la cité Balzac à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne). Une première fois, M. Tassali a pu échapper à ses agresseurs, qui l'avaient enchaîné à un arbre, et rejoindre son camarade, M. Sada. C'est en sortant de chez ce dernier qu'il a été à nouveau poursuivi par la même bande — une quinzaine de mineurs — et qu'une nouvelle fois M. Tassali a été enchaîné à un arbre et rossé. Les jeunes, qui lui ont volé 80 F, ont mis le feu, avant de s'enfuir, à une selle de cyclomoteur qu'ils ont déposée au pied de leur victime. M. Tassali a été transporté à l'hôpital du Kremlin-Bicêtre et a été admis au service de réanimation, où il se trouvait encore ce lundi 4 juin. Le chef de la bande — un lycéen de quinze ans — a été arrêté par la police.

Le même jour et au même endroit, M. André Mahim, agent de la R.A.T.P., a été frappé par une dizaine d'adolescents. A la fin du mois d'avril, les conducteurs d'autobus de la ligne 180 s'étaient mis en grève pour protester contre la desserte de la cité Balzac, où ils étaient fréquemment attaqués par des adolescents.

VIOLENTS INCIDENTS EN MARGE DE LA « FERIA DE NIMES »

(De notre correspondant.)

Nîmes. — Depuis dix-sept ans, la *feria* de Nîmes est devenue le rendez-vous des aficionados français. L'enthousiasme né autour des arènes s'y transforme parfois, sous le soleil altérant, en un défoulement collectif. Cette année le bilan est lourd : vingt blessés (cinq du côté des forces de l'ordre et quinze du côté des civils).

Dimanche 3 juin, à 2 h. 45 du matin, des incidents ont éclaté après une bagarre. Tout a commencé quand un automobiliste, ne pouvant faire descendre de son véhicule quatre jeunes gens qui en martelaient les tôles du talon, a appelé la police.

Un fourgon arrivait peu après sur les lieux avec quatre gardiens de la paix et un maître chien avec son berger allemand. En un instant, l'algarade dégénéra. Plusieurs centaines de passants prenant le parti des quatre jeunes gens interpellés se précipitèrent sur les policiers, qui, réfugiés dans leur car, durent subir un siège en règle. Les assaillants défoncèrent les portes du véhicule et attaquèrent à coups de bouteille les occupants.

Le brigadier Martinez, de la brigade canine, eut le maxillaire brisé et fut blessé à l'œil. Des renforts de police arrivaient alors du commissariat, mais ils n'étaient pas suffisants pour contrôler la situation, et il fallut faire appel à un peloton de C.R.S. qui devait mettre fin à la bataille deux heures plus tard. Celle-ci avait pris un tour spectaculaire puisqu'on estime à un demi-millier le nombre des jeunes gens qui y participèrent. Dix-huit d'entre eux ont été interpellés.

Malgré l'émotion qu'a suscitée cette échauffourée nocturne, la *feria* dominicale s'est déroulée normalement et les seules précautions visibles prises par les autorités étaient de petites patrouilles qui ont surveillé les points chauds de la ville.

JEAN-CHARLES LHEUREUX.

UN GARDIEN DE LA PAIX EST TUÉ PAR UN CHAUFFARD

Un gardien de la paix, Jean-Claude Nexon, âgé de trente ans, a été renversé et tué, samedi 2 juin, à Herblay (Val-d'Oise), par un chauffard qu'il tentait d'arrêter. Patrouillant avec deux de ses collègues, Jean-Claude Nexon avait repéré une D.S. noire suspecte et s'était placé sur la route de Conflans, l'arme au poing, pour lui faire barrage. Voyant le gardien de la paix, le conducteur de la D.S. n'a pas ralenti et, après l'avoir renversé et traîné sur une trentaine de mètres, a continué sa route.

Malgré l'important dispositif mis en place par la police sur les routes du département, le véhicule et son chauffeur n'avaient pas été retrouvés lundi matin.

PRESSE

« FACE A L'ÉVOLUTION DES TECHNIQUES »

Cinq organisations syndicales réclament l'ouverture de négociations

La Fédération française des travailleurs du Livre C.G.T., la fédération du Livre C.F.D.T., les syndicats de journalistes S.N.J., C.F.D.T. et C.G.T., ont demandé aux fédérations patronales de la presse l'ouverture de négociations pour la défense de l'emploi et des qualifications *« face à l'évolution des techniques ».*

Dans un communiqué, ces organisations indiquent : *« Les conditions de fabrication du nouveau quotidien* Forum international *et les évolutions techniques en cours dans plusieurs autres organes de presse inquiètent les différentes professions et leurs organisations syndicales : ouvriers du Livre, journalistes, employés, cadres. »*

« Les conséquences, au-delà du cas de Forum international, *en sont préjudiciables à toutes les catégories »* et *« modifient les qualifications au détriment de la qualité de l'information ».*

« Ce danger était souligné dès mars 1979 par la F.F.T.L. - C.G.T. et l'U.N.S.J. qui, dans un accord, ont défini les fonctions respectives des journalistes et des professionnels du Livre et affirmé des principes d'action commune au niveau des entreprises », conclut le communiqué.

Incidents à Aigles

Un incident s'est produit le lundi 28 mai au *Journal Quotidien Rhône-Alpes* — du groupe AIGLES, — où la direction a tenté d'introduire à la rédaction une console de visualisation sans aucune information préalable. Un communiqué indique que *« les sections syndicales d'AIGLES unanimes s'y sont opposées jusqu'à présent et sont prêtes à aller jusqu'à la grève s'il le faut ».*

Cette affaire illustre l'urgence de cette négociation globale sur l'utilisation des techniques modernes avec les organisations patronales de la presse que réclament la F.F.T.L., le Livre C.F.D.T. et trois syndicats de journalistes.

« La Fédération du Livre C.F.D.T. et le syndicat des journalitses français C.F.D.T., pour leur part, demandent qu'à AIGLES, comme dans les autres entreprises, aucun journaliste ne soit affecté au travail sur console tant que cette négociation n'aura pas eu lieu », conclut le communiqué.

● *Le prix des journalistes humoristes 1979,* fondé par Les humoristes de la presse, a été attribué, au premier tour et à la majorité absolue, à Michel Renouard, pour son article « Votre beau roman, mon jeune ami... », paru dans *le Monde* du 25 juin 1978.

ÉDUCATION

DEUX CONGRÈS DE PARENTS D'ÉLÈVES

• Fédération Cornec : la direction gagne des voix en dépit d'un bilan peu positif

Brest. — Le trente-troisième congrès de la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (F.C.P.E.), présidée par M. Jean Cornec, s'est ouvert samedi 2 juin à Brest par l'examen d'un bilan d'activité exempt de tout triomphalisme. Les cinq cents délégués présents ont entendu le secrétaire général de l'organisation tirer les conclusions d'une année qui, en dépit « de centaines et de centaines d'actions locales » *et de la* « journée sans écoles et sans élèves » *le 17 mai dernier, ne s'est pas soldée par des* « satisfactions tangibles à la hauteur des efforts déployés ».

Les critiques ont surtout porté sur la manière d'obtenir les résultats, la direction de la fédération étant accusée de suivisme à l'égard des enseignants et singulièrement de la FEN. Le rapport d'activité n'en a pas moins été adopté par 58,31 % des mandats, soit 2,36 % de plus que l'an dernier ; 24,65 % l'ont désapprouvé et 17 % se sont abstenus.

De notre envoyé spécial

A quelques kilomètres de son village natal, sur cette terre où s'affrontent encore les deux écoles, sous les yeux de son père âgé de quatre-vingt-dix ans, vieux militant laïc et « *anti-guerrier* », M. Jean Cornec ne pouvait manquer d'apostropher le congrès voisin, celui des parents d'élèves de l'enseignement libre, qui commençait à Rennes. Le président de la F.C.P.E. s'en est pris aux deux défenseurs de l'enseignement libre : Mme Nicole Fontaine et M. Guy Guermeur, candidats aux élections européennes, la première sur la liste de Mme Veil, le second sur celle de M. Chirac, pour estimer que « *ce n'est pas avec ces deux listes que la France offrira à l'Europe et au monde l'idée-force de la réalité laïque* ».

Pourtant, ce tribut payé à la référence historique, ce n'est pas sur ce thème de la laïcité que la bataille a eu lieu lors de l'examen du rapport d'activité. Pas plus que sur l'importance des résultats obtenus. M. Raymond Métro, secrétaire général, a soigneusement détaillé les « *points non négligeables pour l'avenir des élèves* » sur lesquels la Fédération a pu freiner le « *processus de démantèlement et de privatisation de l'école* » : abandon du dossier scolaire, maintien des classes de quatrième aménagées, et des C.A.P. en trois ans, le « *recul de M. Pelletier sur les langues vivantes, l'affirmation par M. Beullac que les stages en entreprise ne comporteront pas de participation des jeunes à la production...* » Mais il a reconnu que la Fédération Cornec, à commencer par ses dirigeants, aurait souhaité un « *bilan plus nettement positif* ».

Le terrain des affrontements était ailleurs : là où se noue la stratégie de la fédération. Pour la majorité, socialisante, la F.C.P.E. « *n'a pas vocation à préparer le grand soir* ». Les parents « *ne peuvent attendre 1981 ou 1983 et l'éventuel succès d'une coalition de gauche* » pour l'amélioration de l'enseignement. Pour les militants communistes, une « *globalisation* » des luttes et des actions aux côtés des centrales ouvrières sont plus que jamais nécessaires.

« Suivisme »

Afin d'opposer un contre-feu à ce que M. Jean Andrieu, vice-président, a appelé le « *schéma classique des O.P.A. de partis sur les organisations de masse* », M. Métro a rendu publics deux documents. L'un émane d'un secrétaire fédéral du parti communiste invitant les militants communistes de la fédération Cornec à se réunir pour définir leur ligne d'action ; dans l'autre, M. Louis Mexandeau, délégué national du P.S. à l'éducation, demande aux responsables socialistes fédéraux de l'éducation et aux responsables socialistes de la fédération Cornec de soutenir la direction nationale de la F.C.P.E. « *qui a toujours été proche de nos thèses* ». Aux yeux de M. Métro, « *ces deux documents sont graves* » et « *il faut que cessent les réunions fractionnelles* » qui sont « *inacceptables* ».

Cependant, tous les intervenants qui ont dénoncé les relations privilégiées, voire le « suivisme » de la Fédération à l'égard de la FEN, ne l'ont pas fait au nom de subtiles analyses politiciennes. Pour nombre d'entre eux, la Fédération Cornec est malade de l'ambiguïté entretenue dans ses relations avec les enseignants. Cette volonté de secouer un joug que les parents semblent avoir de plus en plus de mal à supporter s'est manifestée avec moins d'éclat qu'au précédent congrès, à Limoges (*le Monde* du 17 mai 1978), mais elle n'en est peut-être que plus profonde et étendue, à en juger par les discussions en commissions. Combinée aux divergences stratégiques, elle contribue à expliquer la lente mais régulière progression des abstentions lors du vote sur le rapport d'activité : 10,11 % en 1976, puis 14,07 %, 16,85 %, et 17 % cette année.

CHARLES VIAL.

• Enseignement libre : l'UNAPEL veut être reconnue au même titre que les associations du secteur public

Rennes. — « Nous sommes une association de parents d'élèves au même titre que les autres, et nous avons notre mot à dire pour l'élaboration d'une politique en matière d'éducation. » C'est en insistant sur sa volonté de s'intéresser au système éducatif dans sa totalité que M. Henri Lefebvre a ouvert, le samedi 2 juin à Rennes, le congrès de l'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL), dont il est président. Près de trois mille délégués, les cardinaux Gouyon (Rennes) et Renard (Lyon) et plusieurs évêques ont participé à la première séance plénière du congrès, avant de se disperser dans six écoles de la ville pour étudier, en petites assemblées, les propositions qui ont été faites tout au long de l'année par des milliers de groupes de travail. La synthèse de ces propositions sur « la mission d'intérêt national de l'école catholique » sera présentée le 23 juin à M. Christian Beullac, ministre de l'éducation, qui a accepté de recevoir ce jour-là les responsables de l'UNAPEL.

Surprise : une des premières personnes à prendre la parole devant les congressistes a été M. Edmond Hervé, maire socialiste de Rennes. Un peu plus d'un an après la campagne pour les élections législatives, au cours de laquelle l'UNAPEL avait pesé de tout son poids pour assurer la défaite de la gauche, la présence à la tribune d'un de « *ceux qui voulaient nous démolir* », selon l'expression de M. Lefebvre à Caussade (*le Monde* du 25 mai 1978), pouvait paraître étrange. L'auditoire a écouté attentivement ce socialiste expliquer la nécessité du dialogue, et dire sa volonté d'échapper à l'époque où « *les questions scolaires ont provoqué des blessures trop souvent avivées au cours des campagnes électorales* ». Les participants ont applaudi le maire de Rennes lorsqu'il a précisé que pour lui « *l'idéal laïc doit accepter l'éveil à la formation spirituelle dès lors qu'il est placé sous le signe de la tolérance et de la liberté* ».

Interrogé sur l'intervention de M. Hervé, le président de l'UNAPEL, qui, lui, n'avait pas applaudi, a déclaré avec une naïveté que son sourire démentait : « *Le maire de la ville où se déroule le congrès ayant demandé à parler, il était normal de le laisser faire.* »

De notre envoyé spécial

La plupart des congressistes ont été étonnés par cette intervention, mais ils ont pu l'être aussi par le ton nouveau que M. Lefebvre a employé pour parler de la Fédération Cornec : « *Les préoccupations de ces parents sont proches des nôtres, en particulier en ce qui concerne les rythmes scolaires.* » La fédération présidée par le Dr Lagarde, dont M. Lefebvre s'est plu à souligner les excellents travaux, avait, elle, envoyé des représentants. La volonté des responsables de l'UNAPEL d'être reconnus et de pouvoir parler au même titre que les associations de parents d'élèves de l'enseignement public est manifeste. « *Les APEL doivent proposer haut et fort des projets pour la rénovation du système* », a précisé un congressiste.

Une candidature regrettable

Les délégués — mille cinq cents parents, trois cents élèves, mille deux cents enseignants et directeurs d'établissement — ont travaillé dès le premier jour, par groupes de vingt, sur six thèmes : « Ouvrir l'école à la vie », « Une éducation de tout l'être », « Quelles valeurs fondamentales pour le projet éducatif de l'école catholique ? », « Comment l'école peut-elle s'insérer dans la pastorale de l'Eglise ? », « Comment réaliser aujourd'hui une éducation chrétienne à l'école ? », « Comment et à quelles conditions l'école catholique peut-elle participer à sa mission d'intérêt national ? »

Le dimanche 3 juin, une messe en plein air a rassemblé dans la banlieue rennaise une dizaine de milliers de personnes — un peu moins que les chiffres prévus par les organisateurs, — qui ont écouté le cardinal Gouyon rappeler l'importance que la hiérarchie catholique accorde à l'école chrétienne. M. Guy Guermeur, député R.P.R. du Finistère, était au premier rang des invités, légèrement éloigné de Mme Nicole Fontaine, secrétaire générale adjointe de l'enseignement catholique. Les prochaines élections européennes ne sont pas absentes de ce congrès. Mais c'est surtout dans les couloirs ou lors de rencontres privées que l'on parle de la candidature de Mme Fontaine sur la liste de Mme Simone Veil. A l'occasion d'une conférence de presse, M. Lefebvre a regretté, le samedi 2 juin, cette candidature, en précisant : « *J'aurais souhaité que Mme Fontaine démissionne de sa fonction, qui lui a été confiée directement par la hiérarchie de l'Eglise* »

SERGE BOLLOCH.

SCIENCES

AU LARGE DU MEXIQUE

Une mission découvre sous l'océan des sources d'eau à 500 degrés

Les spécialistes français, américains et mexicains participant, l'année dernière, à l'opération Cyamex (de « Cyana » et Mexique — vingt et une plongées de la soucoupe plongeante française Cyana sur la dorsale du Pacifique est (1) — avaient vu des clams (bivalves) géants morts, des dépôts de sulfures polymétalliques et des « forêts » de colonnes de lave feuilletée (le Monde du 19 juillet 1978). Du 10 avril au 15 mai derniers, la nouvelle campagne franco-américano-mexicaine Rise (Rivera Submersible Experiment) — vingt plongées du petit sous-marin américain Alvin — a permis la découverte de sources hydro-thermales sous-marines actives associées à des sulfures.

Juste avant que les plongées de cette année commencent, l'*Angus*, un engin d'observation de la Woods Hole Oceanographic Institution remorqué près du fond par le *Melville*, un navire océanographique de la Scripps Institution of Oceanography, grâce à ses appareils photographique et thermométrique a repéré, juste à l'axe de la dorsale, une zone de 9 à 10 kilomètres de long sur 50 à 100 mètres de large, dépourvue de tout sédiment, boursouflée de sortes de « pustules » parfaitement alignées et hautes de plusieurs mètres, parsemée de bivalves géants et baignant dans une eau dont la température varie de 5 °C à 20 °C donc nettement supérieure aux 2 °C (au maximum) habituel de l'océan à — 2 600 mètres.

Guidé par les balises acoustiques posées sur le fond lui permettant de connaître sa position à 10 mètres près, l'*Alvin* a plongé sur plusieurs portions de cette zone (2). Les « pustules » sont faites d'amas noirâtres de sulfures polymétalliques (essentiellement de zinc, de cuivre et de fer), percés d'une cheminée d'une dizaine de centimètres de diamètre. De certaines de ces cheminées sortent des jets d'eau très chaude.

Les températures mesurées aux orifices varient de 150 °C à 400 °C et peut-être même à plus de 500 °C. Ce sont les plus élevées jamais trouvées au fond de la mer. Elles pourraient s'expliquer par la présence d'un réservoir magmatique très superficiel. Ces températures auraient pu poser des problèmes à l'*Alvin* : les cinq hublots de plexiglas du sous-marin ne doivent pas être en contact avec de l'eau à plus de 30 °C...

L'eau sort des cheminées à des vitesses qui ont été estimées, selon les moments, à 35 ou 70 kilomètres à l'heure. Le débit n'est pas régulier : il se fait par une succession de giclées plus ou moins rapides et intenses. En outre, la température peut varier : mesurée à la même cheminée à deux jours d'intervalle, elle a marqué des différences de 200 °C.

Bien qu'il n'y ait pas de biologistes — Rise devait être une campagne purement géophysique, — les plongées ont permis d'observer et de prélever une faune vivante extraordinaire : très nombreux clams géants (plus de 25 cm de long, la longueur classique étant de 5 à 6 cm), pogonophores (des sortes de vers dans des tubes) atteignant une longueur de 1 mètre ou 1,50 mètre, cirripèdes (des crustacés d'espèce inconnue), crabes. Certaines « pustules » d'où sort une eau à « seulement » 150 °C sont tapissées d'une masse animale spongieuse blanchâtre où grouillent des polychètes noirs (des vers couverts de poils dont la tête se hérisse de petits tentacules analogues à ceux des anémones de mer).

En outre, Rise a permis de prélever de l'eau à la sortie des cheminées. On a ainsi constaté un enrichissement très important en hélium léger (hélium 3). Des sismographes ont été posés sur le fond pour étudier la structure de l'axe actif de la dorsale. A l'ouest de la dorsale, des magnétomètres installés sur l'*Alvin* ont montré que le passage entre les laves de polarité normale émises depuis sept cent mille ans et les laves de polarité inverse émises il y a plus de sept cent mille ans est extrêmement net.

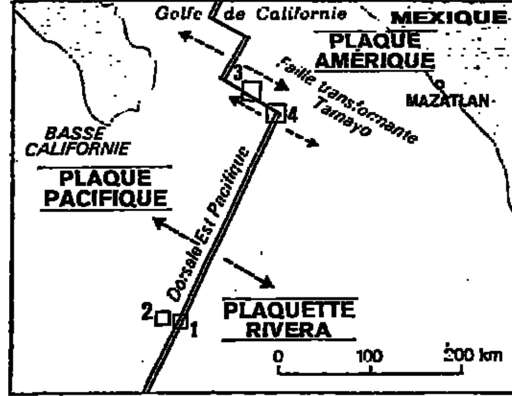
Devant le succès de Rise, la National Science Foundation américaine a immédiatement débloqué des crédits supplémentaires, ce qui permettra de faire à l'automne prochain cinq nouvelles plongées qui s'ajouteront aux dix plongées prévues pour la troisième campagne. Celle-ci, Rise bis, doit avoir lieu dans la faille transformante (3) de Tamayo.

En janvier et février derniers a eu lieu la campagne Rose (Rivera Ocean Seismic Experiment) au cours de laquelle plusieurs dizaines de sismographes posés sur le fond ont tenté de scruter la structure d'une portion de la dorsale du Pacifique est située à 1 000 kilomètres plus au sud.

Cyamex, Rose, Rise et Rise bis sont les campagnes successives du programme Rita (Rivera Tamayo) pour lequel la France, les Etats-Unis et le Mexique se sont associés. Selon les plans actuels, le navire français *Jean-Charcot*, avec son sonar à multifaisceaux étroits, fera, l'année prochaine, la carte bathymétrique détaillée de la zone étudiée en 1978 et 1979 ; ce sera la campagne Rime (Rivera Mapping Experiment), elle aussi partie de Rita.

En 1981, l'*Alvin* pourrait revenir sur la dorsale explorée pendant Cyamex et Rise pour une campagne multidisciplinaire (biologie, géologie, géochimie et peut-être géophysique).

YVONNE REBEYROL.



☐ Site de plongées — Zone d'accrétion (dorsale) — Zone de cisaillement (faille transformante) ← Dérive des fonds océaniques

1 et 2-Sites des plongées de Cyamex et de Rise

3 et 4-Sites des plongées de Cyamex et de Rise bis

(1) Les dorsales subocéaniques forment une chaîne de montagnes sous-marines, longue de 60 000 kilomètres, serpentant sous tous les océans. Elles jouent un rôle essentiel dans la dynamique de la planète : dans leur zone axiale se met en place, par giclées successives, le matériau basique et ultrabasique constituant les fonds océaniques. Ceux-ci se renouvellent ainsi constamment, alors que les masses continentales, relativement plus légères et plus acides, ne disparaissent jamais.

(2) Trois Français ont plongé pendant Rise : un géophysicien du Centre océanique de Bretagne, M. Jean Francheteau ; un pétrologue de l'université de Strasbourg, M. Thierry Juteau ; un géologue structural de l'université de Paris-VI, M. Claude Rangin. En outre, MM. Vincent Renard et Jacques Legrand, tous ceux du COB, ont participé à la campagne préparatoire à Rise.

(3) Une faille transformante réunit deux segments de dorsales. Les deux plaques situées de part et d'autre de cette faille glissent latéralement par à-coups l'une contre l'autre en sens inverse.

Les prix de la Société française de physique

La Société française de physique (S.F.P.) a décerné ses prix pour l'année 1979 :

● *Le grand prix de physique Jean-Ricard*, d'un montant de 60 000 F, à M. Albert Libchaber, directeur de recherches au Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), physicien du solide, spécialiste de physique des basses températures et d'hydrodynamique, pour l'ensemble de son œuvre.

● *Le prix Félix-Robin*, décerné à un physicien pour l'ensemble de ses travaux, à M. Jean-Louis Steinberg, astronome à l'Observatoire de Paris, notamment pour ses travaux de radioastronomie et de radioastronomie spatiale.

● *Le prix Jean-Perrin*, de popularisation de la science, à notre collaborateur Maurice Arvonny, pour ses articles sur les sciences et la politique scientifique dans les rubriques spécialisées du *Monde*.

● *Le prix Louis-Ancel*, attribué à un spécialiste de la physique de la matière condensée, à M. Georges Frossatti, du Centre de recherches sur les très basses températures du C.N.R.S. de Grenoble.

● *Le prix Aimé-Cotton*, attribué pour des travaux de physique atomique et moléculaire, à Mlle Maryvonne Ledourneuf, de l'Observatoire de Paris.

● *Le prix Paul-Langevin*, décerné cette année à un théoricien de physique nucléaire, M. Richard Schaeffer, du Centre d'études nucléaires (CEN) de Saclay.

● *Le prix Joliot-Curie*, décerné cette année à un physicien spécialiste des particules élémentaires, M. Alain Diamant-Berger, du CEN de Saclay.

● *Le prix Esclangon*, pour des travaux de physique instrumentale, à MM. Michel Delhaye, du C.N.R.S. (Lille), et Edouard Da Silva, directeur de la société Dilor à Lille.

● *Le prix Foucault*, pour des travaux de physique appliquée, à M. Jean Lebailly, de la Société radiotechnique, à Caen.

● *Le prix Alain-Brelot*, attribué à un jeune physicien ayant soutenu récemment une thèse dans le domaine de la matière condensée, à Mme Jany Desseaux, du CEN de Grenoble.

Ces prix seront remis aux lauréats le mardi 26 juin à 9 heures, au cours d'une cérémonie organisée pendant le congrès général de la S.F.P. à Toulouse.

D'autre part, le prix Holweck 1979 vient d'être décerné par l'Institut britannique de physique au professeur André Blandin, de l'université de Paris-Sud (Orsay), pour « *sa remarquable contribution à la théorie des métaux* ».

Le prix Holweck, d'un montant de 150 livres et accompagné d'une médaille d'or, a été créé, en 1945, par les sociétés de physique française et britannique à la mémoire du directeur des laboratoires Curie et de l'Institut du radium de Paris, assassiné par la Gestapo à la suite de son action de résistant.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	128 F	235 F	343 F	450 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	228 F	435 F	643 F	850 F
ETRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	155 F	290 F	425 F	560 F
II. — SUISSE - TUNISIE	203 F	385 F	568 F	750 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

sports

TENNIS — Aux Internationaux de Roland-Garros

La leçon de « fair play » de Connors et Case

Le temps orageux qui a transformé ces deux derniers jours, et plus particulièrement ce dimanche de Pentecôte, le central de Roland-Garros en une cuve de hammam, n'a pas été sans influer sur le comportement du public (dix-huit mille spectateurs bien tassés), lequel a manifesté à plusieurs reprises des réactions contradictoires démontrant sa redoutable versatilité: Plus encore samedi qu'hier, où le programme s'était contenté d'afficher Borg (contre un excellent Moretton) au cours d'une journée doublement accablante.

Sur le coup de midi, à l'heure même où le pape foulait le sol de sa mère patrie, le champion polonais Wojtek Fibak, de loin le joueur le plus attachant du circuit, au palmarès flatteur, entamait son match contre Dominique Bedel, l'espoir français, récent « tombeur » de Barazzutti et de Gottfried à Rome et ici même, de John Lloyd. Fibak entamait rapidement le premier set et menait bientôt par 5-2 et 0-40 sur le service adverse. C'est alors que notre beau jeune homme se mit à jouer avec l'autorité qui rappelait à ses supporters le 6-0 impertinent qu'il avait infligé un jour à Borg sur ce même central. Bedel remonte et enlève ce premier set sous les acclamations. Une demi-heure plus tard, il est à la limite d'enlever le deuxième set, ayant mené 4-1, puis 5-3.

Le joueur de simple qui dispute sa chance aujourd'hui devant une arène fébrile digne d'un vélodrome, témoigne, sous des milliers de regards, de cette super-concentration nerveuse qui est la marque du tennis professionnel contemporain. De ces deux hommes nus sous des milliers de regards, dans leurs gestes et leur caractère, il est bien naturel que le plus jeune et le moins titré qui entrevoit soudain sa chance se sente survolté. Tout à son ambition, il ne songe qu'aux points, qu'à son jeu. Mais arrive la première contestation à propos d'une balle imperceptiblement jugée faute, et voilà qu'apparaît soudain, dans ses réactions humaines, le joueur qui s'estime lésé. Moment infinitésimal de la bonne ou de la mauvaise inspiration sur le champ, celle dont découle souvent la popularité de toute une carrière.

Contestations de Bedel

Ce qui est dommage dans la contestation véhémente que Bedel a élevée de bonne foi contre le jugement d'une de ses balles le long de la ligne, c'est que l'arbitre de chaise avait cru la voir comme lui sur la ligne, lui avait donné le jeu. Deux sets 0 pour lui, Bedel avait sa « *perf* » dans la poche. Malheureusement, le juge de ligne (qui avait eu le tort de ne pas *annoncer « out » à haute voix*, se contentant de tendre le bras), et le juge-arbitre du tournoi, Jacques Dorfmann, s'inscrivaient contre cette décision.

Bedel n'avait donc qu'à s'incliner et à repartir aussitôt dans sa très irrésistible ascension. Son tort fut alors de longuement refuser de reprendre le match et de dresser ainsi le public contre Fibak, en face duquel il avait déjà eu la mauvaise habitude de venir discuter de l'autre côté du filet en indiquant de sa raquette une marque douteuse sur la fameuse raie. Le résultat, c'est que le jeune Français — par ailleurs fort sympathique et le plus policé de nos joueurs — perdit son influx nerveux dans ce méchant débat et que le Polonais put commencer à remonter la pente. Finalement, Fibak gagna par 5-7, 7-6, 7-5, 6-2.

Tout autre, en fin d'après-midi, devait être le simple qui opposa Jimmy Connors, favori du tournoi avec Borg et Ross Case, un Australien inconnu du grand public, qui fut tout de même champion de Wimbledon en double avec son compatriote Geoff Masters. Connors gagna en trois sets, mais extrêmement disputés, son adversaire courant à perdre haleine sur toutes les balles. A la nuit tombante, Case galopait toujours, relançant avec un courage, une ténacité extraordinaire, les balles traceuses que Connors balançait dans toutes les directions. La tension d'allégresse était telle que les deux antagonistes en arrivaient à rire en se regardant dans les échanges. Le public, furieux deux heures plus tôt, était ravi. Enfin, il arriva ce qui devait arriver : Case, victime d'une crampe, resta à terre après un plongeon à la volée.

Connors passa aussitôt ses grandes jambes par-dessus le filet pour venir soutenir son caramade. Geste d'assistance formellement interdit par les règlements, mais dont n'avait cure le champion américain qui aida ostensiblement l'Australien à se relever et le soutint jusqu'à la chaise d'arbitre. Le plus étonnant, c'est que le match reprit avec autant d'intensité et autant d'allégresse. Jusqu'à ce qu'enfin Connors, grand vainqueur d'un numéro de charme, triomphât (par 7-6, 6-2, 7-5) sous les ovations d'un public dans une enthousiasme de gala. Le fair-play, c'est ça.

OLIVIER MERLIN.

MANIFESTATION ANTI-APARTHEID

Pour protester contre la présence de joueurs sud-africains — cinq hommes et trois femmes — aux Internationaux de France, huit militants du mouvement anti-apartheid C.A.O. se sont enchaînés, samedi 2 juin, dans les locaux de la Fédération française de tennis (F.F.T.), situés sous la tribune du court central du stade Roland-Garros. D'autres manifestants déployaient des banderoles et distribuaient des tracts sur lesquels on pouvait lire : « Isolement sportif total de l'Afrique du Sud » ; « Ne jouons pas avec l'apartheid » ; « La F.F.T. dispute à celle du rugby la palme du soutien aux racistes. »

Les huit personnes enchaînées se sont elles-mêmes délivrées après deux heures d'occupation, après que M. Philippe Chatrier, président de la F.F.T., eut accepté de recevoir trois d'entre elles en fin d'après-midi.

VOILE

Quatre monocoques en tête de la Transatlantique

Les monocoques mènent la course dans la Transatlantique en double. Dimanche 3 juin, dans l'après-midi, « Kriter-V » de Michel Malinovski et Pierre Lenormand devançait « Kriter-VI » d'Olivier de Kersauson et Gérard Dijkstra. Toutefois, « Kriter-V » devra peut-être relâcher aux Bermudes, n'ayant plus de gaz à bord. En troisième position venait « Fernande » le plus grand voilier de la course, mené par Jean-Claude Parisis et Olivier de Rosny, suivi d' « Avi-3000 », de Patrice et Jean-Michel Carpentier, nettement en tête des bateaux de moins de 15 mètres.

« V.S.D. » d'Eugène Riguidel et Gilles Gahinet occupait la cinquième place devant le « Paul-Ricard » d'Eric Tabarly et Marc Pajot et « Télé-7-Jours » de Michael Birch et Jean-Marie Vidal. Un sixième abandon a été annoncé, samedi 2 juin, celui de « Spirit-of-Delft » d'Yves Anrys et André Wilmet.

« Malino » à l'assaut des steppes

La grande nouveauté de la Transat en double, dont le départ était donné samedi 26 mai de Lorient, n'est pas, dans son trajet — particulièrement éprouvant (Bermudes et retour sans escale, le long des célèbres dépressions ouest-est de l'Atlantique nord), — mais dans une prouesse de transmission. Pour la première fois, les positions des bateaux sont connues à tout instant et permettent aux amateurs du monde entier de suivre la compétition comme, d'un quai de vacances, une régate triangulaire d'« Optimists ».

Positive pour la sécurité et le « spectacle », cette sophistication, s'ajoutant à la surenchère ruineuse des matériels et à la kermesse publicitaire, semble réduire encore la part de la bricole, donc du rêve, dans la course au large. Heureusement, la mer et le vent ne cesseront d'opposer au progrès la dose incompressible de hasard qui fait d'eux la dernière occasion de se mesurer à soi-même.

Prenez le *Kriter-V*, de Malinovsky. Parce que la technique des trimarans balbutie encore, on le donna, lui, le monocoque, grand favori. Or la lecture du livre passionnant que vient de publier son skipper — *Seule la victoire est jolie* (1), — et une journée d'essais à bord, au large de La Rochelle, portent à penser que rien n'est joué.

Contre lui, le fameux second de la Route du rhum (*le Monde* du 30 novembre 1978) a, lui aussi, la fragilité dont se paie, sur tous les bateaux, la recherche de la légèreté. S'il n'a pas à redouter les ruptures de jonctions entre flotteurs, il n'est pas à l'abri des faiblesses de coque. Au retour de la Guadeloupe, il a dû renforcer plusieurs membrures du poste avant, dont la minceur style canoë n'avait pas résisté aux coups de boutoir de la mer debout. Ses bastaques (étais arrière mobiles) rendent périlleux le moindre empannage (changement d'amure vent arrière).

Si *Kriter-V* passe en tête aux Bermudes, comme le font espérer ses qualités de près, les allures portantes du retour vers l'Europe avantageront les trimarans. Il a beau planer — 25 nœuds sous tourmentin seul en rentrant de la Guadeloupe, par tempête de 70 nœuds ! — son étroitesse d'ancien J.I. le fait enfourner jusqu'au mât, avec les hauts risques d'embardée et d'avarie que cela comporte.

Enfin, les aides électroniques font perdre à Malinovsky l'avantage de ses points astronomiques d'une précision légendaire, et des options inaperçues. Bien que le trajet à courir exclue la recherche des alizés et impose la route directe, la navigation « à ciel ouvert » assurée par satellite fera connaître instantanément les ruses de chacun par rapport aux dépressions. La surprise, qui a toujours fait partie des paramètres de la course en mer, représentait un des atouts de « Malino ».

Ce dernier en garde néanmoins de sérieux, sinon d'invincibles. D'abord, sa machine : une « *bête de près* » comme on n'en fait plus. L'autre jour, par petite brise de 15 nœuds apparents, et à moins de 30 degrés du vent, il filait sans peine ses 9 nœuds. A l'aller, du moins, il devrait semer les multicoques, les gagner en cap. Après les Bermudes, le patron peut compter sur son équipier, Pierre Lenormand, pour envoyer tous les spis supportables, et davantage.

Cette fois encore, c'est le facteur humain qui fera la décision, en dépit des apparences. Ce n'est pas un hasard si, malgré son gréement délicat, « Malino » n'a cassé que sa bôme dans les tempêtes qui, au retour de Guadeloupe, ont eu raison de Glicksman et Kersauzon. Peu après cette rude traversée, il régnait à bord de *Kriter*, contrairement à l'habitude dans les bateaux de course au large, un ordre et une propreté de sortie de chantier.

Le livre de Malinovsky dément, s'il est besoin, nos idées toutes faites sur les brumes de l'âme slave. Pas moins rêveur, pas plus méthodique que ce fils d'émigré russe dont le père, au lieu de faire taxi comme tant de ses compatriotes, a inventé le charter à la voile. S'il ne lui suffit pas de « participer », et s'il proclame que « *seule la victoire est jolie* », ce n'est pas par une de ces rodomontades courantes, et lassantes, chez les régatiers. C'est que, à ses yeux, la souffrance endurée, dont il parle comme personne, appelle plus qu'une consolation. Le mot « jolie » est là pour rappeler à qui l'oublierait que l'enjeu, sous ses aspects techniques et commerciaux, reste moral, presque esthétique.

Dès la première dépression, dans le dédale de vagues que « Malino » compare drôlement aux steppes de ses ancêtres, à l'instant précis où les bateaux trop toilés hésiteront en haut des déferlantes, dans un mouvement de défi fou que ne transmettra jamais aucun satellite, les concurrents défendront pour nous le rêve le plus immémorial, et bientôt inaccessible : se dépasser soi-même.

BERTRAND POIROT-DELPECH.

(1) Editions ENOM-Neptune.

AUTOMOBILISME

Depailler à l'écart des circuits jusqu'à la fin de la saison

Le contrat qui lie un pilote de formule 1 à son constructeur permet-il au pilote de pratiquer d'autres sports de risques que l'automobilisme ? Quelle que soit la réponse, ils sont deux, Patrick Depailler et Guy Ligier, a être désormais dans l'embarras. Victime, dimanche 3 juin, à Clermont-Ferrand, d'une grave chute en Deltaplane. Patrick Depailler devra rester de longues semaines à l'écart des circuits, et Guy Ligier est contraint de se passer des services d'un pilote qui conservait des chances de remporter le championnat du monde des conducteurs.

Patrick Depailler souffre d'une double fracture au fémur droit, d'une fracture de la cheville à la même jambe et d'une autre fracture au poignet droit. A l'hôpital de Clermont-Ferrand où le pilote français a été transporté, on pense pour l'instant que son immobilisation pourrait durer trois mois, ce qui ne lui laisserait que très peu de possibilités de prendre part aux dernères épreuves de l'année, le championnat du monde se terminant au début du mois d'octobre.

Selon les témoignages recueillis, Patrick Depailler, qui avait pourtant une assez bonne habitude du Deltaplane, se serait trop rapproché des flancs d'une montagne. Il a été rabattu contre la paroi et est tombé sur une zone rocheuse. L'opération de réduction des fractures a été très longue.

Guy Ligier se trouve désormais dans une situation préoccupante. Il lui faut trouver rapidement un pilote de remplacement pour conduire la voiture de Depailler, la prochaine épreuve du championnat du monde étant le Grand Prix de France, le 1er juillet à Dijon. Or, en cours de saison, les pilotes bien entraînés et de tout premier plan, pour la formule 1, sont naturellement sous contrat chez d'autres constructeurs. Dans ces conditions, il ne sera pas facile à Ligier de dénicher l'« oiseau rare ». En tout cas, le problème qui se posait de la priorité à donner soit à Lafitte soit à Depailler, dans l'équipe Ligier, s'est réglé de lui-même. Quelle que soit son identité, le pilote que choisira Ligier aura comme première tâche, dans la mesure du possible, d'apporter son concours à Jacques Lafitte.

Dimanche 3 juin, dès qu'il a pris connaissance de l'accident survenu à Patrick Depailler, Guy Ligier a indiqué « qu'il devrait probablement recourir aux services d'un pilote étanger, aucun pilote français ne lui paraissant, au premier examen; en mesure de conduire ses voitures ».

Le seul auquel Guy Ligier a malgré tout pensé est le jeune Alain Prost, récent vainqueur du Grand Prix de Monaco en formule 3, mais à qui l'expérience fait encore théoriquement défaut pour une telle promotion. A tout hasard, Guy Ligier a cependant décidé de procéder à un test avec Alain Prost avant le Grand Prix de France. Et il semble bien que le pilote étranger dont parle Ligier soit le belge Jacky Ickx.

Beaucoup de candidats, comme chaque fois qu'un accident de ce genre se produit, vont cependant frapper à la porte de l'écurie Ligier, des français et des étrangers. C'est en effet une aubaine d'avoir la possibilité de prendre le volant d'une des meilleures voitures actuelles en formule 1.

FRANÇOIS JANIN.

CYCLISME

La revanche de Zoetemelk

Premier : Zoetemelk. Dixième : Bernard Hinault, à 5 min. 27 sec... Comparé au résultat du Dauphine libéré, *cinq jours plus tôt, ce classement du Critérium des grimpeurs — ex Poly-multipliée, — organisé samedi 2 juin à Chanteloup, a de quoi surprendre. Il s'explique pourtant dans la mesure où Hinault, victime de son tempérament généreux, a pris un départ trop rapide sur un circuit où le surrégime ne pardonne pas et où la course d'attente s'est révélée payante.*

Il ne s'agit, pour le champion de France, que d'une simple erreur de parcours, faute qui a permis à son principal adversaire de remporter une victoire significative à 38,388 kilomètres à l'heure de moyenne sur un itinéraire fortement accidenté.

Le Critérium des grimpeurs se déroulait selon la formule open, mais les amateurs français, au nombre desquels l'espoir Marc Madiot, ont été nettement dominés par les professionnels.

J. A.

RUGBY

Montferrand en finale du challenge Yves-du-Manoir

Dimanche 3 juin, en demi-finale du challenge Yves-du-Manoir, jouée à Narbonne entre Montferrand et Romans, les Drômois ont dominé sans pouvoir concrétiser leurs actions. Les Montferrandais ont saisi toutes les rares occasions qui s'offraient à eux, grâce à la botte de Jean-Pierre Romeu, qui passa trois drops. Vainqueur 9 à 0, Montferrand jouera donc la finale contre Narbonne ou contre Perpignan.

SPORTS ÉQUESTRES

LE CHAMPIONNAT DE FRANCE DE CONCOURS COMPLET

L'équitation des braves

De notre envoyé spécial

Saumur. — Saumur, « cité du cheval », « cité du Cadre noir », peut pavoiser. Pour la première fois, l'Ecole nationale d'équitation, créée en mai 1972 par des hommes au passé équestre éminent, s'est vu confier l'organisation du championnat de France et critérium de concours complet seniors et juniors. D'ores et déjà, l'institution peut marquer d'une pierre blanche ce long week-end cavalier de la Pentecôte. Touché par la grâce, tout le Saumurois, en effet, s'était donné rendez-vous sur l'hippodrome de Verrie et ses pistes d'émeraude en si parfaite harmonie avec la douceur angevine.

Le succès acquis, les instances parisiennes, dotées, chacun le sait, d'un pouvoir de décision illimité, pourrait peut-être freiner le destin quelque peu voyageur de la grande compétition pour en fixer désormais les péripéties à Saumur où, grâce à son cadre et à l'exceptionnelle qualité de ses installations, sa réputation franchirait nos frontières et attirerait l'étranger ainsi que les chères devises.

Une certitude subsiste. Plus de deux cents concurrents ont répondu à l'appel des organisateurs. Pareille aubaine ne s'était jamais vue en France, du moins au niveau du championnat de France.

Saumur ayant, bien que civil aujourd'hui, gardé certaines traditions militaires, les cavaliers étaient invités à enfourcher Pégase dès 7 heures du matin, de bon cœur pour les lève-tôt, en rechignant pour les autres...

Doit-on le rappeler, le concours complet a le rare mérite de grouper et de totaliser les trois sports équestres : dressage, épreuve de fond et saut d'obstacles ? Nous avons à juger *l'équitation des braves qu'un monde sépare de leurs camarades autrement privilégiés du concours hippique proprement dit. Ici, nous ne renchérissons pas sur le fin du fin. Ici,* nous taillons dans le rustique, le campagnard, le costaud, toute élégance vestimentaire oubliée. Ici enfin, les amateurs, purs de tout calcul, se recrutent en majorité parmi les propriétaires terriens souvent de condition modeste, mais toujours amoureux de la nature et prisant les sports virils pour ne pas dire casse-cou. L'Ecole de Saumur ne compte que six jeunes stagiaires travaillant sous l'autorité indiscutable de l'entraîneur national M. Jean-Paul Bardinet. Ce chiffre, d'une modestie « *éloquente* », laisse rêveur. Aux autres cavaliers de se débrouiller avec les « *moyens du bord* ».

Cela dit, qu'avons-nous vu à Saumur ? Deux cents jeunes sportifs poussant au paroxysme de leur énergie des animaux libres de leurs mouvements et parfaitement heureux d'échapper à tout voisinage hostile. Les obstacles étant fixes, les accidents, hélas !, sont fréquents. Nous ne connaissons pas un seul cavalier de « complet » qui n'ait été « cassé », dans sa carrière, deux ou trois fois au moins.

Le record appartenant au plus grand artiste de la spécialité, le Bordelais Dominique Bentejac, trente-six ans, incapable, nous dit-il, de comptabiliser avec certitude le nombre de ses chutes l'ayant conduit à l'hôpital. Il y a quatre ans, à Toulouse, pendant des minutes interminables, on le tint pour mort. Le voici à Verrie, magistral à son habitude, mais avec un masque tragique dans l'effort.

Les résultats définitifs du championnat ne devant être proclamés que lundi 4 juin au terme de l'épreuve de saut d'obstacles en carrière, notre choix s'est porté plus particulièrement sur les épreuves de dressage redoutées des cavaliers préférant la vitesse pure au « bricolage » des aires de manège. Point de dressage, entendons-nous dire à juste titre, point de cheval. Qu'exige le règlement en vérité peu exigeant ? Un appuyé à gauche, un autre à droite, les deux figures exécutées au trot, un galop rassemblé à gauche, un autre à droite.

Ce que le jury souhaite voir en définitive, et on le comprend, ce sont des chevaux bien sur la main, dans un placé fixe et correct, et non pas un travail d'école. Les arbitres qui comptent les touches sont bien obligés de constater ceci : de trop nombreux concurrents accusèrent au trot — où tout se juge — une assiette incertaine, talons haut relevés, jambes incomplètement descendues, le haut du corps raide comme un piquet. Une exception avec la reprise du jeune champion d'Europe 1977, Olivier Depagne, éblouissante.

ROLAND MERLIN.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

L'Allemande de l'Est Marita Koch a amélioré de 3/100 de seconde son record du monde du 200 mètres en 22 sec. 03.

L'équipe italienne Ivico de Turin a gagné la Coupe d'Europe des clubs champions, le 3 juin à Lisbonne. Son sprinter Pietro Mennea a réussi 20 sec. 1/100 sur 200 m et 10 sec. sur 100 m (chronométrage manuel).

Football

En match aller comptant pour l'attribution du titre de champion de France de seconde division, Gueugnon a battu Brest par 2 buts à 1, le 2 juin à Quimper. En barrage, pour l'accession en première division, Avignon a dominé Lens par 2 buts à 0.

Tennis

TOURNOI DE ROLAND-GARROS
SIMPLE MESSIEURS

Seizièmes de finale : Solomon (E.-U). b. Smith (E.-U.), 3-6, 1-6, 6-3, 6-1, 8-6 ; Orantes (Esp.) b. Gehring (R.F.A.), 6-2, 6-1, 6-2 ; Connors (E.-U.), b. Case (Austr.), 7-6, 6-2, 7-5 ; Vilas (Arg.) b. Caujolle (Fr.), 6-3, 6-1, 6-3 ; Moretton (Fr.) b. Granat (Tch.), 2-6, 7-6, 7-6, 6-4 ; Fibak (Pol.), b. Bedel (Fr.), 5-7, 7-6, 7-5, 6-2 ; Mayer (E.-U.), b. Gottfried (E.-U.), 1-6, 6-7, 7-6, 6-3, 6-2 ; Pecci (Par.) b. Barazzutti (It.), 7-5, 6-3, 7-6 ; Dibbs (E.-U.) b. Mottram (G.-B.), 6-3, 6-3, 6-2.

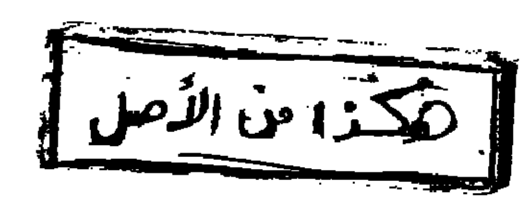
Huitièmes de finale : Borg (Suède) b. Moretton, 7-5, 6-4, 6-2 ; Gerulaitis (E.-U.) b. Lendl (Tch.), 6-2, 6-1, 6-3 ; Gildemeister (Chili) b. Tim Gullikson (E.-U.), 6-7, 6-3, 4-6, 6-1, 6-3.

Interrompu : Higueras (Esp.) c. Teltscher (E.-U.), 6-3, 6-4, 3-2...

SIMPLE DAMES

Seizièmes de finale : Stuart (E.-U.) b. Strachonova (Tch.), 6-3, 2-6, 6-1.

Huitièmes de finale : Fromholtz (Austr.) b. Bunge (E.-U.), 6-0, 6-1 ; Evert (E.-U.) b. Madruga (Arg.), 4-6, 6-2, 6-3 ; Ruzici (Roum.) b. Budarova (Tch.), 6-1, 7-5 ; Mandlikova (Tch.) b. Stuart (E.-U.), 6-4, 7-6 ; Turnbull (Austr.) b. Allen (E.-U.), 6-2, 6-3 ; Gerulaitis (E.-U.) b. Stove (P.-B.), 6-1, 6-4 ; Marsikova (Tch.) b. Smith (E.-U.), 6-3, 7-6 ; Tomanova (Tch.) bat Romanov (Roum.), 6-4, 6-2.



مكذا من الأصل

Le Monde

culture

LE JOUR DE LA MUSIQUE

L'orgue qui sent bon.

Davantage connu pour une ravissante mélodie devenue chanson — Ma poupée chérie — que pour ses compositions de plus grande envergure, Déodat de Séverac (1873-1921) a certainement commis une erreur irréparable en préférant le ciel de la Catalogne à celui des salons parisiens, trop chargé, à son goût, de partis pris et d'intrigues. Sans doute ne possédait-il pas cette originalité ostentatoire qui assure la célébrité immédiate, mais comme il a beaucoup écrit et que ce qu'on connaît révèle plus que le simple talent, il y a certainement bien des pages à redécouvrir. Ainsi le disque de Pierre Guillot, consacré non pas à l'intégralité, mais à la majeure partie de son œuvre d'orgue : Suite en mi *(1901),* Versets *(1914) et la* Petite Suite scholastique *(1912), fait-il figure d'événement. Grave, un peu austère dans son retour à Bach, c'est aussi, pour reprendre le mot de Debussy, de la musique qui sent bon ; elle sait se souvenir des tournures archaïques ou puiser à une source populaire sans la moindre pédanterie, et, surtout, elle gagne à être écoutée plusieurs fois. Sur l'orgue Cavaillé-Coll de Saint-François-de-Sales de Lyon, elle sonne avec cette clarté toute classique qu'elle appelle implicitement.* — G. C.

★ D. de Séverac, *l'Œuvre pour orgue*, un disque Erato STU 71224.

Mahler à la une.

Mis à la mode en France il y a dix ou douze ans, Gustav Mahler, où qu'on le joue, fait salle comble désormais, et ce n'est que justice : la Troisième Symphonie, *au Palais des congrès, la* Cinquième *et la* Huitième *au Festival de Saint-Denis, la* Dixième *au Festival de Strasbourg, et la « une » du numéro de juin du* Monde de la musique, *avec trois pages bien remplies.*

Au sommaire du n° 12 également, les géants du piano (suite) : Claudio Arrau par lui-même ; l'âge d'or des fausses notes ; Lazare Berman... La guitare aussi, avec des conseils d'Alberto Ponce et d'Alexandre Lagoya. L'opéra enfin : « Suivez les voix », ou « Comment s'y reconnaître ».

★ *le Monde de la musique*, n° 12, juin 1979, 8 F.

La tête entre les mains.

« Qui veut faire le coq tôt finit par *Viens poupoule...* » *Le mot est de Debussy, et s'il est cruel, on ne peut dire qu'il soit faux. Il voulait parler, bien sûr, de cet essai signé Jean Cocteau et demeuré légendaire :* le Coq et l'Arlequin, *qui s'en prenait aussi bien à Wagner qu'à* Pelléas : « C'est encore, *disait-il,* de la musique à écouter la tête entre les mains : toute musique à écouter dans les mains est suspecte. »

Opposant l'orchestre « sans sauce » de Parade *au mysticisme du* Sacre, *la musique nègre et le café-concert aux raffinements de l'impressionnisme, le ton est d'un pamphlet, et il est bien facile de donner tort à Cocteau, au nom de l'histoire ou au nom du simple bon sens, mais quelquefois on a raison d'avoir tort ; à sa façon, dès 1918, Cocteau ouvrait une porte ou montrait au public ébahi qu'elle allait s'ouvrir : que l'on pense à Poulenc, à Milhaud, aussi bien qu'à Varèse et au Stravinski de* Ragtime.

Dédié à Georges Auric, qui avait favorisé la rencontre Cocteau-Satie, décisive pour ce manifeste, le voici enfin réédité avec une longue préface de son dédicataire qui porte témoignage et, loin de chercher à se disculper d'une faute imaginaire, dit bien haut qu'il ne regrette rien. — G. C.

★ Cocteau : *le Coq et l'Arlequin*, 162 p., Stock éditeur.

■ Le pianiste Cyprien Katsaris, qui est directeur musical du Festival d'Echternach à Luxembourg, donne, le mardi 5 juin, à 20 h. 30, au Théâtre des Champs-Elysées, un récital consacré à Beethoven et à Liszt.

■ La compagnie de ballet américaine Andrew Degroat and Dancers donne une unique représentation, le mardi 5 juin, à 20 h. 30, au théâtre Le Palace, 8, rue du Faubourg-Montmartre, 75009 Paris, T. 246-10-87.

Musique

« NIETZSCHE », d'Adrienne Clostre

Un portrait lyrique de Nietzsche, ni opéra, ni théâtre, ni récitation, ni cycle de lieder, mais un peu tout cela à la fois : l'œuvre d'Adrienne Clostre, que présente actuellement l'Espace Cardin, correspond bien à l'une des définitions les plus riches qu'on pourrait donner du « théâtre musical contemporain » à l'enseigne duquel elle est programmée, sous le patronage de la Ville de Paris et de TF 1.

*Sans doute cette pièce avait-elle à l'origine, quand elle fut créée à Villejuif (*le Monde *du 22 avril 1977), une destination pédagogique, puisqu'elle devait tourner ensuite dans les universités et les écoles. En mettant Nietzche sur scène à travers treize tableaux où se mêlaient la vie et l'œuvre (*Ecce Homo, *Sils Maria, Socrate, Zarathoustra, la Femme, Venise, la Nuit, etc.), elle donnait une image frappante et séduisante du dynamisme interne qui anime l'existence comme la pensée du philosophe-poète, plus justement qu'un simple cours. On excusait la pauvreté des moyens scéniques, l'aspect un peu scolaire de ce livre d'images, d'ailleurs habile et d'une sincérité émouvante.*

Il est à craindre cependant que l'œuvre paraisse un peu naïve, désuète et même présomptueuse, surtout lorsqu'elle sera diffusée dans le cadre plus vaste de cette « université populaire » qu'est la télévision, même si elle donne une idée du génie d'une tout autre noblesse, que tant d'émissions plus habiles, mais flagorneuses et méprisables, tel le récent « M. Liszt », de Claude Chabrol.

Chaque tableau est trop mince, trop schématique, pour donner un contact vrai et profond avec la pensée de Nietzsche, bien que les paroles utilisent uniquement des textes pris dans son œuvre ou sa correspondance. Ces flashs ne peuvent rendre compte réellement de l'intuition de « la mort de Dieu », de la réflexion de Nietzsche sur l'Etat (illustrée par des discours d'Hitler et de Malraux, et des rumeurs de mai 68) ou du débat avec Wagner (qui nous vaut des pastiches trop faciles de Parsifal *et de* Carmen).

Udo Reinemann un talent et une conviction exceptionnels

On serait même carrément dans le genre bandes dessinées s'il n'y avait un personnage extraordinaire, Udo Reinemann, qui incarne Nietzsche avec un talent et une conviction exceptionnels, chantant, mimant, dansant ce rôle comme pris lui-même par l'illumination, le génie et la folie de son héros, s'incorporant ses paroles de la même manière que Jean-Paul Farré les textes du Dieu *de Victor Hugo, mis en scène par Pierre Henry.*

Peut-être y a-t-il d'autre part une trop grande distance entre ce qui subsiste de la puissante poésie nietzschéenne et la musique d'Adrienne Clostre, proche de l'action et de l'imprécation, vivante, efficace, émue, mais souvent illustrative et un peu simpliste, dans un style très mélangé ; et le perpétuel récitatif parlando *de chanteurs, qui imprègne le texte sans pouvoir décoller en un chant véritable, sauf à de très rares moments, paraît quelque peu lassant à la longue.*

Cette partition généreuse est excellemment interprétée par l'Ensemble Ars Nova, sous la direction chaleureuse et précise de Charles Bruck, qu'on retrouve avec plaisir après une longue absence des pupitres parisiens. La mise en scène de Guy Coutance utilise avec adresse les moyens et l'espace réduits dont il dispose. Léonard Pezzino, Anne Bartelloni et trois enfants du collège musical de Dugny défendent avec cœur les nombreux personnages épisodiques, trop souvent réduits à des allégories. Malgré la qualité de cette œuvre et de cette réalisation qui inspirent la sympathie, il serait dangereux de les transposer telles quelles à la télévision.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochaines représentations à l'Espace Cardin les 5, 7 et 9 juin (20 h. 30).

« La Walkyrie » à Lyon

(Suite de la première page.)

Cette jeunesse recréée souligne les bienfaits de la libération opérée par Patrice Chéreau à Bayreuth ; elle ne se concevait guère à notre époque dans une conception écrasée par le mythe ou même par l'admirable ritualisme liturgique de Wieland Wagner il n'y a pas si longtemps. La vision très « humaine » de Nicolas Joël ne détruit pas le mythe ; elle le déplace et le traite comme un substrat intérieur des personnages, « psychanalytique », pourrait-on dire commodément, dont les aspects inattendus ou humoristiques indiquent la part de rêve.

Ainsi, la hutte de Hunding est devenue une chambre romantique, simplement posée sur les rochers, où l'arbre, qui s'achève en colonne grecque, s'enracine puissamment dans le sous-sol apparent : il est difficile de concevoir image plus psychanalytique d'une civilisation fragilement conquise sur la barbarie, la nature et l'inconscient. Et Sieglinde, strictement habillée comme une dame du vingtième siècle enserrée dans les interdits, est prise entre les feux du hobereau Hunding et ceux du hors-la-loi Siegmund, un coureur des bois pittoresque, à la chevelure de feu.

Au deuxième acte, Wotan, sûr de lui, en frais costume d'été, assis sur un fauteuil de jardin, reçoit les doléances de Fricka, redoutable comme une belle-mère outragée dans sa robe à pouf rouge recouverte d'une dentelle de deuil, qui lui fait une scène à la Bernstein ; c'est elle qui finira par s'asseoir dans le fauteuil... Autour d'eux s'étend le superbe cirque de pierre de Pet Halmen, cadre immuable de cette Tétralogie, comme un Colisée de l'époque baroque, où la fin de l'acte prend une grandeur de statuaire antique.

On n'oubliera pas les Walkyries aux juges à falbalas, grosses dondons ou fraîches goulues, très décolletées, sorcières nécromanciennes qui se disputent les héros morts et les couronnes de lauriers en un ballet plaisamment accordé à la musique, introduction à la sublime scène finale, traduite avec infiniment de délicatesse et d'émotion, qui ne cesse de s'approfondir jusqu'à ce que Brünnhilde aille s'endormir dans les rochers sous l'étonnant mausolée romain d'un guerrier veillé par un lion, véritable hymne au sommeil mystérieux où se tisse le destin du monde.

Les chanteurs réunis par Louis Erlo sont à la hauteur de leurs personnages : Sieglinde surtout (Siv Wennberg), qui rappelle ses aînées, la Crespin et la Rysanek des années 60, par la beauté et la richesse de ce timbre de source fraîche, la puissance vocale et l'intensité extrêmes, ainsi que Margarita Zimmermann, impressionnante Fricka au timbre majestueux et tragique. Moins parfaite, la voix d'Astrid Schirmer a cependant la couleur émouvante et les accents tendres et sauvages de Brünnhilde, tandis que ses huit excellentes sœurs chantent et jouent avec un plaisir communicatif.

La voix un peu légère, mais d'une agréabl couleur, et le phrasé très intimiste de Peter Van Ginkel conviennent à ce Wotan en demi-teintes ; Siegmund (Wolfgang Neumann) et Hunding (Siegfried Vogel) sont également fort bien typés.

On découvre enfin à la tête de l'excellent Orchestre de Lyon, aux cuivres quelque peu rustiques, un jeune chef bulgare, Emil Tchakarov, assistant de Karajan à Berlin, dont l'interprétation, malgré sa verdeur, insuffisamment élaborée dans le détail, dénote une intuition, un sens du discours et une autorité exceptionnels, alors même qu'il aborde le théâtre wagnérien pour la première fois.

J. L.

★ Dernière représentation à l'Opéra de Lyon, le 5 juin, 19 h. 30.

Cinéma

« CES GARÇONS QUI VENAIENT DU BRÉSIL »

de Franklin Schaffner

A Vienne, en 1974, Ezra Lieberman, juif rescapé des camps de concentration et fameux chasseur de nazis, reçoit, par téléphone, du Paraguay, une information surprenante : dans ce pays, le docteur Mengele, ancien médecin-chef d'Auschwitz, vient d'ordonner à une bande de tueurs d'assassiner quatre-vingt-quatorze hommes, fonctionnaires sans aucune notoriété, résidant aux Etats-Unis et dans certains pays d'Europe et qui atteindront soixante-cinq ans dans les deux ans à venir. Sur cette donnée inexplicable — son informateur a été supprimé sans pouvoir en dire davantage, — Lieberman, à demi-incrédule, mais tout de même inquiet, entreprend une enquête.

Ira Levin, l'auteur de *Rosemary's baby*, a écrit une histoire où les découvertes de la génétique moderne remplacent, dans le complot de domination mondiale d'un nazisme renaissant pour l'an 2000, le vieux mythe de la possession diabolique. Le succès du roman a entraîné une adaptation cinématographique de style néo-hollywoodien, une mise en spectacle jouant sur les nerfs par un suspense criminel savamment dosé jusqu'à un « coup de théâtre » relevant d'une imagination délirante. On pourrait dire, et à juste titre, que cette histoire rocambolesque récupère commercialement la « mode du nazisme ». Comme le roman d'Ira Levin, mais plus que lui, à cause de sa représentation en images, le film de Schaffner crée pourtant une angoisse insupportable en s'appuyant sur un fait bien réel : avec tous les moyens scientifiques et techniques dont ils disposaient, les nazis avaient atteint, froidement, implacablement, le mal absolu. Les expériences aberrantes pratiquées par Mengele dans le bloc médical d'Auschwitz pourraient donc aboutir à la création de ces « garçons venus du Brésil ».

Cette fable spectaculaire de génétique-fiction va finalement plus loin qu'un phénomène cinématographique. Elle remet à jour une peur qui n'a jamais vraiment quitté le monde depuis 1945 et qui dépasse le fait politique de tous les régimes totalitaires existant actuellement : la résurgence d'un pouvoir infernal constitué sur une doctrine raciale. Deux grands acteurs qui ont l'âge de leurs personnages, Laurence Olivier (Lieberman) et Gregory Peck (Mengele) jouent, avec une extrême conviction, la lutte à mort du vieux juif contre le vieux nazi. Au-delà des souvenirs du passé historique, ils deviennent les symboles d'une crise gigantesque que nous prépare, peut-être, l'avenir.

JACQUES SICLIER.

★ Voir les films nouveaux.

Deux festivals sauvés : Saintes et La Rochelle

La paix est revenue dans les Charentes et les deux festivals sont sauvés, au moins pour cette année : la convention de Saintes, que nous avions annoncée (*le Monde* du 28 février), a été signée ces jours-ci, et, à La Rochelle, l'harmonie s'est rétablie entre le maire, M. Michel Crépeau, le président des Rencontres internationales d'art contemporain, le docteur Sabatier, l'Association de la recherche artistique, chargée des programmes, et même, semble-t-il, la Maison de la culture (cf. *le Monde* du 12 juillet 1978), sous le patronage et grâce aux subventions de la direction de la musique au ministère de la culture.

Le programme des Rencontres de La Rochelle (28 juin-9 juillet), annoncé jeudi au cours d'une conférence de presse, s'organise autour du « théâtre musical », grâce à la présence de Mauricio Kagel, qui donnera vingt de ses œuvres — une vraie rétrospective, — dont une création. On notera aussi la participation du Deller Consort, du Nouvel Orchestre Philharmonique, dirigé par Gilbert Amy, de Claude Helffer (qui dirigera un atelier), Aloys Konstarsky, S. Gawriloff, I. Matuz, etc. Le concours de musique contemporaine sera consacré cette année au piano. Spectacles de théâtre avec le Cirkus Alfred de Brno, *le Dégorgeoir*, de J.-C. Buchard, Anna Prucnal et Jean-Paul Farré.

Le Festival de cinéma, toujours très important, sera consacré à Wajda, Reisz, Ivens, Camino, Cavalier, Abouladze et à la découverte de jeunes auteurs (RIAC, 11, rue Chef-de-Ville, 17025 La Rochelle, Cedex).

A Saintes (6-14 juillet), le thème du Festival de musique ancienne sera, cette année, la France, avec trois ou quatre concerts chaque jour, qui réuniront l'Ensemble vocal et instrumental de Nantes, Pro Cantione antiqua, la Grande Ecurie et la Chambre du Roy, Hesperion XX, la Chapelle royale, l'Ensemble polyphonique de France, l'Ensemble vocal d'Ile-de-France, Antoine Geoffroy-Dechaume, Jordi Savall, Arthur Haas, W. Christie...

L'heureux dénouement de ces crises prouve que la direction de la musique, sous l'impulsion de M. Jacques Charpentier, entend soutenir l'action vitale des festivals de « création », contemporaine ou ancienne. On ne peut que s'en réjouir. — J. L.

Photo

Heinz Hajek-Halke

Heinz Hajek-Halke, dont la galerie Duc et Camroux, spécialisée dans les objets art-déco, expose une série d'épreuves originales, a eu une vie curieuse : né à Berlin en 1898, il passe son enfance en Argentine, de retour en Allemagne, il suit des cours à l'Ecole royale des beaux-arts de Berlin, il travaille pour la presse, le cinéma et la publicité comme rédacteur, affichiste, dessinateur ou photographe.

En 1933, le ministère de la propagande le sollicite, il refuse, se retire sur les bords du lac de Constance, fait des photos scientifiques pour le compte de biologistes, puis part pour le Brésil, où il entreprend des reportages sur l'exploitation du venin de serpent.

En 1939, il fait son service dans l'armée comme photographe d'usine. On le retrouve prisonnier en France en 1945, il s'évade, il crée un commerce de venin de serpent à l'usage des laboratoires pharmaceutiques.

Son œuvre photographique, qui couvre les années 1935 à 1935, a beaucoup été exposée depuis en Allemagne ; elle est entrée dans les musées. Hajek-Halke est un bricoleur de la photo : pour lui, le tirage ne doit pas être une simple retranscription de la prise de vue ; les produits chimiques, les adjonctions d'encre et de suie, la surimpression de plusieurs négatifs sont là pour truquer la réalité.

Hajek-Halke se partage entre la création pure et la création commerciale, entre l'imagination, l'obsession — celle du corps de la femme —, et l'oppression sociale.

En 1930, il utilise le photomontage, mais ses collages ne sont pas militants, ni dénonciateurs de la violence nazie, comme ceux de John Heartfield ; ils expriment juste une peur diffuse et innommable. Une femme se terre, assaillie et recouverte par les titres des journaux, qui propulsent et soutiennent cette violence. Une autre se recroqueville sous une ombre expressionniste de grand méchant loup, Nosferatu ou Hitler. Pendant ce temps, les hommes boivent dans les cafés, les fripouilles spéculent, Hajek-Halke songe au corps de la femme, qu'il prend plein et huilé, statuesque, mais il est rappelé à la réalité par un ordre de paiement, qu'il surimpressionne à un autoportrait déconfit. Hajek-Halke vacille entre Heartfield et Man Ray, de l'actualité au fantasme, du montage de coupures de presse à l'impression directe d'objets sur des surfaces sensibles, du photomontage au photogramme, expérience plus abstraite qu'il poursuivra pendant les années 50 et jusqu'aux années 60 avec ses dessins-photos.

HERVÉ GUIBERT.

★ 56, rue Jean-Jacques Rousseau, Paris-1er. Jusqu'au 30 juin.

MARYVONNE GILOTTE

Dans le dixième atelier photos du Centre Georges-Pompidou, Maryvonne Gilotte expose un travail soucieux et léché, de qualité, une idée fixe de petite envergure puisqu'il s'agit de la répétition de taches, de raies lumineuses à travers la trame des volets fermés, géométries douces sur la moquette ou sur les chaises, sur le bas du corps assis. « Inside », le titre du portfolio de Maryvonne Gilotte aux Editions Creatis : à l'intérieur, une femme seule, recluse, peut-être claustrée, regarde le temps passer aux mouvances freinées du soleil, se laisse aveugler par la lumière des ampoules nues, guette, son appareil en main, les moindres impressions qui font varier la dilatation de son objectif proportionnellement à celle de ses pupilles, se hisse même, comme étouffée, hors du noir, vers la réverbération d'un éclat lunaire.

Maryvonne Gilotte a d'abord fait, aux beaux-arts de Marseille, du dessin, de la sculpture et de la gravure, mais elle dit qu'elle a aussi fait la vaisselle, comme Jeanne Dielmann. Elle dit : « Claustration, plus condition féminine, plus aliénation, plus environnement quotidien, plus solitude, plus angoisse, plus recherche de communication, égalent ténèbres. » On aura beau jeu de sourire de cette lecture un peu trop haute, et hautaine par rapport aux photos.

H. G.

★ Centre Georges-Pompidou. Jusqu'au 24 juin.

Expositions

Fleurs en vrac

Est-ce seulement une impression, ou cette exposition est-elle vraiment inachevée ? Expressément souhaitée par M. Jacques Chirac, maire de Paris, et par Mme Jacqueline Nebout, son adjointe — l'un président et la seconde vice-présidente des Floralies internationales qui ont lieu à Vincennes — cette présentation des « peintres de fleurs en France du dix-septième au dix-neuvième siècle » paraît avoir demandé de grands efforts à ses organisateurs et aux conservateurs du Petit Palais pour réunir tant d'œuvres de provenances très diverses. Mais peut-être aussi de tels efforts contre la montre, qu'ils sont restés en deçà de ce qu'ils pouvaient faire. A déflorer un pareil sujet avec autant de hâte, ils n'ont fait qu'en frôler l'essentiel : si riche qu'en soient les fleurs, l'arrangement du bouquet méritait plus de soins.

Ainsi, malgré la discrète contribution d'Yves Laissus, conservateur de la bibliothèque du Muséum d'histoire naturelle (qui a prêté quelques beaux documents), on ne comprend guère ce qui est la part et l'apport de la botanique dans cet ensemble où le dessus de porte, la « vanité » et le dessin à but scientifique sont présentés comme s'ils participaient d'un jeu simple et unique : peindre des fleurs. Le texte d'introduction du catalogue, dû à Michel et Fabrice Faré, est certes bien documenté mais sa prolixité (et sa préciosité) s'arrête trop souvent, avant toute forme d'analyse et *a fortiori* de synthèse, à une énumération de mérites et de compliments de salons.

Du dix-septième siècle au dix-neuvième siècle : rien donc du seizième (et moins encore du siècle précédent). Les premiers temps du dessin botanique et ses efforts de représentation esquivés de la sorte, on pouvait espérer, pour le reste, une plus claire articulation entre ce qui relevait de la décoration, de l'investigation et de la « grande peinture ». Quant à l'échantillon éminemment scolaire — bien que Manet s'y fasse nommer Eugène, — des peintres du dix-neuvième siècle (Bazille, Blanche, Cézanne, Monet, Redon, Courbet, Delacroix, Gauguin, Renoir et quelques autres), il entretient, au demeurant pour le plus grand plaisir de l'œil, la plus parfaite confusion entre les peintres voués aux fleurs et ceux, ils sont légions, qui firent de la fleur ou du jardin les sujets ou fragments de quelques-unes de leurs œuvres.

Une lourde chronologie a donc mangé l'exposition au détriment d'une approche plus sensible. Mais il reste quelques beaux tableaux, vélins ou gravures. Du dix-septième siècle, on trouve ainsi, pêle-mêle, les vastes amas de fleurs que sont les bouquets de Monnoyer ou de Blin de Fontenay, et les natures mortes ou vanités de Baujin ou Champaigne. Une peinture peu lumineuse, souvent compassées et qui obéit à des règles de composition sévères. Moins voué à l'ornementation et au décor, en tout cas d'une manière moins formelle, plus vivante, le dix-huitième siècle donne la meilleure mesure de l'exposition. La fleur et l'arrangement de fleurs puisent alors dans une approche naturaliste les moyens d'une perfection tout artificielle.

C'est le temps de la transparence des pétales, du négligé étudié de la tige, des veloutés de pêche auxquels s'adonnent, venus du Nord, nombre de Van : Van Dael, Van Pol et surtout Van Spaendonck, le maître de Redouté ; des dames aussi, comme Anne Vallayer-Coster, et, plus généralement, tout ce que la finesse, la suavité, l'adresse ou le sens personnel de la véracité ont suscité en fait de peintres connus — Largillière, Le Lorrain, Rigaud, Nattier, — ou moins connus — Pergault, Oudry, Desportes, ou Bachelier dont l'*Etude de fleurs* est positivement un chef-d'œuvre.

Claude Aubriet, Abraham Bosse et deux ou trois autres, issus du Muséum sous la forme de quelques aquarelles et gravures, font un résumé botanique du dix-septième siècle. Redouté, solitaire et exsangue, est enfin symbolisé par une page d'un des volumes des *Roses*. C'est peu.

FREDERIC EDELMANN.

★ Musée du Petit-Palais, jusqu'au 2 septembre. Catalogue : 35 F.

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées et municipales

Comédie-Française, 20 h. 30 : Dom Juan.
Carré Silvia Monfort, 15 h. : Cirque Gruss à l'ancienne.

Les autres salles

Artalect, 20 h. 45 : la Prose du Transsibérien.
Atelier, 21 h. : Siegfried 78.
Campagne-Première, 20 h. 30 : Fatidique ou les Passions moyennes de Topor ; 23 h. : Bruno Garcin.
Essaïon, 20 h. 30 : Autour de Mortin.
Forum des Halles, 20 h. 30 : l'Enterrement du patron.
Huchette, 20 h. 30 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Montparnasse, 21 h. : le Philanthrope.
Olympia, 15 h. : Annie Cordy.
Plaisance, 20 h. 30 : la Vie secrète de Walter Mitty.
Théâtre du Marais, 20 h. 30 : Arlequin superstar.
Théâtre Marie-Stuart, 20 h. 30 : Est-ce que tu m'aimes ?

Les concerts

Athénée, 21 h. : Edda Moser, C. Eschenbach (Schumann, Wolf, Strauss, Schubert, Zelter).
Lucernaire, 21 h. : Ensemble de flûtes G. Grognet (Telemann, Vivaldi, Susato, Dubois).

Jazz, pop', rock, folk

Caveau de la Huchette, 21 h. 30 : Clarinette Connection.
Chapelle des Lombards, 20 h. 30 : Musique traditionnelle antillaise ; 22 h. 30 : Evelyn Blakey Quintet.
Petit-Opportun, 23 h. : Bibi Garvanoff.

La danse

Palais des congrès, 20 h. 30 : Ballet du Bolchoï (Carmen, Roméo, Mozart).

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : les Europhages.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot, relâche.
Beaubourg, 15 h. : les Ailes, de William Wellmann ; 19 h. : l'Atlantide, de Jacques Feyder.

Les exclusivités

AGATHA (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40), George-V, 8e (225-41-46) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33).
AMERICAN COLLEGE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), Balzac, 8e (561-10-60), Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
A NOUS DEUX (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70), Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72), Marignan, 8e (359-92-82), Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23), Français, 9e (770-33-88), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Cambronne, 15e (734-42-96), Victor-Hugo, 16e (727-49-75), Wepler, 18e (387-50-70), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
AROUND THE STONES (A., v.o.) : Videostone, 6e (325-60-34).
ASHANTI (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).
LES BELLES MANIERES (Fr.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47), h. sp.
CALIFORNIA HOTEL (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45).
LE CANDIDAT COCO LA FLEUR (Ant.) : Palais-des-Arts, 3e (272-62-98).
CAUSE TOUJOURS, TU M'INTERESSES (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93), Bretagne, 6e (222-57-97), Normandie, 8e (359-41-18), Athéna, 12e (343-07-48), U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19), Mistral, 14e (539-52-43), Helder, 9e (770-11-24).
CLAUDE FRANÇOIS (Fr.) : Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LE COUP DE SIROCCO (Fr.), Richelieu, 2e (233-56-70), Quintette, 5e (033-35-40), Marignan, 8e (359-92-82), Madeleine, 8e (073-56-03), Fauvette, 13e (331-56-86), Studio-Raspail, 14e (320-38-98), Tourelles, 20e (636-51-98).
LE COUP DU SINGE (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99), h. sp.
LE COUTEAU DANS LA TETE (All., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
LA DROLESSE (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52), St-Germain-Huchette, 5e (633-87-59), St-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43), Monte-Carlo, 8e (225-09-83), Nations, 12e (343-04-67), Parnassien, 14e (329-83-11), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
L'ECHIQUIER DE LA PASSION (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
ET LA TENDRESSE... BORDEL (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69), Balzac, 8e (561-10-60), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45), Parnassien, 14e (329-83-11).
FELICITE (Fr.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18), Biarritz, 8e (723-69-23), U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02).
FEMME ENTRE CHIEN ET LOUP (Belg., v. flam.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Pagode, 7e (705-12-15), Marignan, 8e (359-92-82), Parnassien, 14e (329-83-11), Olympic, 14e (542-67-42) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33), Nations, 12e (343-04-67).
LES FEMMES DE TRENTE ANS (A., v.o.) : Paramount-City, 8e (225-45-76) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90).
FLIC OU VOYOU (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Berlitz, 2e (742-60-33).
GAMIN (Col., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90).
GIBIER DE PASSAGE (All., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12).
GOLDORAK (Jap., v.f.) : Madeleine, 8e (073-56-03) H. Sp.
LA GRANDE ATTAQUE DU TRAIN D'OR (A., v.o.) : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).
HARDCORE (A., v.o.) (**) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : U.G.C Opéra, 2e (261-50-32).
LES HEROINES DU MAL (Fr.) (**) : Caméo, 9e (246-66-44) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08).
L'HYPOTHESE DU TABLEAU VOLE (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99).
INTERIEURS (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (033-39-47) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
JE TE TIENS, TU ME TIENS PAR LA BARBICHETTE (Fr.) : Colisée, 8e (359-29-46).
LA MADRIGUERA (Esp., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90)
LE MAITRE-NAGEUR (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23).
MELODY IN LOVE (A.) (**), v.o. : Cluny-Palace 5e (033-07-76) ; v.f : Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33)
MESSIDOR (Suisse), Epée-de-Bois, 5e (337-57-47).
MIDNIGHT EXPRESS (A.) (*), v.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Moulin-Rouge, 18e (606-34-25).
LES MOISSONS DU CIEL (A.), v.o. : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Concorde, 8e (359-92-84) ; v.f. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Lumière, 9e (770-84-64) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
MOLIERE (Fr.), Bilboquet, 6e (222-87-23).
MORT SUR LE NIL (A.), v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90).
OH ! MADIANA (Fr.), Vendôme, 2e (742-97-52)
OLIVER'S STORY (A.), v.o. : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).
PARTITION INACHEVEE POUR PIANO MECANIQUE (Sov.), v.o. : Cosmos, 6e (548-62-25).
PERCEVAL LE GALLOIS (Fr.), Panthéon, 5e (033-15-04), H. sp.
LA PLUS BELLE SOIREE DE MA VIE (It.) v.o : Elysées Point-Show, 8e (225-67-29) ; Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37).
LA PROF JOUE ET GAGNE (A.), v.f. : Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
QUINTET (A.), v.o. : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; v.f. : Haussmann, 9e (770-47-55).
REBECCA (rééd.), v.o. : Grands Augustins, 6e (633-22-13) ; Parnassien, 14e (329-83-11).
RETOUR A LA BIEN-AIMEE (Fr.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Ternes, 17e (380-10-41).
ROBERTE (Fr.) : le Seine, 5e (325-95-99).
ROCK'N ROLL (It.), v.o. : Balzac, 8e (561-10-60) ; v.f : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Omnia, 2e (233-39-36) ; Mistral, 14e (539-52-43).
SERIE NOIRE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (033-35-40) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Hollywood Bd, 9e (770-10-41) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e 575-79-79) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41)
LES SŒURS BRONTE (Fr.), Berlitz, 2e (742-60-33), Quintette, 5e (033-35-40), Pagode, 7e (705-12-15), Colisée, 8e (359-29-46), Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43), Athéna, 12e (343-07-48), PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42), Mayfair, 16e (525-27-06), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).
SOLEIL DE FEU (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (329-42-62), Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : UGC Gobelins, 13e (331-06-19), Mistral, 14e 539-52-43), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25), Rex, 2e (236-83-93), UGC Opéra, 2e (261-50-32), Rotonde, 6e (633-08-22), UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59).
LE SOUFFLE DE LA TEMPETE (A., v.o.) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).
S.O.S. CONCORDE (It., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93), Ermitage, 8e (359-15-71), Miramar, 14e (320-89-52).
LA TAVERNE DE L'ENFER (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (329-42-62), Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90). — V.f. : UGC Opéra, 2e (261-50-32), Omnia, 2e (233-39-36), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Caméo, 9e (246-66-44), Athéna, 12e (343-07-48), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41)
LE TEMPS DES VACANCES (Fr.) : Paris, 8e (359-53-99).
TORRE BELA (Port., v.o.) : Action République, 11e (805-51-33).
LES TRENTE-NEUF MARCHES (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97), Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
LE TRESOR DE MATACUMBA (A., v.f.) : UGC Danton, 6e (329-42-62), Ermitage, 8e (359-15-71), Rex, 2e (236-83-93), UGC Gobelins, 13e (331-06-19), Miramar, 14e (320-89-52), Mistral, 14e (539-52-43), Magic-Convention, 15e (828-20-32), Napoléon, 17e (380-41-46).
UN ET UN (Suéd., v. o.) : Marais, 4e (278-47-86) ; Studio Cujas, 5e (033-89-22)
UN JOUR SUR LA PLAGE (Ang., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99).
UTOPIA (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86) ; Lucernaire, 6e (544-57-34), H. Sp.
LA VENGEANCE D'UN ACTEUR (Jap., v.o.) : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
LA VILLE A PRENDRE (Fr.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
VIVA EL PRESIDENTE (Mex., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Miramar, 14e (320-89-53) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).
ZOO ZERO (Fr.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98) ; La Clef, 5e (337-90-90) ; Olympic, 14e (542-67-42).

Lundi 4 juin

Les festivals

CINEMA DES ANNEES 60 (v.f.), Studio Dominique, 7e (705-04-55) : la Prise du pouvoir par Louis XIV.
LA RELEVE AMERICAINE (v.o.), Olympic, 14e (542-67-42) : les Tueurs de la lune de miel.
ELVIS PRESLEY (v.o.), Broadway, 16e (527-41-16). En alternance : Elvis Show, Amour sauvage, Un direct au cœur.
VOYAGE AU PAYS DU ROCK : Woodstock, les Folles années du rock.
LA BOITE A FILM, 17e (754-51-50). I. 12 h. 50 : Klute ; 14 h. 50 : le Lauréat ; 16 h. 40 : Easy Rider ; 18 h. 30 : Flesh Gordon ; 20 h. 10 : Bonnie and Clyde ; 22 h. : Phantom of the Paradise ; V., S., D., 23 h. 40 ; Orange mécanique. — II. 13 h. 15 : Rollerball ; 15 h. 15 : 20 h. : Mort à Venise ; 17 h. 30 : Music Lovers ; 22 h. 15 : les Yeux de Laura Mars ; V., S., D., 24 h. : Rollerball.
SERIE NOIRE (v.o.), Action-Christine, 6e (325-85-78) : le Fauve en liberté. — Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : le Bal des vauriens.
RETROSPECTIVE GARY COOPER (v.o.), Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : Désir.
FELLINI (v.o.), Studio Acacias, 17e (754-97-83), 13 h. : Juliette des Esprits ; 15 h. 30 : les Clowns ; 17 h. : Fellini Roma ; 19 h. : Satyricon ; 21 h. : la Dolce Vita.
J. LOSEY (v.o.), New-Yorker, 9e (770-63-40) : Modesty Blaise.
F. TRUFFAUT, Olympic, 14e (542-67-42) : la Nuit américaine.
HOMMAGE A ALBERT LAMORISSE, Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04) : le Ballon rouge ; Crin Blanc ; Fifi la plume.
CHATELET-VICTORIA (v.o.), 1er (508-94-14) : I., 13 h. : Ivan le Terrible ; 16 h. 15 : le Dernier Tango à Paris ; 18 h. 20 : Ma femme est une sorcière ; 20 h. 5 et sam. 0 h. 30 : Cabaret ; 22 h. 15 et vend. 0 h. 30 : Orange mécanique. — II, 14 h. : Hôtel du Nord ; 16 h. 5 : l'Œuf du serpent ; 18 h. 20 : le Troisième Homme ; 20 h. 15 et sam. 0 h. 20 : Easy Rider ; 22 h. 20 et vend. 0 h. 20 : Pierrot le Fou
STUDIO GALANDE, 5e (033-72-71), 13 h. 40 : les Damnés ; 16 h. 15 : Au-delà du bien et du mal ; 18 h. 30 : A bout de souffle ; 20 h. 15 : Taxi Driver ; 22 h. 15 : Salo ; V., S., D., 24 h. 15 : Rocky Horror Picture Show
FESTIVAL JAMES BOND, Maillot-Palace, 17e (574-10-40) : l'Homme au pistolet d'or.
BUNUEL, Studio Logos, 5e (033-26-42) : l'Ange exterminateur.
STUDIO 28, 18e (606-36-07) : Jésus de Nazareth, deuxième partie.

Les films nouveaux

NORMA RAE, film américain de Martin Ritt : v.o : Quintette, 5e (033-35-40) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74)
LES DEMOISELLES DE WILKO, film polonais d'Andrzej Wajda : v.o. : Saint-Germain Village, 5e (633-87-59) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
TROISIEME GENERATION, film allemand de Rainer Werner Fassbinder : v.o. : Racine, 6e (633-43-71)
CES GARÇONS QUI VENAIENT DU BRESIL, film américain de Franklin Schaffner : v.o. : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (225-45-76) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Bastille, 11e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33)
MEME HEURE, L'ANNEE PROCHAINE, film américain de Robert Mulligan : v.o. : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Paris, 8e (359-53-99) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Madeleine, 8e (073-56-03) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
DE L'ENFER A LA VICTOIRE, film américain de Hank Milestone : v.o. : Studio J.-Cocteau, 5e (033-47-62) ; Mercury, 8e (225-75-90) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
ROLLING STONES IN THE PARK, film musical américain v.o. : Saint-Séverin, 5e (033-50-91).

Les séances spéciales

ALERTEZ LES BEBES (Fr.) : Le Marais, 3e (278-47-86), 14 h.
ARAN (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 12 h. et 13 h.
L'AMOUR VIOLE (Fr.) : Les Tourelles, 20e (636-51-98), mar., 21 h.
BLUE COLLAR (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47), 12 h. ven. et sam., 24 h.
LA CLEPSYDRE (Pol., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 12 h. 30.
CHRONIQUE D'ANNA MAGDALENA BACH (All., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 14 h. 30 et 16 h. 15.
DEHORS-DEDANS (All., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 13 h. 30
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 24 h.
HAROLD ET MAUDE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 12 h. et 24 h.
GIRL FRIEND (A., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 12 h., 14 h. 15.
IF (Ang., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 12 h. et 24 h.
INDIA SONG (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 12 h. 20 (sauf dim.).
J'IRAI COMME UN CHEVAL FOU (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34), 12 h., 24 h.
LES LARMES AMERES DE PETRA VON KANT (All., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sauf sam. et dim.)
LA MARQUISE D'O (All., v.o) : Panthéon, 5e (033-15-04), 12 h (sauf dim.).
MASCULIN FEMININ (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 12 h.
LA MONTAGNE SACREE (Mex., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 22 h. 15.
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 12 h. et 24 h.
PINK NARCISSUS (A., v.o.) (**) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sauf sam. et dim.)
LA PRINCESSE ET LE PETIT POIS (Sov., v.f.) : Cosmos, 6e (548-62-25), mer., sam., dim., mat.
LE PRIVE (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 24 h.
PUNISHMENT PARK (A., v.o.) (**) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), mar., 21 h.
ROCKY HORROR PICTURE SHOW (Ang., v.o.) : Acacias, 17e (754-97-83), ven., sam., 24 h.
SOUVENIRS D'EN FRANCE (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sauf sam., dim.).
UNE FEMME EST UNE FEMME (Fr.) : Studio Cujas, 5e (033-89-22), 12 h. 30 et 14 h.
UNE FEMME LIBRE (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sauf sam., dim.)
LE SECOND EVEIL (A., v.f.) : Les Tourelles, 20e (636-51-98), sam., 17 h.
UTOPIA (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34), 12 h., 24 h.
UN SOIR, UN TRAIN (Belg.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sauf sam. et dim.)
UN ETE 42 (A., v.f.) : Denfert, 14e (033-00-11).

CARNET

Mariages

Michèle ZAGHEN
Jean-Pierre GILQUIN
ont la joie de faire part de leur mariage qui a eu lieu dans l'intimité le 26 mai 1979 à Azay-le-Rideau.
Côte de l'Eglise, 81110 Dourgne.
7, rue des Trois-Tonneaux, 37100 Saint-Cyr-sur-Loire.

Décès

— M. de Boulongne,
Mlle Anne de Boulongne,
M. et Mme Etienne de Boulongne,
Mlle Nicole de Boulongne,
Mme Barataud,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme de BOULONGNE,

née Marguerite, Marie, Agnès Quesnel, rappelée à Dieu le 2 juin 1979, à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

La cérémonie funèbre aura lieu en l'église de Notre-Dame-des-Champs, chapelle de la Sainte-Vierge, le mercredi 6 juin, à 14 heures.

Anniversaires

— A l'occasion du deuxième anniversaire du décès de

M. Jean ODOUARD,

une messe sera célébrée à Alexandrie en la chapelle des Sœurs franciscaines de Marie, le mardi 5 juin, à 16 heures précises.

Mme Jean Odouard,

Les familles Odouard, Billot et Abdallah,
prient tous ceux qui l'ont connu et aimé de se joindre à eux par la pensée ou par la prière.

Un service religieux aura lieu à Douarnenez ultérieurement.

Communications diverses

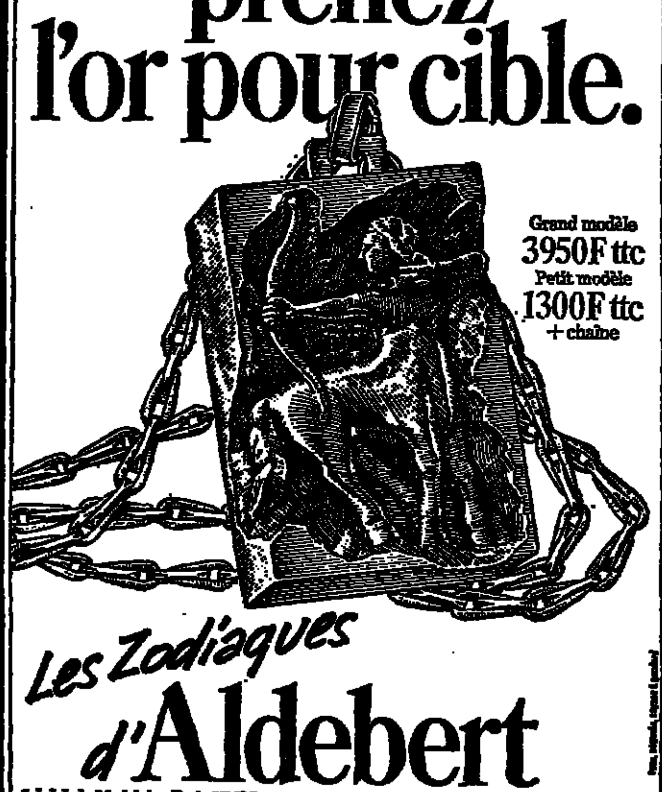
— Le prochain concours de recrutement du Chœur des Petits Chanteurs du Marais, ouvert à tous les garçons âgés de neuf à douze ans, aura lieu le mercredi 13 et le samedi 16 juin. Se présenter entre 15 heures et 17 h. 30 à l'église Saint-Eustache, rue du Jour, 75001 Paris. Renseignements par téléphone : 670-35-03 ou 205-70-91.

Visites et conférences

MARDI 5 JUIN

VISITES GUIDEES ET PROMENADES : 14 h. 30, devant le groupe de la danse, Mme Allaz : « L'Opéra ».
15 h., 17, quai d'Anjou, Mme Bachelier : « L'Hôtel de Lauzun ».
15 h., arrêt mairie, autobus 171, Mme Garnier-Ahlberg : « L'ancienne manufacture de Sèvres ».
15 h., 53, rue de Richelieu, Mme Legregeois : « La Bibliothèque nationale » (entrées limitées) (Caisse nationale des monuments historiques).
15 h., 16, rue du Cloître-Notre-Dame, Mme Just : « Notre-Dame » (Mme Hager).
15 h., métro Etienne-Marcel : « Vieilles rues. Les deux plus vieilles maisons de Paris. L'abbaye Saint-Martin-des-Champs » (M. Teurnier).

CONFERENCES. — 15 h., 107, rue de Rivoli, Mme N. Gaso : « Les tissus et la tapisserie ».
21 h., 21, rue Cassette : « Invitation au voyage en Grèce » (Projections) (Arcus).



هكذا من الأصل

RADIO-TÉLÉVISION

LUNDI 4 JUIN

CHAINE I : TF 1

18 h. 55, C'est arrivé un jour ; 19 h. 20, Court métrage : « Charlot homme de peine » ; 19 h. 45, Les inconnus de 19 h. 45 ; 20 h., Journal.

20 h. 35, FILM : NOUS NE VIEILLIRONS PAS ENSEMBLE, de M. Pialat (1972), avec J. Yanne, M. Jobert, M. Meril, J. Galland, C. Fabrega (rediffusion).

Les étapes d'une lente et difficile rupture entre un cinéaste marié et sa jeune maîtresse. Admirable étude des rapports amoureux faussés, de la psychologie d'un homme et d'une femme qui n'en finissent pas de se quitter.

22 h. 15, Documentaire : Un homme libre, Jacques Monod.

Dans sa série « Une belle vie », Jacques Rutman retrace l'itinéraire du prix Nobel de médecine 1965, qui ne fut pas seulement, avec André Lwoff et François Jacob, un grand nom de la biologie moderne, mais aussi un homme engagé dans les combats de son époque.

23 h. 35, Sport : Championnats internationaux de tennis (résumé).

23 h. 55, Journal.

CHAINE II : A 2

18 h. 35, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 20, Documentaire : les Aïnous ; 19 h. 45, Dessin animé ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Magazine : Question de temps (l'Italie des paradoxes).

Un dossier sur l'Italie à l'occasion des élections législatives dans ce pays et, bien sûr, des élections européennes. Une série d'enquêtes sur l'économie, l'Eglise, le terrorisme.

21 h. 40, Variétés : Avec (le charme de Carole Laure).

22 h. 40, Série : Bande à part ; Quefferus.

Entretien avec un peintre qui refuse l'entretien. Propos décousus, allusions obscures, silences pesants. Une méthode d'investigation qui rompt l'intimité entre l'artiste et ses toiles. Mais celui-ci nous demeure inaccessible...

23 h. 10, Journal.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes ; 18 h. 55, Scènes de la vie de province : Vivre en s'exprimant (Fernand Ledoux, de B. Gantillon) ; 19 h. 20, Documentaire : Les animaux et leur survie ; 19 h. 45, Le parc naturel de la Vanoise ; 19 h. 55, Dessin animé ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (cinéma public) : UN AUTRE HOMME, UNE AUTRE CHANCE, de C. Lelouch (1977), avec J. Caan, G. Bujold, F. Huster, J. Warren, S. Tyrell, R. Harris, L. Lyons.

Dans l'Ouest américain des années 1880, une Française émigrée, veuve d'un photographe, et un vétérinaire veuf se rencontrent parce que leurs enfants fréquentent la même école. Croisement de destins sur fond historico-social des Etats-Unis au dix-neuvième siècle. Du pur Lelouch, sentimental, émotionnel.

22 h. 40, Journal.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30, Feuilleton : « Mystères », d'après K. Hamsun ; 19 h. 30, Présence des arts : le Second Empire ; 20 h., « Chien de machines », de J. Reis, avec J. Dufilho ; 21 h., L'autre scène ou les vivants et les dieux : le secret de la fleur d'or ; 22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 2, Kiosque ; 19 h. 5, Jazz ;

20 h., Les grandes voix : Martha Angelici ; 20 h. 30, Année des abbayes normandes... En la collégiale d'Auffray : œuvres anonymes et œuvres de Power, Dunstable, Cornyshe, Davies, Holst, Hatton, Pearsall, par the Hilliard Ensemble. Avec D. James, contre-ténor ; P. Elliott, L. Nixon, ténors ; P. Hillier, baryton ; 22 h. 30, Ouvert la nuit : le clavecin ; 23 h., Portrait d'un chef d'orchestre : Seiji Ozawa.

MARDI 5 JUIN

CHAINE I : TF 1

12 h., S. S. Jean-Paul II en Pologne.

12 h. 15, Réponse à tout ; 13 h., Journal ; 13 h. 50, Sport : Championnats internationaux de tennis ; 18 h. 50, C'est arrivé un jour ; 19 h. 10, Une minute pour les femmes : les dents ; 19 h. 40, Campagne électorale ; 19 h. 45, Les inconnus de 19 h. 45 ; 20 h., Journal.

20 h. 40, Variétés : Autour du chapiteau.

Avec Boney M., Sacha Distel, Joe Dassin, Plastic Bertrand, Brotherhood of Man.

21 h. 40, Documentaire : Mon quartier, c'est ma vie. (Quand les habitants ont des idées, tout peut changer.)

Premier volet d'une très bonne série d'Hubert Knapp sur l'habitat et l'architecture. Ici, comment les habitants pauvres du quartier de l'Alma-gare à Roubaix ont pris en main la reconstruction de leur quartier, ont décidé des maisons qu'ils voulaient, etc.

22 h. 40, Sport : Championnats internationaux de tennis (résumé).

23 h. 10, Journal.

CHAINE II : A 2

12 h., S.S. Jean-Paul II en Pologne ; 12 h. 15, Série : L'aventurier ; 12 h. 45, Journal ; 13 h. 35, Emissions régionales ; 13 h. 50, Feuilleton : Bonjour Paris ; 14 h., Aujourd'hui, madame : Héritage et droits de succession ; 15 h., Série : Les Incorruptibles ; 15 h. 50, Magazine : Découvrir ; 17 h. 20, Fenêtre sur... les livres et l'histoire ; 17 h. 50, Récré A 2 ; 18 h. 35, C'est la vie ; 18 h. 50, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 40, Campagne électorale ; 20 h. 10, Journal.

20 h. 45, Les dossiers de l'écran : le Dernier Choix du maréchal Ney, téléfilm d'A. Decaux, réal. M. Frydland. Avec G. Géret, P. Gualdi.

Un cas de conscience : l'obéissance que doit un militaire au pouvoir politique du moment. Parti pour ramener l'empereur retour de l'île d'Elbe dans une cage de fer, Ney fera volte-face et rejoindra Napoléon à Auxerre.

Vers 22 h., Débat.

Avec MM. A. Decaux, A. Castelot, J. Tulard, historiens ; Me J. Isorni, avocat.

23 h. 30, Journal.

CHAINE III : FR 3

18 h., Emission du ministère des universités ; 18 h. 30, Pour les jeunes ; 18 h. 55, Scènes de la vie de province : Vivre en s'exprimant (Un homme à effet, réal. A.-M. Blanc) ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 19 h. 55, Dessin animé ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (cinéma pour tous) : UN DIMANCHE A NEW-YORK, de P. Tewksbury (1963), avec C. Robertson, J. Fonda, R. Taylor, R. Culp, J. Morrow. (Rediffusion.)

Une jeune provinciale vertueuse rompt avec son fiancé trop entreprenant, mais rencontre à New-York un homme qui la séduit.

22 h. 15, Journal ; 22 h. 30, Campagne électorale.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance... Les isolats humains ; à 8 h. 32, Trajets russes de Pierre Pascal ; à 8 h. 50, l'Escalier d'or ; 9 h. 7, La matinée des autres : les gens de l'igname ; le lignage de la mort ; 10 h. 45, Etranger, mon ami ; 11 h. 2, Serge Koussevitzky, chef d'orchestre et mécène (et à 17 h. 32) ; 12 h. 5, Nous tous chacun ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Libre parcours variétés ; 14 h., Un livre, des voix : « Un vagabond joue en sourdine », « la Dernière Joie », de K. Hamsun ; 14 h. 42, Carrefour des Français ; 16 h. 50, Libre appel ;

18 h. 30, Feuilleton : « Mystères », d'après K. Hamsun ; 19 h. 30, La science au départ de l'art.

20 h., Dialogues franco-canadiens... K. Spicer et C. Moraze : cultures d'origine et multiculturalisme ; 21 h. 15, Musiques de notre temps : Paris-Moscou au Centre Pompidou ; 22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

7 h., Quotidien musique ; 9 h. 2, Le matin des musiciens : « les Inachevées » ; 12 h., Musique de table ; 12 h. 35, Jazz classique ; 13 h., Les anniversaires du jour ;

14 h., Musique en plume : Rossini, J. Strauss, Suchanek, R. Strauss, Charlie Chaplin, E. Strauss ; 14 h. 30, Radio scolaire ; 15 h. 5, Musique-France-Plus : Chabrier, G. Le Roux, Debussy, Brahms ; 16 h. 30, Musiques rares : M. Moszkowski ; 17 h., La fantaisie du voyageur ; 18 h. 2, Kiosque ; 19 h. 5, Jazz ;

20 h., Avant-programme ; 20 h. 30, Récital d'orgue, par Rolande Falcinelli, en direct de l'église Saint-Sulpice à Paris : « In Memoriam » opus 61 (M. Dupré) ; « Huitième Symphonie » (C.M. Widor) ; 22 h. 30, Ouvert la nuit : James Bowman (contre-ténor) chante Brittens ; 23 h., Portrait d'un chef d'orchestre... Seiji Ozawa : Ravel, Berlioz, W. Russo, Takemitsu ; 1 h., Jazz-pastel.

TRIBUNES ET DEBATS

MARDI 5 JUIN

— *Les quatre plus jeunes représentants des listes pour les élections européennes* et des élèves de classe terminale dialoguent sur l'Europe à Antenne 2, à 13 heures.

— *M. Georges Marchais*, secrétaire général du P.C., s'exprimera sur Radio-Andorre, à 18 h. 30.

— *M. Jacques Chirac*, président du R.P.R., maire de Paris, répond aux questions des auditeurs, sur Europe 1, de 19 heures à 21 heures.

— *Mme Huguette Bouchardeau*, secrétaire national du P.S.U., et *M. Charles Piaget*, délégué C.F.D.T. de Lip, liste P.S.U.-Autogestion, sont interviewés, sur R.T.L., à 23 h. 15.

— *Les porte-parole des listes R.P.R., P.C. et P.S.U.* s'expriment à l'occasion de la campagne officielle, à 19 h. 10, sur France-Inter, à 19 h. 40, sur TF 1 et Antenne 2, et, à 22 h. 30, sur FR 3.

RADIO PIRATE EN SAVOIE

● Une radio-pirate savoyarde, Radio-Allobroges n° 1, a émis pendant sept minutes le dimanche 3 juin au matin avant d'être brouillée.

L'émission, transmise en modulation de fréquence sur 102,39 MHz depuis les bords du lac Léman, s'adressait « *aux Savoyards de souche et d'adoption* ». Le présentateur a parlé en langue locale, puis en français de la conception de la Savoie dans l'Europe à l'approche des élections.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le lundi 4 juin à 0 heure et le mardi 5 juin à 24 heures :

La France demeure dans une zone de marais barométriques favorables au développement de foyers orageux. Dans les trente-six heures à venir, les masses d'air chaud, humide et instable, qui recouvrent notre pays, seront peu à peu refoulées vers l'est, à l'arrivée d'une nouvelle perturbation venant de l'Atlantique.

Mardi, sur la plus grande partie de la France, le temps sera gris, brumeux le matin. Les formations brumeuses seront localement tenaces dans le Nord et l'Ouest. Au cours de la journée, de nombreux foyers orageux se développeront. Ils s'accompagneront de pluies localement abondantes de la Normandie au Massif Central et aux Pyrénées. Cette zone pluvio-orageuse atteindra le soir l'Alsace, la Bourgogne et le Midi méditerranéen et sera précédée d'éclaircies sur la Provence et la Corse.

Dans les régions de l'Ouest et du Nord-Ouest, une amélioration se développera au cours de l'après-midi. Le temps deviendra un peu plus frais mais ensoleillé ; les vents s'orienteront au secteur nord-ouest. Ailleurs, les vents seront variables, sauf violentes rafales d'orage.

Les températures maximales seront en baisse dans l'Est et le Midi.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 4 juin, à 8 heures, de 1 018,3 millibars, soit 763,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 3 juin ; le second, le minimum de la nuit du 3 au 4) : Ajaccio, 27 et 16 degrés ; Biarritz, 28 et 15 ; Bordeaux, 26 et 15 ; Brest, 21 et 11 ; Caen, 17 et 13 ; Cherbourg, 14 et 11 ; Clermont-Ferrand, 28 et 16 ; Dijon, 27 et 15 ; Grenoble, 27 et 14 ; Lille, 25 et 14 ; Lyon, 27 et 15 ; Marseille, 32 et 19 ; Nancy, 27 et 14 ; Nantes, 26 et 14 ; Nice, 28 et 23 ; Paris - Le Bourget, 26 et 17 ; Pau, 29 et 15 ; Perpignan, 26 et 18 ; Rennes, 23 et 13 ; Strasbourg, 28 et 14 ; Tours, 23 et 14 ; Toulouse, 29 et 16 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 25 et 19 degrés ; Amsterdam, 30 et 18 ; Athènes, 29 et 23 ; Berlin, 31 et 18 ; Bonn, 28 et 16 ; Bruxelles, 25 et 16 ; îles Canaries, 32 et 18 ; *Copenhague, 24 et 11 ; Genève*, 25 et 15 ; Lisbonne, 24 et 13 ; Londres, 19 et 15 ; Madrid, 30 et 12 ; Moscou, 21 et 8 ; New-York, 18 et 17 ; Palma-de-Majorque, 27 et 15 ; Rome, 30 et 18 ; Stockholm, 21 et 5.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 401

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II							■		
III					■				■
IV					■		■		
V				■					
VI									
VII						■			
VIII			■		■				■
IX									
X								■	
XI		■							

HORIZONTALEMENT

I. Se réalisent jour après jour. — II. Eclate généralement en pleine rue ; Exprime un partage. — III. Plante pour le chef ; C'est souvent au quatrième qu'on nous donne l'heure. — IV. Tout un quartier ne lui fait pas peur ; N'intéresse pas le plongeur. — V. Parmi les premiers éléments d'une Confédération ; Peut évoquer des filles et du saucisson. — VI Appareil pour tirer les poils. — VII. A le bras long ; Pas exposés. — VIII. Initiales pour des soldats ; Fait souvent *l'objet de déplacements.* — IX. Ne marchent que s'il y a du courant. — X. Qui n'est donc plus dans l'orbite. — XI. Adjectif qui peut s'appliquer à tout ce qui est prononcé.

VERTICALEMENT

1. Qui auraient besoin d'être regonflées. — 2. Ce qui se produit quand on chasse le naturel. — 3. Peut s'attaquer à tout ce qui est sympathique ; qui ont donc été pris quelque part. — 4. Définitivement supprimée ; Implique qu'on n'accorde aucun délai. — 5. Pour lier ; Est parfois sous le bonnet ; Quand on dit qu'il est heureux, c'est qu'on parle du futur. — 6. Ne doit pas être mise en boîte quand elle est chargée ; Château. — 7. Qui fait donc l'objet de taquineries. — 8. Qui va donc cailler. — 9. Terme de portée ; Qui devraient être remplacés ; Ne circule plus.

Solution du problème n° 2 400

Horizontalement

I. Crânienne. — II. Haranguer. — III. Ise ; Nasse. — IV. Fête ; Li. — V. Fuite ; Sen. — VI. Oreille. — VII. Ranatre. — VIII. Ne ; Genou. — IX. Inné ; Inde. — X. Eté ; IC ; Eu. — XI. Recéleuse.

Verticalement

1. Chiffonnier. — 2. Raseur ; Ente. — 3. Arêtier ; Nec. — 4. Na ; Etiage. — 5. Inn ; Elne ; Il. — 6. Egal ; Lanice. — 7. Nus ; Séton. — 8. Nesle ; Rudes. — 9. Ereinté ; Eue.

GUY BROUTY.

Association

● *M. Le Pavec, réélu président des cadres bretons.* — M. Joseph Le Pavec, notaire à Paris, vient d'être réélu pour la septième anée consécutive président de l'Association des cadres bretons. Créée en 1962 par un groupe de hauts fonctionnaires et de chefs d'entreprises dans le but d'aider au développement économique et social de la Bretagne, l'association regroupe actuellement plus de mille deux cents membres d'origine bretonne.

Les cadres bretons se retrouveront cette année, le 10 août, à Perros-Guirec, pour leur rencontre d'été. Le thème de cette journée portera sur les chances de la Bretagne en matière touristique.

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du 3 juin 1979 :

DES DECRETS

● Relatif aux pouvoirs des ambassadeurs et à l'organisation des services de l'Etat à l'étranger ;

● Portant dissolution du conseil municipal de *Certilleux* dans les Vosges.

régions

EN ILE-DE-FRANCE

L'exemple de la Seine-et-Marne

Les sablières pour le pire et le meilleur

Plus de la moitié des cent dix carrières de sable de la région parisienne sont situées en Seine-et-Marne, ce qui explique que le Syndicat des producteurs de sable et graviers de l'Ile-de-France ait choisi de tenir une réunion d'information le lundi 28 mai dans une exploitation de ce département, à Saint-Sauveur-lès-Bray.

Le but de cette journée était de démontrer aux invités (responsables professionnels, élus locaux, agriculteurs et chefs de services administratifs) que les sabliers *ne détruisent pas systématiquement et irrévocablement* les sites sur lesquels ils travaillent.

A *Saint-Sauveur-lès-Bray*, tout est parfait. Presque trop. Autour de l'ancienne carrière transformée en étang artificiel (ici l'eau à moins de 1 mètre de profondeur) on a planté des centaines d'arbres de diverses essences. Et l'on a même tenté dans un deuxième temps d'acclimater des animaux. Quelques moutons, des daims et deux lamas (!) constituent l'effectif de cette petite réserve animalière. La *directrice* de l'entreprise, Mme Charle, confie avec une pointe de fierté que quelques oiseaux migrateurs ont pris l'habitude de faire halte sur les bords du lac. Il faut préciser que cette région de la Bassée était autrefois, en raison de sa configuration marécageuse, l'un des principaux centres d'observation ornithologique de l'Ile-de-France...

A Châtenay et à Everly (deux sablières d'une centaine d'hectares chacune), les visiteurs ont pu constater *de visu* que les travaux de remise en état étaient menés parallèlement à l'extraction du sable. En moins de deux ans, le site voisin de Gouaix est passé du stade de carrière à celui de terrain de camping. Promenades en pédalo, voile, baignade, pêche, sont proposées aux résidents qui ont déjà planté leurs tentes et garé leurs caravanes.

« On ne pourra cependant pas multiplier à l'infini ces aménagements de loisirs, a fait remarquer un agriculteur au cours du débat, qui était animé par M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux. *Nous ne nous opposons pas à l'exploitation des carrières, mais nous demandons que les terrains agricoles ne deviennent pas une peau de chagrin. »* Le garde des sceaux, qui est conseiller général de Bray-sur-Seine, connaît le dossier des sablières de la Bassée : *« Les sablières sont la meilleure et la pire des choses suivant la façon dont elles sont menées »*, a-t-il déclaré, après avoir estimé que ce type d'entreprise devait être réalisé de manière cohérente, *« dans le cadre du plan d'aménagement rural »*.

Les questions posées ont également porté sur l'utilisation et la gestion de la taxe parafiscale sur les granulats (à raison de 5 centimes par tonne de sable extraite, cette taxe se monte à 18 millions de francs par an), et sur l'incidence du chantier de la future centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine, qui sera, selon M. Alain Peyrefitte, *« une grande dévoreuse de sable et de granulats »*. Il faudra en effet, d'après les spécialistes d'E.D.F., 2 millions de mètres cubes de terre pour les remblais et 500 000 mètres cubes de sable pour le béton. Ces chiffres devraient rassurer les sabliers, qui se plaignaient par ailleurs d'une baisse de 30 % de leur production.

Si aucun intervenant n'a évidemment évoqué le cas de l'acquisition des terrains et la fameuse « tactique d'encerclement » dont certains agriculteurs récalcitrants auraient été victimes, les responsables de la profession ont pourtant admis que quelques-uns d'entre eux ne jouaient pas toujours le jeu de la remise en état des lieux. Remarque confirmée par M. Jourdan, chef du service de l'industrie et des mines de l'Ile-de-France, selon lequel *« soixante-dix procès-verbaux ont été dressés à des carriers qui n'avaient pas réaménagé après exploitation »*.

CHRISTIAN-LUC PARISON.

1er juillet : la R.A.T.P. augmente ses tarifs mais conserve son déficit

Le conseil d'administration du Syndicat des transports parisiens a approuvé, le jeudi 31 mai, le budget de la R.A.T.P. prévoyant, à compter du 1er juillet, une augmentation de 25 centimes (20 %) du ticket de métro (qui passerait ainsi à 1,50 F acheté en carnet) et de 22 % de la carte orange (il existe actuellement quatre tarifs selon les zones). C'est désormais au ministre de l'économie qu'il revient de fixer l'augmentation du titre de transport.

Cette décision est la première conséquence du projet de loi sur la réforme des transports parisiens qui sera prochainement débattue par le Parlement. En effet, les élus de l'Ile-de-France qui avaient violemment protesté contre le transfert du déficit supporté par l'Etat (le budget national paye actuellement 70 % du « trou ») vers la région, qui le financera intégralement dans les trente ans, ne pouvaient accepter de voir celui-ci s'aggraver en 1979. Les augmentations de tarifs prévues au cours des années à venir devraient permettre de faire passer la participation des usagers au coût de leur transport de 33 % actuellement à 40 %.

La proposition de Mme Brigitte Gros (qu'on lira ci-dessous) rejoint celle de M. Michel Giraud (R.P.R.), président du conseil régional d'Ile-de-France. M. Giraud avait en effet constaté que la prise en charge progressive par les élus du déficit des transports impliquerait une augmentation importante du prix du ticket si l'on voulait éponger le déficit, et il avait proposé qu'une aide soit accordée aux salariés les plus modestes de l'Ile-de-France afin d'alléger cette charge.

En effet, la prime de transport instaurée dans la région au début de la décennie est, depuis, restée fixée à 23 F alors que le prix du ticket de métro n'a cessé d'augmenter et qu'il continuera à croître au cours des années à venir. Ne serait-il pas juste de demander que les employeurs — qui versent cette prime — soient appelés à faire, eux aussi, un effort qui, d'ailleurs, pourrait être modulé en fonction du niveau des rémunérations des salariés ?

M. C. R.

POINT DE VUE — Majorations inégalitaires

par BRIGITTE GROS (*)

C'EST le 1er juillet que le gouvernement amorcera la mise en œuvre de sa nouvelle politique *tarifaire en Ile-de-France*. Cette politique est destinée à rattraper, en quelques années, l'écart qui, en vingt ans, s'est creusé dangereusement entre le prix du transport et les charges de gestion des entreprises nationales. Elle constitue un corollaire logique au projet de transférer à la région la responsabilité de ses transports.

Le gouvernement procédera donc à une majoration de 22 % de la « carte orange » que plus d'un million quatre cent mille usagers des huit départements d'Ile-de-France utilisent quotidiennement et à une majoration de 20 % seulement du prix du carnet et du ticket de métro qui intéressent les seuls habitants de la capitale. Telles qu'elles sont conçues, ces majorations ne feront qu'accentuer les inégalités entre les habitants de la banlieue, usagers à revenus modestes, et les habitants de Paris intra-muros à salaires élevés.

Cette politique consiste d'abord à accorder un tarif préférentiel aux usagers les plus privilégiés : ceux qui habitent et travaillent à Paris et, de ce fait, consacrent en moyenne trois fois moins de temps et d'argent à leurs déplacements que les usagers de la périphérie : trois quarts d'heure de transport et une dépense de 3 F seulement pour les premiers ; une heure et demie de transport et près de 9 F de dépense quotidienne pour les seconds. Ainsi, il apparaît de plus en plus clairement que l'on s'oriente, et de façon plus affirmée encore, vers un système à deux poids et deux mesures au bénéfice de celui qui possède un logement dans le « centre » et au détriment de celui, qui est contraint, par souci d'économie, d'aller trouver un logement hors de la capitale.

Prenons l'exemple d'un cadre supérieur qui gagne 10 000 F par mois et celui d'une vendeuse payée au SMIC ; l'un comme l'autre achèteront leur « carte » 175 F au lieu de 144 F. Pour l'un cela représentera moins de 2 % de son salaire *et pour l'autre près de 9 %. L'écart* est donc considérable.

Pourtant, il serait possible de l'atténuer, et même de le corriger de façon spectaculaire. Il suffirait au gouvernement de prendre la décision de substituer à la « prime de transport » une « aide au transport ».

Créée il y a trente ans, à l'instigation du gouvernement Queuille en vue de dédommager les salariés les plus modestes de leurs frais de déplacement dans le « Petit Paris » d'alors, cette « prime » aujourd'hui, avec son système forfaitaire, se trouve, du fait de l'éclatement de l'agglomération parisienne, complètement détournée *de son objet initial*.

Ce n'est plus qu'une aide désuète aussi bien pour celui qui se trouve en haut qu'en bas de l'échelle. Quel intérêt peut représenter cette somme de 23 F pour un P.-D. G. qui dispose d'une voiture et d'un chauffeur de fonction ? Quelle compensation apporte-t-elle au smicard qui consacre chaque mois 175 F de son salaire à son déplacement de son domicile à son travail ?

Aussi le remplacement, dès le 1er juillet, de ce système forfaitaire par une répartition qui tienne compte des données actuelles de la vie sociale est devenue une nécessité absolue. Cette répartition devrait tenir compte de deux éléments : l'importance du salaire et le coût du déplacement. La création de cette nouvelle « aide au transport » devrait établir la distinction entre deux catégories d'usagers : d'un côté, ceux qui, en raison de leur revenu élevé, se verront purement et simplement privés des 23 F ; de l'autre, ceux qui, en raison de leur faible salaire, se trouveront largement dédommagés — jusqu'à 50 % — *de leurs frais de* déplacement.

Il semblerait logique, au moment même où le gouvernement soumet au Parlement un projet destiné à confier à la région la responsabilité de ses transports, de confier précisément à ses élus le soin de déterminer les critères de répartition du nouveau système, de même que ses modalités pratiques d'application. La mise en œuvre de l' « aide au transport » devra s'inspirer de la même philosophie et des mêmes principes que ceux qui ont présidé à la transformation de l'ancienne « allocation-logement » en « aide personnalisée au logement » (A.P.L.), laquelle se voulait mieux adaptée, dans un souci de justice, à la situation spécifique de chaque résident.

Il serait grave, sur le plan tant social, humain que politique, de ne pas s'engager dans cette voie. L'obstacle financier étant élevé, comment le gouvernement pourrait-il prendre la responsabilité de refuser que la « solidarité », pilier du système français de protection sociale, ne joue pour l'aide aux transports en région parisienne.

(*) Sénateur (non inscrit) des Yvelines.

MIS EN SERVICE EN 1986

Le barrage sur l'Aube créera un lac comparable à celui d'Annecy

Le barrage sur l'Aube devrait être mis en service en 1986. C'est la précision qu'apporte le mémoire que M. Lucien Lanier, préfet de la région d'Ile-de-France, propose à la réflexion des assemblées régionales et que le comité économique et social a récemment étudié.

A la suite des grandes crues du début du siècle, précise le mémoire, un programme de barrages a été décidé. Mais il n'est pas encore réalisé, puisque la capacité d'eau disponible n'est que de 685 millions de mètres cubes, alors que l'objectif final avait été évalué à un milliard de mètres cubes.

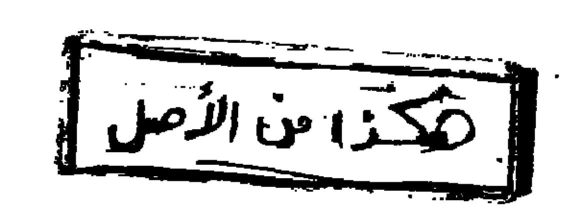
Les barrages-réservoirs servent à la fois à lutter contre les crues et à relever les étiages durant les époques de sécheresse. Actuellement, plusieurs barrages sont en service pour l'Ile-de-France. Il s'agit notamment du barrage « Marne », à côté de Saint-Dizier, et du barrage « Seine », près de Troyes.

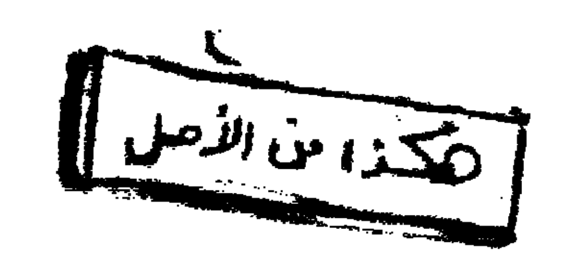
Sans ces barrages, souligne le mémoire préfectoral, plusieurs centaines d'habitations auraient été envahies par les eaux lors des crues de 1978. La gare des Invalides avait été fermée et les voies sur berges seraient restées impraticables pendant une semaine supplémentaire.

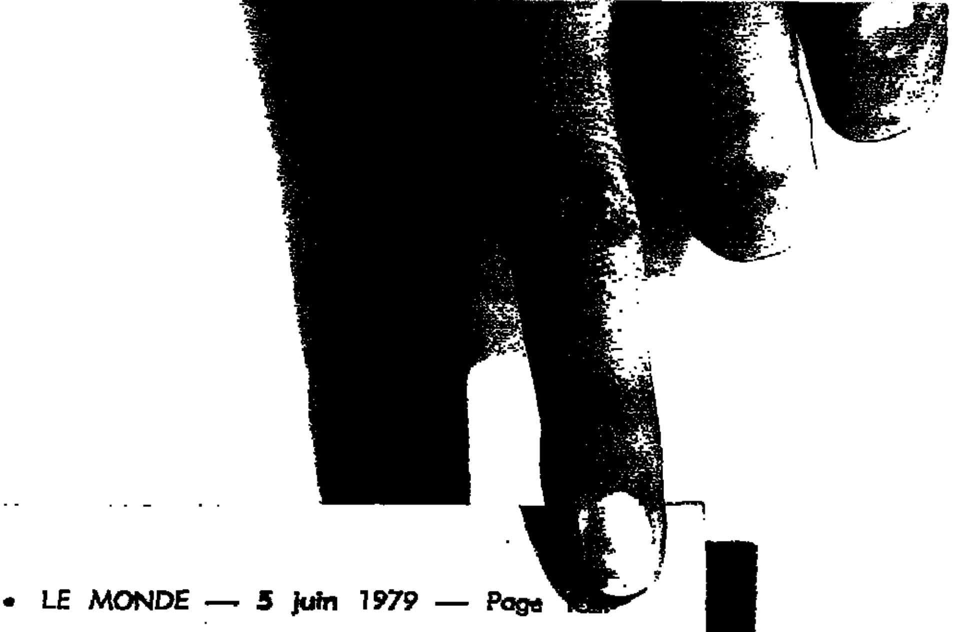
Le barrage « Aube » comprendra deux lacs. Le bassin de l'Amance et le bassin d'Auzon-Temple. La surface totale des lacs sera de 2 500 hectares, c'est-à-dire comparable à celle du lac d'Annecy. L'emprise totale de l'ouvrage s'étendra sur 3 000 hectares, dont 900 de terres exploitées et 70 d'étangs. Le potentiel forestier sera reconstitué (2 000 ha), et cinq communes sur les huit touchées seront remembrées.

L'existence du barrage permettra d'éviter la fréquence et la hauteur des submersions de plusieurs milliers d'hectares agricoles en Seine-et-Marne, dans l'Essonne, dans le Val-d'Oise, dans les Yvelines.

Le coût de l'ouvrage est évalué à 720 millions de francs. La région y participera pour 10 %, l'institution interdépartementale des barrages-réservoirs, maître d'ouvrage, pour 20 %, l'Etat pour 30 % et l'agence financière de bassin Seine-Normandie pour 40 %.







Le Monde

équipement

ENVIRONNEMENT

Des manifestations antinucléaires sont organisées dans l'ensemble du monde industrialisé

Plusieurs centaines de personnes appréhendées aux États-Unis

Les « journées antinucléaires » de Pentecôte organisées dans le monde industrialisé n'ont pas connu partout, les samedi 2 et dimanche 3 juin, en France, le succès escompté par les organisateurs. Des manifestations importantes étaient toutefois prévues lundi 4 juin près de Thionville (Moselle) et à Fessenheim (*Haut-Rhin*).

Plusieurs milliers de personnes (quinze mille selon les organisateurs) ont participé au rassemblement de Plogoff (Finistère), site d'une future centrale près de la pointe du Raz. Les manifestants étaient venus des quatre départements bretons. A Penly, en Seine-Maritime, mille personnes environ ont exprimé, dimanche 3 juin, leur opposition au nucléaire sur le site d'une centrale dont l'enquête d'utilité publique est en cours.

Dans la région lyonnaise, une « marche » avait été organisée de Voiron à Saint-Maurice-l'Exil (Isère) pour sensibiliser la population.

A Nogent-sur-Seine, site de la centrale nucléaire qui doit alimenter la région parisienne, une fête a réuni quelques centaines d'écologistes.

A l'étranger, les manifestations ont été nombreuses en Amérique du Nord, deux mois après l'accident de Three-Mile-Island. Aux Etats-Unis, plusieurs centaines de manifestants ont été interpellés. En Espagne, une jeune fille a été tuée par la police lors d'un rassemblement dans la province basque de Navarre.

● EN ESPAGNE, une jeune Vénézuélienne de vingt-quatre ans, Ladi del Estan, a été tuée d'une balle dans la tête, le dimanche 3 juin, lors des manifestations anti-nucléaires de Tudela, dans la province basque de Navarre.

Plusieurs centaines de personnes participaient à la manifestation pour protester notamment contre une centrale en construction à Lemoniz. Les incidents ont éclaté lorsque la police est apparue, à la fin de la manifestation. Plusieurs personnes ont été blessées. Dans la soirée, les autorités municipales de Tudela ont lancé un appel à la grève générale.

● AU CANADA, cinq militants du mouvement Greenpeace ont sauté en parachute sur le chantier de la centrale de Darlington, dans l'Ontario, devant un millier de sympathisants. Cette action spectaculaire, à 45 kilomètres à l'est de Toronto, était destinée à protester contre les ventes par le Canada de réacteurs nucléaires à des pays susceptibles d'acquérir par ce biais des armes atomiques.

● AUX ETATS-UNIS, un millier de personnes ont « marché » sur le chantier de la centrale de Black Fox, près de Tulsa, dans l'Oklahoma : les trois cent trente-neuf manifestants qui avaient escaladé l'enceinte du chantier ont été arrêtés.

D'autres manifestations ont eu lieu à Shoreham, dans l'Etat de New-York, à Rowe (Massachusets), Hartford (Connecticut), Atlanta (Georgie), en Illinois, en Virginie, dans l'Arkansas et au Colorado, avec un succès très inégal. D'autre part, une contre-manifestation de la « majorité silencieuse » a eu lieu près de Denver (Colorado).

● EN EUROPE, des rassemblements importants ont été organisés en Belgique (dix mille personnes à Doel, près d'Anvers) et aux Pays-Bas (vingt-cinq mille manifestants à Gasselte, dans le nord du pays).

A Lisbonne, la première manifestation anti-nucléaire organisée dans le pays a réuni un millier de personnes, qui ont défilé, le dimanche 3 juin, dans les rues de la capitale.

● AU JAPON, des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes. A Tokyo, quelque huit cents personnes ont « marché » sur le ministère du commerce et de l'industrie en réclamant l'arrêt immédiat des centrales nucléaires.

A NOGENT-SUR-SEINE

Don Quichotte et l'atome

De notre envoyée spéciale

Nogent-sur-Seine. — *Le jean et la jeunesse étaient de rigueur, les 2 et 3 juin, à la fête antinucléaire de Nogent-sur-Seine : les écologistes étaient venus nombreux de l'Aube et des départements voisins pour protester contre l'installation de la centrale prévue pour 1980. Manifestation antinucléaire, les Journées de Nogent étaient également l'occasion pour les écologistes d'affirmer que les « énergies douces » sont négligées par les pouvoirs publics qui cherchent une alternative au pétrole : des stands exposaient des panneaux solaires, d'autres permettaient aux diverses organisations (Amis de la Terre, comités antinucléaires, etc.) de faire connaître leur mouvement.*

« On ne maîtrise pas le nucléaire » ; « L'accident survenu aux Etats-Unis peut arriver chez nous » ; « Le gouvernement veut créer le tout-nucléaire comme *on parlait* voilà quelques années du tout-électrique, sans faire les recherches qui s'imposent pour promouvoir notre énergie » ; « Où trouvera-t-on la place pour stocker les déchets, alors que l'usine de La Hague affiche complet ? ». *Tels étaient les leitmotive des écologistes réunis à Nogent. Mais c'est bien la centrale qui était au cœur des préoccupations des participants.*

« On nous dit, *affirme M. Robert Picard, président d'une association du Nogentais opposée à la construction des réacteurs,* que cinq mille habitants *seulement ont été* dénombrés dans un rayon de 5 kilomètres, mais on oublie de souligner que les dix millions d'habitants de la région d'Ile-de-France sont à moins de 80 kilomètres d'ici Or nous affirmons que, en cas d'accident de fonctionnement de la centrale, il ne faudra pas plus d'une journée à l'eau polluée pour atteindre Paris. » *Les écologistes de la région, forts de l'enquête d'utilité publique qui a montré que* « plus de quarante mille oppositions (pêcheurs à la ligne y compris) contre douze avis favorables avaient été enregistrées contre la construction de la centrale » *sont décidés à continuer la bataille du nucléaire engagée en 1974.*

Ils sont soutenus par bon nombre d'exploitants agricoles concernés par la centrale. M. Jean Bourgeat, par exemple, qui devra sacrifier 75 hectares aux réacteurs, ne mâchait pas ses mots : « Nous sommes ici dans la vallée de la Seine, *affirmait-il*, et l'emplacement visé est inondé tout l'hiver. L'E.D.F. devra donc surélever le site afin de construire ses réacteurs, mais cette plate-forme de plusieurs hectares formera un bouchon qui s'opposera aux crues de la Seine. Lorsque le fleuve débordera, *il ira inonder les terrains* agricoles aux alentours. D'autre part, en été, même lorsque le barrage Aube sera construit, le niveau de l'eau ne permettra pas à la centrale de tourner, ou bien *elle la fera* au détriment de l'agglomération parisienne qui subira alors des restrictions. »

« Nous *ne* voulons pas de la centrale » ; « Dans vingt ans, les Etats-Unis nous vendront un brevet de centrale solaire ». *Tous les arguments étaient bons aux écologistes pour affirmer leur opposition à la construction des réacteurs de Nogent. Mais ils étaient bien peu à se faire des illusions sur l'issue de la bataille engagée.* « Nous sommes des Don Quichotte contre un moulin à vent appelé E.D.F. », *devait reconnaître amèrement l'un d'eux... A la fin de la fête, lorsque les écologistes se sont retirés, le terrain était à nouveau libre pour E.D.F.* — M.-C. R.

TRANSPORTS

SELON M. TRISTAN VIELJEUX

Une cinquantaine de navires français pourraient être vendus en 1979

M. Tristan Vieljeux, président-directeur général de la société navale Chargeurs Delmas-Vieljeux, est aussi le président sortant de la Baltic and International Maritim Conference (BIMCO). Dans l'entretien qu'il nous a accordé il estime à la cinquantaine le nombre de bateaux français qu'en 1979 la crise maritime pourrait obliger à vendre (« le Monde » daté 3-4 juin).

« Le marché des transports maritimes est en crise. Comment sortir de cette crise ?

— La crise des transports maritimes est en effet mondiale et non pas seulement française ou européenne. Sa cause principale est connue : il y a dans le monde entre 15 et 20 % de navires en trop par rapport aux besoins, ce qui a entraîné de nombreux désarmements. On évalue actuellement à 80 millions de tonnes le total des navires « à la chaîne ». La mesure la plus efficace à prendre est, à mon avis, de faire disparaître les bateaux qui ne devraient plus naviguer, c'est-à-dire les « navires de complaisance », que les Anglais désignent sous la mention d'« inférieurs aux normes ». Ces navires sont de trois modèles : ceux qui sont trop vieux (plus de vingt ans) et qui devraient être mis directement à *la ferraille*, ceux *qui ne sont pas* ou très mal entretenus et ceux, enfin, qui sont armés avec des équipages de fortune. Les navires de plus de vingt ans d'âge représentent à eux seuls 30 millions de tonnes, soit deux fois la capacité *de la flotte française. Il faudrait* obliger les navires hors normes à se mettre en règle. Cette mesure aurait un double avantage : assainir le marché des transports maritimes et contribuer à relancer la réparation et la construction navales.

— Quelle autorité serait susceptible de prendre cette mesure et de la faire appliquer ?

— Il ne peut s'agir que d'une autorité publique. Nous-mêmes, au sein de la Bimco, sommes impuissants vis-à-vis des armateurs qui ne font pas partie de notre organisation et qui sont responsables de la situation que nous dénonçons. Mais un pays ne peut prendre de décision individuellement. Si la France le faisait seule, par exemple, sans que la Belgique ou l'Italie la suivent, le trafic *français* fuirait par Anvers ou Gênes. Cette mesure ne peut être prise au minimum qu'au niveau de la Communauté européenne, dont les Etats membres représentent, ne l'oublions pas, près de 50 % du trafic mondial. Il suffirait donc d'interdire, par une décision européenne, l'accès des ports à tous ces navires « hors normes ».

— La France ne pourrait-elle pas prendre l'initiative au niveau européen ? Que pensez-vous de la politique maritime française ?

— La France est le pays européen qui a le plus poussé à prendre des mesures de ce genre. Mais elle s'est heurtée en particulier à l'opposition des Anglais, dont la flotte est plus vétuste que la nôtre. Donc, la politique maritime française, qui est plutôt bonne, n'aboutit pas actuellement faute de la compréhension de nos partenaires. Pour ce qui nous concerne, nous ne demandons pas à être aidés sous forme de subventions d'exploitation, ce qui pourrait se traduire par une nationalisation à terme. Nous demandons seulement à bénéficier dans les chantiers français des prix que nous trouvons dans les chantiers étrangers.

— Mais vous ne commandez plus de bateaux et les syndicats sont d'ailleurs très inquiets pour l'emploi. Des bateaux sont désarmés et des marins étrangers sont recrutés sur d'autres par le biais du régime dit « des mers lointaines »...

— Pour ce qui est de l'embarquement de marins étrangers, le régime dit « des mers lointaines » n'est pas, comme on le dit, exceptionnel. Il existe depuis longtemps. Lorsqu'un navire ne touche jamais l'Europe — c'est la condition *sine qua non* — il est normal que l'on puisse mettre à bord des marins n'ayant pas le statut des marins français, c'est-à-dire que l'on ne soit pas obligé de ramener tous les trois mois en France pour leurs congés.

C'est le cas du *la Rochelle*, qui m'appartient et qui sert à un trafic entre les Indes et les côtes d'Afrique *via* Le Cap, sans jamais revenir en France. Tous les officiers restent d'ailleurs français, ainsi qu'un certain nombre de quartiers-maîtres. Mais les marins seront désormais des Indiens, qui *sont*, en *fait*, très compétents pour les tâches habituelles d'hôtellerie et d'entretien sur un navire. En dehors du *la Rochelle*, deux autres bateaux appartenant aux Chargeurs réunis bénéficieront de ce régime. Quelques *petits navires de recherche* pétrolière pourraient à la rigueur s'y ajouter. Cela restera forcément très limité

» A propos de l'emploi, la baisse des effectifs est inéluctable. On observe d'ailleurs une diminution régulière de *8 %* à 10 % depuis plusieurs années, et la situation va certainement s'aggraver en 1979, car beaucoup d'armements vont être obligés de vendre des navires pour faire face à leurs échéances.

— On en a déjà vendu un assez grand nombre...

— Ce n'est rien à côté de ce que l'on vendra cette année. Tout le monde le sait : pratiquement tous les armements *français* vont vendre des bateaux. Vous ne gardez pas un navire quand vous n'en avez pas l'emploi. A ce propos, vous le savez, les pays en voie de développement — d'Afrique pour ce qui nous concerne — ont réclamé très justement leur part de trafic. La nôtre passe de 60 % à 40 %, et nous avons besoin de moins de navires. Dans ma compagnie, trois bateaux sont actuellement désarmés, dont un, *le Bougival*, vient d'être vendu. Si je ne trouve pas d'emploi pour les deux autres, je serai bien obligé de les vendre aussi.

L'entrée de la Grèce dans le Marché commun

— A combien estimez-vous le nombre de bateaux français qui pourraient être vendus en 1979 ?

— Je ne serais pas étonné qu'il y en ait une cinquantaine, en majorité des cargos. La modernisation — et l'augmentation de la capacité de transport — de la flotte française conduira inévitablement à un emploi moindre. Un navire moderne utilise moins de personnel qu'un navire ancien et il est généralement deux *fois* plus gros. Donc, à capacité égale, il *faut* compter beaucoup moins de salariés.

— L'adhésion de la Grèce au Marché commun ne va-t-elle pas aggraver la situation ?

— Je n'en sais rien. Personne d'ailleurs, si ce n'est récemment *le Monde*, n'évoque le sujet. En fait, l'article 78 du traité de Rome exclut du champ des compétences de la Communauté les problèmes de transport maritime, à moins qu'une décision contraire n'intervienne, qui ne peut être prise qu'à l'unanimité des membres. Nous, Français, insistons depuis plusieurs années pour la modification de cet article. *Mais* seuls les *Italiens* nous soutiennent. Les Anglais, les Allemands, les Danois sont contre. La flotte et l'armement grecs nous font déjà concurrence. Comme il n'y a pas actuellement de Marché commun de l'armement, *je ne vois pas ce* qui pourrait changer. Quoi qu'il en soit, ignorer un problème est la pire des solutions...

— Combien de temps la crise peut-elle encore durer ? N'y a-t-il aucun motif d'espérer une évolution favorable ?

— En dehors des problèmes de surcapacité de la flotte mondiale, il existe une autre grave préoccupation qui a trait à l'augmentation régulière du prix des soutes. Cette augmentation risque de bouleverser complètement tous les systèmes de transport maritime. En dix ans, le prix du combustible est passé de 14 à 140 dollars la tonne. C'est un mal, mais c'est peut-être aussi un bien. Ce phénomène devrait nécessairement obliger les armateurs, pour peu que le taux de fret s'améliore, à recommander des navires qui consomment moins.

Faut-il désespérer de revenir à une situation meilleure ? Je ne le pense pas, car il y a encore beaucoup de choses à transporter dans le monde. Le commerce mondial continue à se développer, même lorsqu'il y a une croissance zéro dans les pays industriels. C'est en particulier avec les pays lointains que les échanges maritimes tendent à se développer. Les transports se font donc sur des distances de plus en plus longues — sauf pour le pétrole, — et une certaine expansion du trafic est à attendre. Mais il faudra s'adapter à de nouvelles conditions d'exploitation des navires.

Propos recueillis par
GUY PORTE.

A PROPOS DE...

Les transports et la crise de l'énergie

Le rail plus économe

La Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.) va réunir, le samedi 9 juin à Marseille, son congrès de printemps en présence de M. Joël Le Theule, ministre des transports. Au cœur des débats : la crise de l'énergie et ses conséquences sur la répartition du trafic entre le rail et la route.

La querelle entre le rail et la route va-t-elle se rallumer maintenant que la crise de l'énergie paraît sérieuse ? Comme le lui suggère le rapport Guillaumat sur *« les orientations pour les transports terrestres »*, l'Etat peut-il se confiner dans un rôle *d'arbitre, « veiller à la bonne harmonie des conditions de concurrence » ?* Les circonstances présentes devraient l'inciter à sortir de sa *réserve*.

Personne ne demande aux *pouvoirs publics de procéder à* une répartition autoritaire — et artificielle — du trafic entre le rail et la route. Mais, tout le monde attend qu'ils accordent au train une certaine priorité sur le camion. L'argent de l'Etat, et donc celui du contribuable, serait ainsi mieux utilisé.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Dans un rapport sur *« les coûts et avantages globaux de la motorisation »*, l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) vient notamment de constater que les camions légers sont responsables de 15 % de l'usure des routes et qu'à eux seuls, *« les camions lourds (plus de 10 tonnes) de 85 %, bien qu'ils ne représentent que 1,4 % du parc total »*.

Selon les experts de l'O.C.D.E., l'ensemble des coûts sociaux de la circulation automobile qui peuvent être chiffrés représente 6 % du produit national brut. *« Sur ce total, près de la moitié doivent être mis à la charge des véhicules utilitaires de plus de 1,5 tonne. »*

Le rapport de la commission des comptes des transports de la nation note que la part de la route dans l'acheminement des marchandises a augmenté de 60 % entre 1962 et 1974, alors que celle des autres modes (fer et voies navigabels) baissait d'environ 30 % pour chacun d'eux pendant la même période. C'est dire que la progression du camion ne date pas d'hier.

Dans une lettre adressée au premier ministre au mois de janvier dernier, M. Antoine Veil, président de la commission des transports et des communications du VII[e] Plan, notant que, pour ce qui concerne le transport des marchandises, les précisions du VII[e] Plan supposaient une inflexion en faveur du rail, la *part relative de la route*, exprimée en tonnes-kilomètres, devant être en 1985 de l'ordre de 53,5 %. *« Or,* écrivait-il, *l'évolution réelle, si elle demeurait conforme à la tendance observée depuis 1975, aboutirait en 1985 à une part de la route de l'ordre de 60 %. Ainsi, le partage modal continue d'évoluer vers le transport le moins économe en énergie et le plus dépendant du pétrole. »*

Les *pouvoirs publics ont* entrepris de rajeunir les statistiques dont ils disposent, avant de se fixer une ligne de conduite. Lors du récent congrès de l'Union nationale des organisations syndicales de transporteurs routiers automobiles (UNOSTRA), M. Le Theule s'est contenté de lancer une mise en garde : *« Face à une croissance du trafic de 20 % environ de 1973 à 1978, la consommation de gasole, elle, a augmenté de 30 %... J'ai le sentiment que les entreprises dans leur ensemble et, malgré quelques exceptions brillantes, ne se sont pas réellement engagées dans la voie d'une politique systématique d'économies.*

L'Etat pourra-t-il se cantonner dans ce rôle de gendarme ? Ne devrait-il pas sans tarder afficher plus clairement sa politique ? A moins qu'il ne fasse sienne la conclusion du rapport Guillaumat : *« L'organisation des transports est sous-tendue par la valeur attachée à la mobilité individuelle... Il ne faut pas s'attendre à voir se modifier, autrement qu'à la marge, un courant de civilisation aussi profond. Les conséquences pour le transport des marchandises en sont grandes. Les transports routiers resteront encore longtemps portés par cette vague qui les a placés au premier rang. »*

JACQUES DE BARRIN.

● *Ile-de-France : une sixième zone de carte orange ?* La création d'une sixième zone pour la carte orange pourrait être la première étape après la réorganisation des transports en commun d'Ile-de-France, a déclaré M. Michel Giraud, président R.P.R. du conseil régional.

Au cours d'un colloque organisé par l'Association pour le développement des techniques de transport, d'environnement et de circulation, M. Giraud a notamment réaffirmé l'importance du lancement *« dès 1980, du prolongement en direction de Bobigny de la ligne numéro 5 du métro »* et a estimé *qu'il était « essentiel que le bouclage de l'autoroute A 86 se termine au plus vite »*.

● *Etats-Unis : un DC-10 fait demi-tour.* — Un DC-10, reliant San-Francisco à Washington et ayant quatre-vingt-un passagers à son bord, a fait demi-tour le samedi 2 juin après qu'un voyant eut signalé la fermeture défectueuse d'une porte de soute du tri-réacteur.

Les mécaniciens, qui ont aussitôt vérifié l'appareil, appartenant à la compagnie United Airlines, ont constaté que la porte était parfaitement verrouillée, mais que le voyant ne fonctionnait pas.

On s'est souvenu à cette occasion que la porte mal verrouillée de la soute avait été à l'origine de l'accident survenu à un DC-10 de Turkish Airlines, qui s'était écrasé le 3 mars 1974 au-dessus de la forêt d'Ermenonville, près de Paris. Il y avait eu trois cent quarante-six morts. — *(A.F.P.)*

● *Recours contre l'A-87.* — L'Union départementale des associations de défense de l'environnement de l'Essonne (UDANE) vient d'engager un recours devant le Conseil d'Etat afin d'obtenir l'annulation du décret d'utilité publique pris le 28 décembre 1978 pour le tronçon de la A-87 prévu entre Chilly-Mazarin et Montgeron. Le conseil d'administration de l'UDANE estime que *« l'enquête publique s'est achevée dans des conditions scandaleuses »*, négligeant les seize mille vingt et une lettres opposées au projet et une pétition ayant recueilli cent mille signatures dans l'ensemble de la région Ile-de-France. — *(Corresp.)*

● *Métro de Téhéran : contrats dénoncés avec trois entreprises françaises.* — La Société iranienne du métropolitain a annoncé, le 2 juin, la mainlevée des cautions versées par trois compagnies françaises pour la construction du métro de Téhéran, mettant ainsi officiellement fin aux contrats passés avec ces entreprises *(le Monde* du 15 mai). Cette décision annule *de facto* les contrats passés en septembre 1978 pour les deuxième, troisième et *quatrième* tranches des travaux de la première ligne du métro avec les sociétés Dumez, Générale d'entreprise et le groupe Moncocol. — *(A.F.P.)*

Le Monde

économie

ÉTRANGER

La couronne danoise inspire à nouveau des inquiétudes

De notre correspondante

Copenhague. — Le week-end prolongé de la Pentecôte aura été marqué au Danemark par une grande inquiétude économique et financière. En effet, lorsque les marchés des changes ont fermé vendredi 1er juin en Europe, la couronne danoise se trouvait au plus bas dans le S.M.E. Elle avait même, dans sa chute, dépassé le seuil de divergence, au titre duquel des mesures doivent être prises pour tenter de renverser la vapeur.

Les trois jours précédents, la Banque nationale du Danemark était intervenue pour soutenir le cours de la couronne (elle en aurait acheté pour environ un demi-milliard de francs). Il est clair que le rapport pessimiste des trois sages (voir *le Monde* du 26 mai) et les rumeurs qui l'ont suivi aussitôt, touchant à une dévaluation de la couronne (recommandée par les auteurs de cette analyse), ont déclenché un vaste mouvement de spéculation. Nombre d'hommes d'affaires se seraient notamment hâtés ces derniers jours de payer leurs importations avant terme.

Le conseil économique, qui s'est réuni vendredi 1er juin, s'est fermement prononcé contre tout changement de parité de la couronne. Mais il va de soi, en effet, que le conseil est moralement obligé de démentir à tout prix les bruits — vrais ou faux, — qui sont susceptibles de porter tort à la monnaie nationale. Les quatre représentants des syndicats au conseil économique n'ont pas participé à cette réunion. Leur absence a été très remarquée et interprétée par certains comme un geste de prudence. Le président de la puissante centrale L.O. (plus d'un million de cotisants), M. Thomas Nielsen, avait, lors de la parution du rapport, déclaré, comme d'ailleurs les représentants du patronat, qu'il était catégoriquement opposé à toute dévaluation. Il a depuis assoupli son attitude, et a laissé entendre qu'il accepterait, à la rigueur, un réajustement mineur de la couronne.

Les observateurs sont d'accord pour penser que, face à l'actuelle dégradation de la couronne, le gouvernement et la Banque nationale ne pourront prendre aucune disposition importante (dévaluation ou encore hausse du taux de l'escompte, comme l'ont fait les Belges, confrontés récemment à une situation analogue) avant les résultats des élections européennes du 10 juin, pour éviter de peser sur le scrutin. L'éditorial du *Jyllands Posten* (le plus grand quotidien de province) écrivait quant à lui dimanche 3 juin qu'il était douteux — pour des questions de prestige — que la République fédérale et la France acceptent une dévaluation de la couronne danoise moins de six mois après l'entrée en vigueur du système monétaire européen.

En attendant, le gouvernement de coalition (social-démocrate-libéral) que dirige M. Anker Joergensen est en train de préparer un nouveau plan d'austérité, à soumettre de toute urgence à la Chambre unique le 26 juin prochain. C'est ce jour-là que les députés se retrouveront, après quatre semaines de vacances d'été, pour entériner les élections européennes à l'occasion d'une session extraordinaire.

Dans ce tableau assez sombre, une note assez réconfortante : le Danemark dispose d'importantes réserves de devises acquises, ces dernières années, par voie d'emprunts : environ 17 milliards de couronnes, soit 13 à 14 milliards de francs. De quoi faire face à la situation...

CAMILLE OLSEN.

LA FIN DE LA CONFÉRENCE DE MANILLE

Le dialogue Nord-Sud n'a guère fait de progrès

De notre envoyé spécial

Manille. — La cinquième conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, réunie à Manille depuis le début de mai, a terminé ses débats dans la matinée de dimanche 3 juin, après une assemblée plénière de cinq heures commencée dans la nuit de samedi. Cette nouvelle étape du dialogue entre les pays riches et les pays pauvres s'achève pour ces derniers sur une impression d'échec.

Le constat d'« échec » est particulièrement net en ce qui concerne la question de l'interdépendance, le point central du débat de cette CNUCED, qui, à la veille de la clôture, passait encore pour être susceptible de donner lieu à un accord. Deux déclarations parallèles ont été présentées en assemblée plénière ; la question a été renvoyée devant le conseil sur le commerce et le développement (organe permanent de la CNUCED à Genève). Une absence de volonté politique de part et d'autre et le jeu des Américains ont conduit à l'impasse des négociations pour la création d'un « groupe intergouvernemental d'experts ». L'étendue du mandat de celui-ci a été la raison principale du désaccord. Au demeurant, cette question semblait également diviser le tiers-monde, ce qui expliquerait que les « 77 » n'aient pas demandé un vote.

Le blocage sur ce point peut apparaître aussi comme une défaite du secrétariat de la CNUCED qui cherchait ainsi à renforcer son rôle. Sur le plan institutionnel, une résolution le concernant a été adoptée prévoyant une rationalisation du mécanisme de la CNUCED et la création d'un comité *ad hoc* chargé de cette tâche. Mais rien n'a été obtenu pour le secrétariat sur le plan financier comme le demandaient les « 77 ».

Les résolutions de l'assemblée plénière

Sur les points majeurs de l'ordre du jour volumineux de cette cinquième CNUCED, les positions suivantes ont été arrêtées en assemblée plénière :

● PROTECTIONNISME ET AJUSTEMENTS STRUCTURELS. — Sur ces deux questions, la résolution adoptée insiste sur plusieurs points : d'abord, la volonté de tous les pays de lutter contre les « pressions » protectionnistes (initialement les « 77 » parlaient de « mesures », sous-entendant ainsi qu'il n'y avait que les « riches » pour être protectionnistes). Bien que de tels engagements aient déjà été pris au sein de l'O.C.D.E., c'est la première fois que le protectionnisme est examiné par un organisme à vocation universelle et provoque un engagement. Est réaffirmé ensuite le rôle du GATT comme enceinte de contrôle des « mesures protectionnistes » (ce qui signifie pour le groupe B que la CNUCED n'empiétera pas sur le domaine de cette organisation spécialisée).

En matière d'ajustement structurel, le compromis entre l'approche « libérale » des pays du groupe B (l'ajustement doit se faire graduellement, les gouvernements n'ayant qu'un rôle incitatif), et les revendications « dirigistes » des « 77 » donne à la CNUCED un rôle beaucoup plus limité que ceux-ci le souhaitaient. Au « mécanisme de surveillance constant » des pays en développement a été préféré l'octroi au conseil du commerce et du développement d'une compétence pour évaluer annuellement les tendances de la production et du commerce mondial et faire des recommandations — *non contraignantes*. Le groupe B a donc obtenu que la CNUCED ne soit pas habilitée à juger les politiques industrielles des Etats pris individuellement, et qu'aucun organisme chargé de cet examen ne soit créé.

● PRATIQUES RESTRICTIVES. — Une résolution a été adoptée prévoyant une conférence sur ce sujet à la fin de l'année. Décision attendue dont le principe avait été acquis antérieurement et dont seule la date a été arrêtée à Manille.

● SYSTEME DE PREFERENCES GENRALISEES. — Les « 77 » voulaient la prolongation de ce système au-delà de la période initiale de dix ans (qui s'achève en 1980-1981 selon les pays). Cette question a été renvoyée devant le conseil sur le commerce et le développement.

● NEGOCIATIONS COMMERCIALES MULTILATERALES. — Deux déclarations parallèles ont été présentées, marquant que, sur ce point, aucun accord n'est intervenu. Le groupe des « 77 » présentant en fait, sous une autre forme, sans demander de vote, le texte de leur projet de résolution, qui insiste sur la nécessité de poursuivre les négociations commerciales internationales (« Tokyo round ») jusqu'à ce que soient garantis les intérêts des pays en développement. Le sentiment prévaut cependant dans le groupe B que l'affaire est désormais dédramatisée et que « *rien n'est vraiment cassé* ».

● PRODUITS DE BASE : Le fait nouveau est l'insistance mise sur la commercialisation et la transformation des produits de base, et l'addition au programme des produits semi-transformés. En revanche, la question de la « facilité complémentaire » destinée à remédier au déficit d'exportation relatif aux produits de bases, dont l'étude est déjà soumise au F.M.I., a été mise au vote en raison de l'opposition de plusieurs pays du groupe B. Seule l'Allemagne est favorable à un Stabex mondial.

● PROBLEMES FINANCIERS ET MONETAIRES : c'est peut-être l'un des points où le recul des revendications des « 77 » a été le plus net. En ce qui concerne la dette des pays en développement, les « 77 » avaient abandonné l'idée de la création d'une « commission internationale de la dette » qui aurait « chapeauté » les organismes de créanciers existant (en particulier le Club de Paris), mais ils n'ont pu s'entendre avec le groupe B sur le compromis (l'institution d'un « médiateur » qui devait plaider la cause des créditeurs). Ils voulaient en effet que ce « sage » dispose de pouvoirs égaux à ceux du président du Club de Paris.

En ce qui concerne la réforme du système monétaire international, le texte des « 77 », qui prévoit la « *création au sein de la CNUCED d'un groupe intergouvernemental* ad hoc *pour examiner l'évolution du système monétaire international* », a été voté, le groupe B s'y opposant.

En revanche, une résolution sur l'aide publique au développement réaffirme l'engagement des pays industrialisés de consacrer 0.7 % de leur P.N.B. (objectif fixé à Lima) et énumère, idée nouvelle, les moyens destinés à accroître cette aide (programme minimum : accroissement de l'aide en termes réels en y consacrant un pourcentage approprié du P.N.B. ; engagement d'affecter au moins 1 % de l'accroissement annuel du P.N.B. à l'aide aux pays en développement).

D'une manière générale le groupe B a fait preuve en matière financière d'une absence d'idée globale et s'est retranché derrière des positions très conservatrices.

● TECHNOLOGIE : deux résolutions ont été adoptées (sur la propriété industrielle, confirmant la convocation d'une conférence internationale pour réviser la convention de Paris en mars 1980, et une autre sur l'exode des cerveaux). La question du code de conduite en matière de transfert de technologie en revanche a été renvoyée devant le conseil sur le commerce et le développement.

● PROBLEMES MARITIMES : le code de conduite sur les conférences maritimes a été adopté en 1974 par le tiers-monde. La Communauté européenne ayant décidé d'y accéder, il pourra désormais entrer en vigueur. La conférence de Manille s'est donc concentrée sur le transport du vrac (80 % du tonnage mondial), les « 77 » revendiquant le droit de participer à un commerce monopolisé à leurs yeux par les armateurs et les sociétés transnationales. Cette revendication était en particulier appuyée par les pays de l'OPEP qui veulent augmenter leur flotte. Elle a été mise au vote.

● PAYS LES MOINS AVANCES (P.M.A.) : Pour cette catégorie officiellement reconnue qui compte trente et un pays, a été approuvée une résolution prévoyant la réunion d'une conférence des Nations unies qui leur serait consacrée. Cette conférence va, en fait, dans le sens de la différentiation (dans les traitements accordés aux pays en développement), défendue au sein du groupe B. C'est pourquoi elle ne soulevait pas un grand enthousiasme parmi les « 77 ». Un effort d'aide particulier devrait être accordé aux P.M.A. (sans qu'un calendrier ait été fixé), qui passerait par une accélération des projets en cours et la mise en place d'un programme d'action de dix ans. La demande du doublement de l'aide en trois ans n'a cependant pas été acceptée.

● COOPERATION ENTRE PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT : Le principe de l'institution d'un cadre pour les rencontres des pays en développement a finalement été acquis — en grande partie grâce au jeu subtil des Français. Les Etats-Unis qui, avec d'autres pays, mettaient en avant le principe de « l'universalité » de l'ONU pour refuser de participer au financement de réunions qui échapperaient au droit de regard du groupe B ont fini par se ranger à l'avis général. Théoriquement pour préparer la session spéciale du conseil sur le commerce et le développement de 1980, les « 77 » vont pouvoir tenir dans le cadre de la CNUCED des réunions « préparatoires » séparées. D'autres pays peuvent en faire autant. L'implication financière de cette résolution est estimée à 1.5 million de dollars.

● COOPERATION ENTRE PAYS A SYSTEMES ECONOMIQUE ET SOCIAL DIFFERENTS (dialogue Sud-Est) : Une résolution pour le moins lapidaire (quatre lignes), qui se contente de renvoyer aux dispositions arrêtées à la conférence de Nairobi, confirme l'absence totale d'initiative des pays socialistes au cours de cette cinquième CNUCED.

D'autres résolutions dans des domaines divers (notamment politique) ont été adoptées ou votées au cours de la conférence, en particulier en ce qui concerne les problèmes financiers liés aux investissements privés (études), la question des territoires occupés (notamment la Palestine), La Havane comme hôte de la prochaine CNUCED (la résolution prend simplement note de l'invitation), le tungstène (convocation d'une conférence), Djibouti et Tonga (entrant dans la catégorie des pays les moins avancés) et enfin l'exploitation des ressources des fonds marins.

PHILIPPE PONS.

Mercédès et basilique...

De notre envoyé spécial

Manille. — Des fenêtres du luxueux hôtel Philippine-Plazza, qui est voisin du centre des *congrès aux formes futuristes* où s'est tenue la cinquième CNUCED et qui a été mobilisé pour le confort des délégués, on aperçoit *parfois le matin* des silhouettes diaphanes. Sur le désert de caillasses des terrains conquis *sur la baie où ont été construits* ces bâtiments, trois femmes retournent avec leurs bidons d'eau *à la main* vers la communauté des squatters. *Installée en bordure* de mer, de l'autre côté de petites *dunes*, loin des regards. Elles *sourient* quand on leur demande si elles savent ce qui se trame à l'intérieur du centre des congrès.

La presse philippine *écrit* qu'on s'y occupait des « *peuples pauvres* » et apparemment elles le croient. Tandis que, dans l'immense hall du *Plazza*, des bassins intérieurs, où évoluent des carpes, et des jets d'eau de plusieurs *mètres contribuent* à *la* fraîcheur du lieu, chaque matin, Elles sourient quand on leur demande si elles savent ce qui s'est tramé à l'intérieur du centre des congrès.

Manille était finalement un excellent choix pour ce dialogue entre les pauvres *et* les riches : cette ville oppose, en un raccourci saisissant, l'abondance et la pénurie. Elle symbolise les distorsions engendrées par des politiques dites de « développe*ment* », *menées* avec *la* bénédiction de pays puissants — en l'occurrence, ici, les Etats-Unis et le Japon, — et dont, le moins qu'on puisse dire, la population ne tire que de faibles avantages.

Peu des cinq mille délégués *réunis* à Manille auront perçu cet aspect des choses, *bien* qu'au début de la *conférence* la langueur des débats leur ait donné tout loisir de voir l'envers du *décor. Mais les* Marcos savent recevoir. Sens de *l'hospitalité* philippine ou désir d'utiliser la *cinquième* CNUCED pour « *vendre* » l'image du régime à l'étranger ? Quels qu'aient été les mobiles, le résultat est acquis : *tout* le monde ou *presque* a été touché et séduit. Beaucoup seront d'autant *plus affirmatifs* dans leurs louanges que, ayant *passé un* mois à Manille — fût-ce entre *les* piscines des hôtels et le centre feutré des conférences, — ils « *savent* » de *quoi ils* parlent (des cent cinquante Mercedes mises à la disposition des chefs de délégation aux mille attentions *dont les délégués* sont l'objet). Rares sont ceux *qui* n'auront pas succombé au charme de l'accueil et qui ne garderont pas de cette CNUCED un « *excellent souvenir* ».

Le prix d'un jus d'ananas

Dans la province de Negros, où l'*on* cultive la canne à sucre, l'une des richesses du pays, une famille travaillant dans les immenses plantations touche 5 pesos (3.5 francs) *par* jour, le prix du jus d'ananas frais que buvaient régulièrement délégués et observateurs au centre des *conférences*. « *Ah bon ?* », nous a dit, son verre à la main, un délégué africain. On *peut* aussi être surpris *lorsque* l'*on* sait que les Philippines, malgré un déficit de leur balance des paiements qui *s'aggrave*, n'en ont pas moins décidé de contribuer pour 25 millions de dollars au fonds commun pour le programme intégré des produits de base. Mais *ce* délégué se souvient *sans doute surtout de cette soirée brillante, au palais* présidentiel, en l'honneur de M. Waldheim (à laquelle fut conviée Mme Ieng *Sary* au nom du Cambodge). *La* haute *société* de Manille — *exaspérée* — dut danser un « *rigodon d'honneur* » (sorte de menuet exécuté *du* temps des Espagnols devant le gouverneur), qui se termina par une révérence *devant* la table présidentielle. Ce fut, dit-on, pour Mme Marcos, ulcérée de ne pas avoir été admise autrefois par l'aristocratie philippine, *un* très beau jour.

Par ces gestes, en tout cas, les Marcos ont su faire oublier aux délégués les aspects les plus injustes de leur régime. Le président, et la première dame en *particulier*, veillent à ce que les grands de ce monde se sentent chez *eux* à Manille *et* entendent bien faire des Philippines l'un des rendez-vous des *riches*. Récemment a été donné le premier coup de pioche du club Marbellia — nouvelle branche de ce cercle « sélect » existant en Espagne — qui doit rassembler à Manille la « jet society » occidentale.

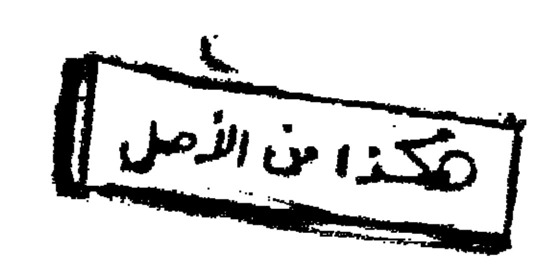
Politique de prestige

Mme Marcos, dont on trouve sur des cartes postales l'effigie en madone berçant un enfant et environnée de ses réalisations, a surtout un grand rêve. Elle qui aime dire « *j'ai eu trois enfants, puis 8 millions (en devenant le gouverneur du Grand-Manille), puis 47 millions (après avoir été nommée, l'année dernière, ministre de la condition humaine et de l'écologie)* », veut faire des Philippines le lieu de *rencontre* entre l'Occident et l'Orient.

A quelques heures de *Manille*, sur un isthme d'où l'on voit d'un côté le Pacifique et de l'autre la mer de Chine du Sud, on a aplani trois collines pour construire ce qui devrait être la plus grande basilique du monde, un kilomètre de diamètre. *Comme* Mme Marcos est fascinée par la Chine — les Philippines ont leur *tachai*, commune populaire modèle, — elle entend que, à côté de sa basilique, *soit construit un* observatoire — comme à Pékin, près du temple du Ciel, — les travaux (100 millions de dollars) ont été suspendus à *la suite* d'une lettre — un modèle de *jésuitisme* — du cardinal Sin, archevêque de *Manille, qui*, tout en appuyant le *projet* de *tous* ses vœux, suggère que peut-être « *la priorité* devrait être *accordée à la construction de logements convenables pour les pauvres plutôt qu'à une maison somptueuse pour saint Nino* ». Mme Marcos, *qui s'est rendue* à Rome *pour demander au pape* de venir *consacrer* sa basilique, dès qu'elle sera achevée, a, paraît-il, *été dépitée*, mais n'a *pas renoncé* au projet.

Toute *la* politique de prestige du pouvoir *a pour* justification, dit-on, le besoin de la population de découvrir son identité et de se reconnaître *dans* le couple Marcos. *La* cinquième CNUCED, qui a mis les Philippines au centre du dialogue Nord-Sud, n'est qu'un élément de cette politique : une répétition pour un projet plus grandiose, la convocation à Manille de l'Assemblée générale des Nations unies.

Ph. P.



ÉNERGIE

LES PRIX DU PÉTROLE

(Suite de la première page.)

La question qui se pose maintenant est de savoir s'il est possible d'éviter une crise mondiale et si oui par quels moyens ? La réponse est simple, mais pourtant vraisemblable : en économisant 5 % de la consommation d'énergie, le ralentissement de la croissance économique ne serait pas trop fort, de l'ordre de 1 % réparti sur 1979 et 1980. Ainsi l'accroissement de la production, qui devait être de 3,5 % cette année dans l'ensemble des pays de l'O.C.D.E., ne serait que de 3 %.

Economiser 5 % de nos consommations d'énergie n'a rien d'exagéré, même si cela oblige à modifier un certain nombre *d'habitudes et de* comportements. Mais l'attitude des Américains, qui importent maintenant deux fois plus de pétrole qu'au moment de la crise 1973-1974, et continuent de faire cavalier seul, complique considérablement le problème.

Actuellement, la consommation de pétrole dans le monde est de 50 millions de barils par jour. Il manque environ 2 millions de barils à la production, ce qui explique l'énorme tension des cours. La demande ne reviendra au niveau de l'offre qu'à condition de réduire la consommation de 4 % (plus 1 % pour reconstituer des stocks durement éprouvés par l'hiver). C'est ce gain de 5 % qu'em*pêchent les Etats-Unis ; ils pensent*, en effet, pouvoir se sauver seuls, en important sans cesse davantage et à n'importe quel prix, alors que leur attitude aboutira nécessairement si elle n'est pas modifiée :

● *soit à une hausse continue des cours du brut* (l'ajustement se fait par les prix),

● *soit à une récession mondiale*, les appareils de production industrielle tournant de moins en moins vite dans tous les pays, réduisant d'autant les quantités d'énergie nécessaire.

Sombres perspectives. Car, dans l'hypothèse où échoueraient les politiques volontaristes d'économie d'énergie, le jeu aveugle, mais parfaitement logique, des forces de marché entraînerait soit une inflation catastrophique — débouchant tôt ou tard sur la récession, — soit un tassement brutal et rapide de l'activité, qui ne dépasserait pas cette année 1,5 % dans les pays de l'O.C.D.E. *(contre 3,5 % prévus au* début de 1979). Le simple énoncé d'un tel chiffre montre combien pareille situation serait insupportable. Elle explique aussi le voyage-éclair de M. Barre rencontrant M. Schmidt pour décider une attitude commune.

Que peut faire la France dans ce *grand désarroi ?* A l'évidence, les mesures qui seront annoncées dans dix *jours pour réduire* les quantités consommées seront *contraignantes*. Elles viseront probablement à économiser 10 % de fuel domestique (40 % des quantités de brut importé) et 10 % du carburant automobile (15 % des quantités importées). Les dispositions qui seront adoptées n'empêcheront, certes, pas les prix mondiaux du brut de monter si les Américains et les autres pays européens ne font pas de même. Du moins limiteront-elles la « note » *payée par la France, note qui va brutalement s'alourdir dans les semaines* qui viennent (1).

Si les économies d'énergie en France sont importantes et si elles concernent des consommations non *utiles à la production (fuel domestique*, essence auto), le principal problème qu'aura à résoudre notre appareil industriel sera celui de l'inflation. L'activité ne sera certes pas brillante, mais pourrait tout de même continuer à croître très lentement grâce notamment à un soutien de l'Etat, qui laissera vraisemblablement filer le déficit budgétaire jusqu'à 40 milliards de francs cette année et peut-être au-delà. Déjà plusieurs milliards de francs seront « réinjectés » *dans la construction* (habitat ancien, H.L.M.) cet été.

Le gouvernement semble décidé à utiliser la totalité de la marge de manœuvre que lui donne l'excédent actuel de la balance des paiements *courants. Ira-t-il plus loin ?* C'est la question qu'on se pose maintenant en haut lieu, et qu'on peut formuler différemment : les pouvoirs publics compenseront-ils partiellement ou totalement, par le déficit budgétaire, *l'effet dépressif* des hausses pétrolières ?

ALAIN VERNHOLES.

(1) Jusqu'à présent, les prix du brut effectivement payés à l'importation ne sont que 10 % plus chers par rapport à ceux de fin 1978. Ils renchériront prochainement de 15 à 20 %.

M. CARTER JUSTIFIE LA PRIME SUR LES IMPORTATIONS DE FUEL DOMESTIQUE

Le président Carter a tenu à justifier, le 2 juin, à l'occasion d'un entretien accordé à la chaîne de TV N.B.C., sa décision d'accorder une subvention de 5 dollars par baril sur les importations de certains produits pétroliers (fuel domestique). « *Je me suis engagé personnellement à accroître les stocks de fuel domestique afin que nos gens, particulièrement dans le Nord-Est, n'aient pas froid cet hiver.* » « *Les Européens n'ont pas aimé une partie de ce que nous avons fait*, a-t-il poursuivi, *mais je pense que cela nous aidera à minimiser cette crise potentielle.* »

M. Carter a justifié sa décision par le *détournement de produits* raffinés des Caraïbes du marché nord-américain vers le marché de Rotterdam, où les prix sont plus élevés qu'aux Etats-Unis. M. Carter a également indiqué que le sommet économique des pays industrialisés qui se tiendra à Tokyo à la fin du mois de juin devrait s'efforcer de résoudre le problème suivant : « *Comment les pays consommateurs peuvent-ils réduire leur demande de pétrole importé, afin que les pays de l'OPEP acceptent de stabiliser les approvisionnements et les prix ?* ». — (A.F.P.)

● *80 % des stations-service japonaises*, soit environ quarante-six mille, sont, pour la première fois, restées fermées dimanche, dans le cadre du programme d'économie d'énergie lancé par le gouvernement. A Tokyo et ses environs, le trafic automobile a diminué d'un tiers.

Trois *mille* autres stations-service, qui ne sont pas affiliées aux associations nationales de distributeurs d'essence, fermeront dimanche prochain, participant ainsi, à leur tour, au programme national de conservation de l'énergie. Le gouvernement nippon espère économiser 420 000 à 500 000 tonnes d'essence pendant l'année financière en cours. — *(A.F.P.)*

SOCIAL

LA C.G.T. APPELLE A UNE GRÈVE A LA R.A.T.P...

Le syndicat C.G.T. de la R.A.T.P. a déposé un préavis de grève pour le mardi 5 juin, concernant le métro et le R.E.R. Cette action, qui doit se traduire, au cours de la journée, par trois arrêts de travail de deux heures chacun, pourrait entraîner quelques perturbations dans le trafic. Ce mouvement a pour but de protester contre la décision de la direction de supprimer plusieurs rames sur les lignes Vincennes-Neuilly, Balard-Créteil et Porte de la Chapelle-Mairie d'Issy.

De son côté, la direction de la R.A.T.P. affirme que la mise en service de la section du R.E.R. Auber-Nation et la jonction des lignes 13 et 14 à Invalides ont provoqué « *une baisse sensible du trafic sur les tronçons les plus chargés de plusieurs lignes de métro* ».

... ET A LA S.N.C.F.

A la S.N.C.F., c'est du jeudi 7 juin à 20 heures au samedi 9 juin à 6 heures que les cheminots C.G.T. sont appelés à cesser le travail pour dénoncer l' « *insuffisance* » des *décisions* qui ont été prises en matière salariale : l'accord 1979, ratifié par toutes les organisations syndicales sauf la C.G.T. et la C.F.D.T., prévoit une augmentation de 3,5 % à partir du 1er juin, soit 5 % depuis le *début* de l'année (+ 1,5 % le 1er mars). Ce mouvement pourrait avoir des répercussions, notamment sur le trafic de la banlieue.

LOGEMENT

LE 40e CONGRÈS NATIONAL DES H.L.M.

Les organismes de bâtisseurs sociaux sont appelés à se réformer s'ils veulent conserver leur spécificité

Le quarantième congrès national des H.L.M. s'ouvre à Marseille mardi 5 juin. Il réunit durant quatre jours les représentants des mille quatre-vingt-huit organismes de bâtisseurs sociaux, responsables depuis 1945 de la construction d'environ trois millions sept cent mille logements, dont plus des deux tiers sont locatifs. Plus encore que les autres années, l'atmosphère est à l'inquiétude.

Après les efforts d'adaptation que lui demande l'application de la réforme du financement du logement, le mouvement H.L.M. sent sa mission remise en cause dans sa finalité même et dans sa spécificité. Un large débat a abouti à la mise au point d'un « projet H.L.M. » — thème de ce quarantième congrès — dont l'objectif essentiel est de faire face à cette menace en s'appuyant à la fois sur les usagers et sur les collectivités locales.

Les causes d'inquiétude, il faut le reconnaître, sont *réelles* et nombreuses. Le mouvement H.L.M. avait *eu le courage. Il y a quatre ans*, de remettre en cause, dans un Livre blanc, les méthodes traditionnelles et dépassées de financement du logement social et de suggérer le remplacement progressif d'une grande partie de l'aide à la pierre par l'aide à la personne. Il n'a été, semble-t-il, que trop entendu, et ne cesse, depuis la généralisation hâtive de *cette réforme*, d'attirer l'attention sur les dangers qu'elle représente et demande aujourd'hui *que le dossier soit rouvert*.

Selon le comité de liaison pour une *politique sociale* de l'habitat (1), la réforme entraîne des hausses de prix considérables (de 40 à 80 % en francs constants) dans le loge*ment locatif neuf, hausses que ne* compense qu'imparfaitement le versement de l'aide personnalisée au logement (A.P.L.) : plus de la moitié des locataires auront, dans les logements neufs construits avec le nouveau système, à subir une charge logement plus lourde, ce qui risque d'accroître la ségrégation sociale et de bloquer la construction de ce type de logements, aux loyers plus élevés que celui des appartements privés plus anciens ; le constat est du même ordre dans le parc ancien de logements locatifs qu'il convient de rénover ; enfin, en matière d'accession à la propriété, le succès indéniable des prêts conventionnés (P.C.) et des prêts à l'accession *aidés (PAP) est dû aux catégories* sociales les plus favorisées : la réforme encourage l'habitat diffus et de moindre qualité aux dépens de la maîtrise de l'urbanisme.

Il est de fait que la construction d'H.L.M. locatives n'a cessé de décroître depuis plusieurs années : 69 000 logements (dont le quart en maisons individuelles) ont été financés en 1978, tandis que 72 900 avaient été mis en chantier en 1977, 87 800 en 1976 et 114 600 en 1975, soit une baisse de près de 40 %, alors qu'on assiste actuellement à une reprise de la demande pour ce type de logements.

Ces *réserves* sur une réforme souhaitée dans son principe, mais *qui paraît manquer ses objectifs* initiaux, s'ajoutent aux difficultés quotidiennes des organismes d'H.L.M. Le manque de fonds propres reste cruellement ressenti, la « *mise à niveau* » des organismes pour leur permettre d'être concurrentiels en face des constructeurs privés tarde à se mettre en place, la péréquation des loyers est de plus en plus difficile à pratiquer, la construction de petits programmes, souhaitable pour l'amélioration de l'habitat, se traduit *par* un alourdissement des tâches dans des entités où le statut des personnels a fortement besoin d'être revalorisé...

Enfin, le gouvernement paraît remettre en cause la spécificité du *mouvement H.L.M. En décembre dernier*, M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, a installé une commission de réflexion et de proposition sur l'avenir et le rôle des divers organismes d'H.L.M., sous la présidence de M. André Valls. Des divergences suffisamment importantes sont apparues entre les représentants H.L.M. siégeant à cette commission et ceux des administrations (essentiellement économie et budget) pour *que celle-ci se sépare sans adopter* de rapport.

Un dispositif d'alerte

Pour répondre à tout ce qui, à tort ou à raison, fait figure de menaces pour le mouvement H.L.M., celui-ci a décidé, dès son trente-neuvième congrès, il y a un an, de mettre en forme un « *projet H.L.M.* » susceptible de dégager une nouvelle stratégie pour une politique sociale de l'habitat, de restructurer un ensemble disparate d'organismes, et de leur donner, dans une cohésion retrouvée, une meilleure compétitivité. Elaboré tout au cours de l'année grâce à une large consultation et grâce au travail de cinq « *groupes terrain* » (Lyon, Blois, Nord-Pas-de-Calais, Aquitaine, Seine-Saint-Denis), ce projet H.L.M. prévoit la création dans chaque département de « *cellules locales de coordination et de coopération* » dotées d'outils techniques communs, et capables de *constituer pour les collectivités locales un partenaire uni et opérationnel* pour les tâches les plus diverses.

Le caractère social et les critères de qualité des actions entreprises (qu'il s'agisse de rénovation des H.L.M. existantes, d'urbanisme, de réhabilitation des centres ville, de l'habitat, de loisirs) constituent les engagements *concrets* du mouvement H.L.M. (dont chaque organisme publiera un « bilan social » annuel). De plus, sur le plan de la gestion, un « *dispositif d'alerte* » déjà expérimenté sur cent quarante organismes sera généralisé : il suppose le respect de règles rigoureuses et la mise en place d'une gestion prévision*nelle*.

Enfin, s'il est adopté, le « projet », qui institue des règles déontologiques, va jusqu'à prévoir l'exclusion des organismes qui ne joueraient pas le jeu défini en commun.

La *réussite* de l'entreprise repose *sur deux des partenaires essentiels* des H.L.M. : les usagers, que l'on *prévoit d'associer plus étroitement à* la gestion des organismes et à la vie du mouvement, et les collectivités locales, dont le rôle doit grandir avec la décentralisation.

Vieillissement

Les responsables du mouvement H.L.M., locaux et nationaux, ne dramatisent-ils pas quelque peu l'enjeu de la partie et les risques encourus ? En tout état de cause, se rénover soi-même est une tâche *difficile*. *Le mouvement H.L.M.*, âgé de quatre-vingt-cinq ans, a connu le vieillissement inévitable de tout corps social : trop d'offices manquent de dynamisme et, *mal gérés*, sont mal *préparés à s'adapter à des tâches* nouvelles ; trop de sociétés anonymes se comportent plus en promoteurs privés qu'en bâtisseurs sociaux ; trop de sociétés de crédit immobilier ont engrangé des crédits sans faire assez d'efforts pour étendre le champ de leur activité et sont mal préparées à faire face à la *concurrence du Crédit agricole*. *Méritoire* dans son objectif, la tentative « douce » d'améliorer l'ensemble de ce corps qui dispose, et c'est une chance, d'éléments de grande valeur, est contrainte *de réussir. C'est à ce prix* que le mouvement H.L.M. conservera sa spécificité, ancrée sur un régime financier, réglementaire et fiscal privilégié.

Les H.L.M., depuis l'adoption de la loi du 3 janvier 1977 sur la réforme du financement du logement, ont entrepris une traversée du désert. *Leur quarantième congrès* n'est sans doute pas celui de la dernière chance. Mais s'ils ne savent pas galvaniser leurs énergies et s'ils ne trouvent *pas un appui suffisant* chez les *usagers et dans les collectivités* locales, il y a fort à parier que l'Etat, gouvernement et administrations, se chargeront de *réorganiser à leur* place...

JOSÉE DOYÈRE.

(1) Qui groupe organisations de maîtres d'ouvrage, associations d'élus, associations d'usagers, organisations syndicales.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

LIRE ÉGALEMENT

38,5 MILLIMÈTRES D'EAU SUR PARIS

Le violent orage qui est passé sur Paris dimanche 3 juin, en fin d'après-midi, a occasionné des centaines d'appels auprès des pompiers. Au seul standard de l'état-major, on a reçu, en quelques heures, plus de mille cent appels. D'innombrables caves ont été inondées. Les pompiers ont dû notamment intervenir au département des archives de la préfecture, quai Henri-IV, où 50 mètres cubes de documents ont été endommagés. La foudre est tombée sur le magasin Aux Trois Quartiers, près de la Madeleine, ainsi qu'à Malakoff (Hauts-de-Seine) sur un pavillon et une usine.

A l'observatoire de Paris-Montsouris, il est tombé 38,5 millimètres d'eau entre 18 h. 20 et 19 h. 50, soit en quatre-vingt-dix minutes. A titre de comparaison, rappelons que d'après la moyenne calculée sur la période 1873-1952, il tombe à Paris-Montsouris 53,8 millimètres de pluie pendant tout le mois de juin.

La pluie du 3 juin, si importante soit-elle, n'a pas battu le record. Le 20 juillet 1972, il est tombé 52,5 millimètres en soixante minutes, et, le 19 juillet 1955, 47,1 millimètres en trente minutes.

En province, les orages ont provoqué des dégâts dans la région stéphanoise, où l'autoroute Lyon-Saint-Étienne a été coupée momentanément par un éboulement. Un autre éboulement, dans la région d'Aubazine (Corrèze), a privé d'eau plusieurs villages.

A B C D E F G

En Italie

Taux d'abstention un peu plus élevé qu'en 1976 pour la première journée des élections

De notre correspondant

Rome. — Les premiers résultats des élections législatives ne devaient être connus que ce lundi 4 juin en fin d'après-midi. Les bureaux sont restés ouverts jusqu'à 14 heures. La participation atteignait déjà 72 % dimanche soir, mais cela représentait une baisse de quatre points par rapport aux élections de juin 1976. On l'attribuait généralement au beau temps, qui a drainé sur les plages des millions d'Italiens, et l'on estimait que nombre d'entre eux voteraient le lendemain.

Les Italiens ont voté dans le calme. On ne signalait, lundi matin, que des incidents mineurs, comme une fausse alerte à la bombe et l'interpellation de quelques citoyens portant une arme. Les élections de 1976 s'étaient déroulées de la même façon, malgré une campagne particulièrement agitée. Jusqu'à présent les terroristes se sont toujours désintéressés des journées de vote : c'est la campagne qui les intéresse en tant que moment de sensibilisation politique, non le scrutin lui-même.

Sur tout le territoire national, deux votes ont été organisés simultanément, sans compter des élections locales dans quelques centaines de communes : l'un pour le Sénat (315 sièges à pourvoir), l'autre pour la Chambre des députés (630). Le système électoral est très complexe. Mélangeant la proportionnelle et le scrutin de liste, il vise à assurer la plus grande équité possible. Pour le Sénat (collèges uninominaux sur base régionale), il suffit de choisir un candidat correspondant à une liste ; pour la Chambre (trente et une circonscriptions, selon le principe du collège plurinominal), il faut choisir une liste avec la possibilité de marquer sa préférence pour trois ou quatre noms. Les candidats d'un même parti se retrouvent donc en concurrence et peuvent tester ainsi leur popularité.

Pour participer à l'élection des sénateurs, il faut avoir vingt-cinq ans, alors que l'âge minimum est de dix-huit ans pour l'élection des députés. La différence des deux résultats — du moins en pourcentage des suffrages exprimés puisque le système de vote n'est pas le même — permet donc de savoir comment ont voté les jeunes électeurs.

ROBERT SOLÉ.

● *M. Paolo Baffi, gouverneur de la Banque d'Italie*, a annoncé jeudi 31 mai à Rome qu'il avait l'intention de donner sa démission « *avant la fin de l'année* ». Au cours de l'assemblée de l'institut d'émission, M. Baffi a dénoncé « *les détracteurs de la Banque qui ont alimenté une campagne de presse menée avec des arguments faux ou tendancieux, et obéissant en cela à d'obscurs desseins* ». Plusieurs membres de la Banque ont été impliqués dans une affaire d'octroi supposé illicite de crédit.

M. Baffi a indiqué, pour expliquer sa décision, qu'il n'avait jamais eu l'intention de dépasser le seuil de 1980. Il a par ailleurs déclaré qu'il attendrait, avant de quitter son poste, la formation d'un nouveau gouvernement. — *(A.F.P.)*

DISPERSION DES CENDRES DE MARIA CALLAS

Les cendres de Maria Callas ont été dispersées dans la mer Egée le dimanche 3 juin, conformément aux volontés de la cantatrice, décédée à Paris en septembre 1977.

La cérémonie a eu lieu dans le golfe Saronique, à bord d'une vedette de la marine grecque et en présence des ministres grecs de la culture et de la défense, du maire d'Athènes et de Mme Jacqueline Nebout, adjoint au maire de Paris.

Un monument à la mémoire de la diva sera prochainement construit dans le cimetière d'Athènes et un petit édifice lui sera consacré à l'intérieur du Musée d'art moderne de la ville.

LA MARINE ISRAÉLIENNE COULE UNE EMBARCATION TRANSPORTANT UN COMMANDO PALESTINIEN

Tel-Aviv (A.P.). — La marine israélienne a intercepté et coulé, lundi matin 4 juin, un canot pneumatique transportant un commando palestinien au large de la côte nord d'Israël, a annoncé le commandement militaire. Selon la presse israélienne, le canot contenait des armes et des explosifs. Plusieurs corps auraient été repérés flottant sur les lieux après l'explosion de l'embarcation.

Le 23 avril, un commando palestinien à bord d'un canot semblable avait débarqué à Naharrya et occupé un appartement près de la côte ; quatre Israéliens avaient été tués.

D'autre part, en Cisjordanie, les autorités israéliennes ont dynamité une maison et ont muré les ouvertures de quatre autres qui appartiendraient à quatre terroristes palestiniens près de la ville de Ramallah. Ces quatre suspects, arrêtés la semaine dernière, seraient responsables de huit attentats à la bombe depuis septembre 1978, selon les autorités israéliennes.

LE PRINCE SIHANOUK SE REFUSE A TOUTE COLLABORATION AVEC LES KHMERS ROUGES

Pékin *(A.F.P.)*. — Le prince Sihanouk a formellement rejeté, samedi 2 juin, toute collaboration avec les Khmers rouges au sein d'un Front de coalition nationale, comme l'a proposé le ministre des affaires étrangères du régime Pol Pot, M. Ieng Sary, dans une interview au *Monde* (daté du 2 juin).

Au cours d'une conversation au téléphone avec le correspondant de l'A.F.P. à Pékin, l'ancien chef de l'État cambodgien a déclaré depuis Pyongyang, où il séjourne actuellement : « *En aucun cas, en aucune circonstance, je ne collaborerai avec les Khmers rouges, ni dans le temps présent, ni dans l'avenir.* »

Le prince Sihanouk a indiqué qu'il séjournerait dans la capitale nord-coréenne, où il est l'invité du président Kim Il Sung, jusqu'à la mi-septembre. Il regagnera alors Pékin pour assister aux fêtes du trentième anniversaire de la fondation de la République populaire, le 31 octobre. Puis il ira à Paris, où il passera le mois de décembre et prendra contact avec les milieux de réfugiés.

LA FÊTE D'« AVANT-GARDE » A ARGENTEUIL

Rock et politique

Sous un ciel couleur de plomb, les jeunes communistes ont organisé, du 2 au 4 juin, la fête annuelle de leur hebdomadaire, *Avant-Garde*, à Argenteuil (Val-d'Oise), le long de la voie ferrée, au milieu des tours d'une cité ouvrière.

L'année dernière, la politique avait dominé la fête. Cette année, la fête a dominé la politique. En juin 1978, des « contestataires » avaient choisi les rues d'Ivry pour critiquer publiquement le parti. Des débats serrés avaient eu lieu et quelques bousculades s'étaient produites.

Cette année, rien de tel. Au stand des étudiants communistes de l'université Paris-XIII, un des hauts lieux de la contestation passée, on vendait, comme partout ailleurs, la gueuse à 5 F. Les débats n'ont pas réuni beaucoup de monde, davantage pour réclamer la liberté des « innocents » condamnés après les incidents du 23 mars à Paris que pour s'interroger sur le sexisme et la place des femmes dans le parti communiste.

L'évocation des incidents du 23 mars a été l'un des rares passages applaudis du discours que M. Guy Hermier, membre du bureau politique du P.C.F., qui succédait cette année à M. Georges Marchais, a prononcé devant une pelouse un peu clairsemée. MM. Hermier et Jean-Michel Catala, secrétaire général du Mouvement, ont insisté sur la nécessité, pour les jeunes, de voter le 10 juin pour la seule liste qui combatte « *les bradeurs de la France* », celle « *conduite par Georges Marchais* ». Les communistes ont fait un bon score parmi les jeunes aux dernières élections législatives. Ils ne voudraient pas que l'indifférence à l'égard du Marché commun les désavantage dimanche prochain.

Les organisateurs avaient invité de très nombreux groupes de rock n'roll amateurs, dont le jeu violent reflète le mal de vivre des cités de banlieue où ils sont nés. Le groupe Traction, de Massy, vit de tournées dans les maisons de jeunes et des indemnités de chômage de ses membres. Son chanteur s'est fait une tête à la Roger Daltrez, des Who, et chante de vieux classiques des années 60 et des morceaux de sa composition qui ressemblent à ceux de Téléphone.

Son *medley* (pot-pourri) des thèmes de Chuck Berry couvre une voix anonyme qui, dans un stand voisin, pourfend le parti socialiste. D'autres groupes plus connus se sont produits dimanche, comme Bijou, qui a donné dans un halo de lumière blanche un concert d'excellente qualité. Quelques bagarres ont éclaté dans la nuit entre des bandes rivales venues des cités voisines. Plusieurs stands ont été détruits. Après M. Hermier, on a dansé sur la pelouse avec Alan Stivel. La fête éclatait partout, dans une odeur de friture et de barbe à papa, avec les mimes, les cracheurs de feu et les manèges. A la « cité internationale », la politique dominait, avec les stands des peuples « martyrs », le Chili et le Brésil, celui des Vietnamiens dénonçant au porte-voix l'« *agression chinoise* », et les tracts soviétiques se félicitant de la condamnation des « *espions* » Chtcharanski et Filatov.

De nombreux militants, insistants, omniprésents, abordaient les promeneurs. On les appelle les « *défricheurs* ». Stylo et carnet à souches à la main, ils sont chargés de récolter des adhésions. Commentaire d'une défricheuse : « *La plupart finissent par dire oui pour qu'on leur foute la paix.* » Mais beaucoup de militants aujourd'hui chevronnés ont connu le Mouvement de cette manière. A 15 heures, dimanche, après une journée et demie, le stand d'*Avant-Garde* enregistrait deux mille deux cent cinquante-trois nouveaux adhérents. Autant que pour les deux jours de fête de l'année dernière.

Les jeunes communistes espèrent, par leur campagne d'adhésion quasi permanente, surmonter les difficultés qui ont suivi la rupture de l'union de la gauche. Ces difficultés persistent néanmoins. *Avant-Garde* a cessé de paraître pour la durée des vacances scolaires avant même que celles-ci ne soient commencées. Cette suspension est due à des difficultés de trésorerie, mais aussi au manque de tonus des cercles chargés de la diffusion. La caisse des jeunes communistes ne sera ni renflouée ni davantage grevée par la fête. La vente des vignettes a à peu près couvert les dépenses importantes qu'elle a occasionnées, ce que les dirigeants du Mouvement considèrent comme « *un succès politique* ».

BERTRAND LE GENDRE.

La Ligue des droits de l'homme est hostile à un référendum sur le nucléaire

Réunie samedi 2 et dimanche 3 juin à Paris pour son soixantième congrès, la Ligue des droits de l'homme, après avoir rappelé dans le rapport moral présenté par son président, M. Henri Noguères, son soutien aux formations de la gauche française et son refus de privilégier l'une de ses composantes, a abordé deux sujets d'actualité : l'énergie nucléaire et l'avortement.

« *Nous avons été échaudés avec le référendum, sous Napoléon et sous de Gaulle !* », a déclaré M. Henri Noguères. Rejetant une consultation nationale sur la question du nucléaire, le congrès a adopté à l'unanimité des deux cents délégués présents une résolution réclamant un grand débat dans tout le pays, permettant de définir « *une politique de l'énergie et de l'environnement conforme au vœu des citoyens* ». Le congrès a également demandé la levée du secret sur les dispositions des plans de secours (plans ORSEC-RAD) et sur les mesures de contrôle de pollution radioactive. « *Des accidents se sont produits dans différents pays. Nul ne peut garantir qu'il ne s'en produira pas de plus graves en France* », a affirmé M. André Lemarchand, biologiste, en rappelant que la Ligue avait déjà demandé l'arrêt de toute nouvelle implantation de centrale nucléaire jusqu'à ce que les conséquences sur l'environnement soient parfaitement connues.

Avec le débat sur le réexamen de la loi Veil sur l'avortement, les esprits se sont un peu échauffés. Approuvé par le comité central, un texte du docteur Dumont devait être soumis au vote des congressistes. Certaines déléguées de Nantes et de Marseille estimèrent que ce texte était « *une demande gentille de reconduction de la loi Veil* » et remarquèrent avec une certaine ironie que le mot « femme » n'y apparaissait pas une seule fois (le mot « mère » une fois). Elles ont réussi, après avoir essuyé quelques plaisanteries parfois douteuses, à faire adopter par le congrès une résolution demandant l'inscription de l'interruption volontaire de la grossesse au code de la santé publique et de la sécurité sociale et l'extension de la loi aux mineures et aux étrangères.

A la fin du congrès, les tensions sont apparues nettement entre ceux qui réclamaient, à propos du licenciement de deux dactylos, « *un fonctionnement plus démocratique de la Ligue* » et les autres, souvent plus âgés, soutenant le président. On a parlé de « *suspicion* » et d'« *injures* » d'un côté, d'« *esprit de caste rétrograde* » de l'autre. Le renouvellement du comité central a permis un certain rajeunissement.

En Gironde

UNE VOITURE DANS LA FOULE : DEUX MORTS, DIX-NEUF BLESSÉS

Une voiture a heurté, dans la nuit du dimanche 3 au lundi 4 juin, un groupe de personnes rassemblées sur le bord de la route à Gironde-sur-Dropt (Gironde), faisant deux morts et dix-neuf blessés, dont douze gravement atteints.

Les habitants s'étaient groupés sur le bord de la R.N. 13 dans l'attente d'un feu d'artifice, lorsque la voiture conduite par M. Marc Lemonnier, un militaire originaire de la région parisienne, les a fauchés. Selon des témoins, le conducteur aurait cherché à éviter une voiture circulant en sens inverse.

Le conducteur de l'automobile a été entendu par les gendarmes et laissé en liberté, l'alcootest auquel il a été soumis s'étant révélé négatif.

● *Pollution dans le golfe du Morbihan.* — Dans le Morbihan, les plages de la presqu'île de Rhuys, de Belle-Ile et de l'île de Houat sont souillées depuis le 1er juin par de légères nappes de pétrole. La préfecture de Vannes estime que cette pollution « *désagréable* » relevée sur près de 80 kilomètres de côtes n'a « *aucun caractère dramatique* ». Le vent aurait poussé vers les côtes bretonnes le pétrole provenant du lavage des cuves du bateau effectué dans le golfe de Gascogne.

Le numéro du « Monde » daté 3-4 juin 1979 a été tiré à 523 056 exemplaires.

Au Tchad

QUATRE MOUVEMENTS HOSTILES AU GOUVERNEMENT FORMENT UN « FRONT COMMUN »

N'Djamena *(A.F.P.)*. — Quatre des cinq fractions de la rébellion se sont regroupées dans un Front tchadien d'action commune, a-t-on appris, samedi 2 juin, dans la capitale tchadienne. Ces tendances sont dirigées respectivement par MM. Abba Siddick, Abba Seid, Acyl Ahmat et Adoum Dana. En revanche, M. Hadjaro Senoussi, qui prétend représenter un « Frolinat fondamental » n'est pas partie prenante à cet accord.

Les quatre fractions ont affirmé vouloir lutter de manière « *coordonnée et plus efficace* » contre le gouvernement d'union nationale de N'Djamena, qu'elles qualifient de « *fasciste* ».

Par ailleurs, plusieurs garnisons françaises opèrent leur repli. Cinq cents hommes stationnés à Abéché, préfecture du Ouaddaï, ont quitté ce poste vendredi. Le repli de la garnison d'Ati devait débuter mardi. Ces replis sont dus à la pénurie de carburant provoquée par le blocus du Nigéria (*le Monde* du 30 mai).

LE CENTENAIRE DE LA BAULE

La Baule a fêté dimanche son centième anniversaire ou, plus exactement, celui de la voie ferrée Saint-Nazaire-Le Croisic, qui devait permettre le développement de la plus belle plage d'Europe.

Les manifestations associaient tous les moyens de transport : le chemin de fer, d'une voiture de voyageurs de 1860 à la dernière locomotive Diesel baptisée « Ville-de-La-Baule », l'automobile, avec une rétrospective des Grands Prix de La Baule, de la Delahaye 1896 à la Bugatti 1938, le cheval, avec la garde républicaine, et un match de polo, et, bien entendu, la voile, avec une course de hobie cats, catamarans très rapides.

M. Olivier Guichard, député-maire (R.P.R.) de La Baule, et le conseil municipal ont reçu leurs invités dimanche soir avant un feu d'artifice de quarante tableaux tiré en mer.

A la fête de Lutte ouvrière

Mme LAGUILLER ÉVOQUE LA CRÉATION D'UN « PARTI RÉVOLUTIONNAIRE DÉMOCRATIQUE »

Mme Arlette Laguiller, membre de la direction de Lutte ouvrière (L.O.), et M. Alain Krivine, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R.), ont pris la parole, dimanche 3 juin, devant huit mille personnes réunies à Mériel (Val-d'Oise), pour la fête annuelle de L.O. Les deux chefs de file de la liste pour les États unis socialistes d'Europe ont développé les thèmes de leur campagne, M. Krivine insistant notamment sur la condamnation de « *la politique actuelle menée par la direction du P.C.F., politique nationaliste, politique chauvine, indigne de militants communistes* ».

Mme Laguiller a évoqué l'éventualité de la création d'un « *parti révolutionnaire démocratique* », qui réunirait, entre autres, L.O. et la L.C.R. Tout en soulignant l'existence de divergences politiques importantes entre les deux organisations, Mme Laguiller a déclaré : « *Nous militons sur la base du même programme, celui du trotskisme (...), c'est-à-dire celui du communisme, celui de l'internationalisme et de la révolution prolétarienne. Parce que nous avons le même programme, nous proposons d'aller vers la création d'un parti capable de servir — avec d'autres, nous l'espérons, — la lutte de la classe ouvrière pour le renversement du pouvoir de la bourgeoisie.* »

Mme Laguiller a précisé que, au sein de ce parti, plusieurs politiques pourraient s'opposer, car « *c'est le stalinisme qui a dit que la pluralité signifiait nécessairement la division* ».

● *M. Charles Fiterman*, membre du secrétariat du P.C.F., a déclaré, dimanche 3 juin, à Avignon, que le parti socialiste « *est à l'origine d'une polémique déplacée, qu'il nourrit chaque jour d'attaques plus ou moins brutales* ».



LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

La conférence des présidents a établi comme suit l'ordre du jour des prochaines séances de l'Assemblée nationale :

● MARDI 5 JUIN : projet sur la cession à la Caisse des marchés de l'État de créances de petites et moyennes entreprises ; projet relatif à la direction d'agences privées de recherche ; projet concernant les limites d'âge des femmes pour l'accès à la fonction publique ; propositions relatives au comité interprofessionnel des vins des côtes du Rhône, Ventoux et Tricastin.

● MERCREDI 6 (après les questions au gouvernement) : convention fiscale entre la France et les États-Unis ; accord franco-espagnol sur les routes frontalières ; quatre accords de coopération entre la France et le Niger ; projet, adopté par le Sénat, relatif aux ouvrages d'art dans la voirie nationale ou départementale ; projet modifiant le code des pensions de retraites des marins.

● JEUDI 7 : projet, adopté par le Sénat, relatif à la protection des emprunteurs dans le domaine immobilier ; projet, adopté par le Sénat, relatif à la vaccination antivariolique.

● VENDREDI 8 : questions orales sans débat.